



LUNDI 1 FÉVRIER 2021

COVID (politique) : vous êtes sommé de rester chez vous, gagner votre vie n'est pas un service essentiel.

- ▶ **Le grand naufrage du train** . (Tim Watkins) p.1
- ▶ **Amérique : Un an avec le COVID-19** . (Bill Bonner) p.5
- ▶ **Géométrie & Électrodynamique de la Covid en Mouvement** . p.9
- ▶ **La Bourse, mortellement blessée par la vérité, trébuchera et s'effondrera** . (Charles H. Smith) p.11
- ▶ **Panique à Wall Street !!!** . (Didier Mermin) p.13
- ▶ **Hasard et déterminisme** . (Didier Mermin) p.15
- ▶ **GameStop : Pourquoi les élites détestent le pouvoir du peer-to-peer** . (Kurt Cobb) p.18
- ▶ **Réflexion: les limites du « quoi qu'il en coûte »** . (Maxime Tandonnet) p.20
- ▶ **Une victoire fragile, mais victoire quand même** . (Maxime Tandonnet) p.21
- ▶ **Confinement, un autre discours** . (Maxime Tandonnet) p.21
- ▶ **Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale Janvier 2021** . (Laurent Horvath) p.22
- ▶ **Parution de l'édition 2021 l'État de l'énergie au Québec** . (philippe Gauthier) p.37
- ▶ **Patriotisme économique et démondialisation** . (Biosphere) p.49
- ▶ **PIB et chômage sont dans un bateau** . (Biosphere) p.50
- ▶ **CHANGEMENTS CLIMATIQUES...** . (Patrick Reymond) p.51

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Les hirondelles volent bas... Orage devant ?** . (Charles Gave) p.56
- ▶ **Récession record depuis la Seconde Guerre mondiale pour [tous] la France** . (Charles Sannat) p.60
- ▶ **« La vraie question ? Qui paiera et quand ? Le JT du Grenier » France** . (Charles Sannat) p.62
- ▶ **Biden: laquais des big techs?** . (Michel Santi) p.64
- ▶ **WallStreetBets : game over pour la finance** . p.65
- ▶ **Le monopole de l'argent du gouvernement et la "grande remise à zéro** . (Thorsten Polleit) p.66
- ▶ **L'incendie du nouveau Reichstag** . (Jeff Thomas) p.72
- ▶ **Biden s'accuse de dictature** . (Brian Maher) p.75
- ▶ **De l'investissement à la spéculation comme fondement du système. Vers le fameux « all in »!** . (Bruno Bertez) p.79
- ▶ **Howard Marks: le plus grand danger c'est une hausse soutenue des taux d'intérêt** . (B. Bertez) p.83
- ▶ **Signal Advance, GameStop et les autres : implosion boursière à venir** . (Mory Doré) p.83
- ▶ **Les banques centrales jouent les prolongations** . (Bruno Bertez) p.88
- ▶ **La Réserve fédérale manipule le marché boursier américain** . (Dan Dennig) p.88

▲ RETOUR ▲

<<<> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.Le grand naufrage du train

Tim Watkins 29 janvier 2021



Sur une étagère du bureau du secrétaire du Cabinet britannique se trouve un dossier intitulé "*projets d'infrastructure*". Il contient des résumés de tous les projets pour lesquels un financement public peut être accordé en cas de récession. À une extrémité du spectre se trouvent diverses améliorations routières et ferroviaires - un contournement par-ci, quelques stations supplémentaires par-là. À l'autre extrémité, on trouve des mégalithes de plusieurs milliards de livres sterling comme des centrales nucléaires, des lignes ferroviaires à grande vitesse, de nouvelles pistes d'aéroport et même des villes entièrement nouvelles. Ils ont tous en commun une foi aveugle dans l'économie de la *Tennessee Valley Authority* et dans le **New Deal** du début des années 1930.

L'approche est aussi proche de la gestion de la demande purement keynésienne que celle que vous trouverez dans le monde réel. Les États investissent dans de nouvelles infrastructures - comme les barrages hydroélectriques des années 1930 - afin de remplacer les emplois perdus dans le secteur privé. Les travailleurs précédemment au chômage ont alors des liquidités supplémentaires à dépenser. Leurs nouvelles dépenses collectives augmentent la demande de biens et de services, créant un environnement dans lequel le secteur privé est persuadé d'investir à nouveau.

Les critiques du New Deal soulignent que ses effets ont été bien plus modestes que ne le prétendent les enthousiastes des temps modernes. L'investissement total de l'État était relativement faible et le chômage de masse a persisté jusqu'en 1942 - lorsque les exigences de la guerre ont finalement pris le relais sur le marché du travail.

En revanche, les partisans du New Deal soulignent que lorsqu'il s'agit de faire la guerre, il y a toujours une réserve illimitée de liquidités. Il s'ensuit que si nous traitons les dépressions économiques comme des conflits militaires, nous pourrions certainement imprimer et dépenser, en prenant le chemin vers la prospérité.

D'un point de vue énergétique, les deux parties à cet argument ont tort, car les économies sont avant tout des systèmes énergétiques plutôt que monétaires. Les malheurs économiques des années 1930 ont été le résultat d'une économie mondiale interconnectée répondant au choc de la hausse du coût de l'énergie du charbon. L'extraction de charbon en Grande-Bretagne avait atteint son maximum en 1913, alors que d'autres États luttent pour extraire des réserves à faible coût énergétique. Notez que cela n'est pas la même chose que "manquer" de charbon - notre monde moderne alimenté par le pétrole s'est avéré capable d'extraire beaucoup plus de charbon que les Britanniques n'avaient réussi à le faire avant 1913 ; mais une grande partie de cette extraction n'a été possible que grâce à l'important surplus d'énergie fourni par le pétrole.

Dans les années 1920, les États-Unis avaient déjà commencé à passer d'une économie basée sur le charbon à une économie basée sur le pétrole. L'Europe et le Japon, en revanche, n'avaient guère accès au pétrole et devenaient de plus en plus dépendants des importations pour rester compétitifs. Les exigences de la guerre ont aggravé la situation. En effet, le manque d'accès au pétrole est la principale raison pour laquelle l'Allemagne et

le Japon se sont lancés dans une guerre mondiale ; et c'est aussi la raison pour laquelle les deux pays ont été vaincus. Les États-Unis, en revanche, devaient fournir six barils de pétrole sur sept consommés par les alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Ils ont également produit et modernisé les véhicules fonctionnant au pétrole - navires, avions, chars, camions, etc. - avec lesquels la guerre a été menée dans des quantités impressionnantes. Comme le note l'historien H.P. Wilmott, toutes les divisions alliées qui ont débarqué en Normandie après le 6 juin 1944 étaient motorisées ; mais 89 % des divisions allemandes qui les ont rencontrées dépendaient de chevaux.

Le boom d'après-guerre, qui a débuté avec l'aide [du plan] Marshall, a été en grande partie le résultat des économies européennes et asiatiques qui ont suivi les États-Unis dans la conversion de leurs économies du charbon au pétrole. Et avec une croissance exponentielle apparemment sans fin de l'extraction pétrolière aux États-Unis, peu de gens voyaient une raison de s'inquiéter de la création d'économies qui dépendaient d'une ressource limitée comme le pétrole.

Lorsque cette croissance exponentielle de l'extraction pétrolière a pris fin dans les années 1970, il en est résulté une série de crises de plus en plus graves qui ont depuis lors frappé les économies occidentales. Alors que les dépenses de l'aide Marshall avaient déclenché un boom au début des années 1950, des dépenses publiques similaires dans les années 1970 n'ont abouti qu'à une stagflation, des millions de personnes étant contraintes de quitter leur emploi alors même que les prix augmentaient de manière incontrôlée. Néanmoins, les opposants modernes au consensus néolibéral issu des crises des années 1970 continuent de faire valoir le New Deal et le boom d'après-guerre comme la solution aux crises modernes.

Il en va de même pour les politiciens, bien entendu. Ces créatures lâches qui sacrifieront trop volontiers notre avenir à long terme dans la poursuite d'une brève hausse de leur cote d'approbation, dépenseront volontiers l'argent des autres pour tenter de surmonter un ralentissement économique qui les verra probablement éjecter de leurs fonctions. Ainsi, à la suite d'une pandémie dont les conséquences économiques ont été fortement aggravées par leurs actions, la classe politique semble prête à jeter des trillions de dollars, d'euros et de livres sterling dans des projets d'infrastructure standard pour tenter d'éponger le chômage de masse qu'ils ont créé.

Ce n'est pas entièrement sans mérite. Dans la mesure où - pour l'instant - les gouvernements peuvent continuer à accumuler d'énormes dettes à des taux d'intérêt proches de zéro pour cent, emprunter - ou même créer de nouvelles devises - pour investir dans de futures infrastructures a un certain sens... à condition que nous soyons clairs sur la trajectoire future que nous suivons.

Mais c'est là que se situe notre problème, car il y a **trois versions de l'avenir** en jeu. **La première**, et la plus probable à croire parce qu'elle implique de travailler en pilotage automatique, **est la "reprise en V"** dans laquelle nous tentons de rétablir les conditions économiques de décembre 2019 et essayons de faire comme si 2020 n'avait pas eu lieu. Mais malheureusement, 2020 était bien réel. Des dizaines de milliers d'entreprises ont fermé et des millions de personnes ont perdu leur emploi. L'impact sur les chaînes d'approvisionnement signifie que l'économie mondiale n'a la capacité de restaurer qu'environ quatre cinquièmes (au mieux) de l'économie de décembre 2019. **Trop de navires, de camions et d'avions ont été mis à la ferraille et trop de mines et de puits de pétrole ont été abandonnés pour un retour à la "normale" ou même à une sorte de "nouvelle normale".**

Pour les mêmes raisons bien sûr, **M. Schwab et ses amis du Forum économique mondial ne font que vivre une sorte de trip dystopique à l'acide, lorsqu'ils évoquent des visions de "Grand Reset" basées sur une économie numérique basée sur la fusion nucléaire et l'hydrogène, dans laquelle nous "ne possédons rien et sommes heureux".** Nous pourrions bien finir par ne plus rien posséder - pour des raisons très différentes - mais il est peu probable que nous en soyons heureux.

Cela nous amène à **la troisième vision de l'avenir**, la plus probable et la moins populaire, **celle où l'énergie et les ressources continuent de s'épuiser** - comme elles l'étaient déjà dans les années précédant la pandémie - ce qui fait qu'une part bien plus importante de l'énergie qui nous reste doit être utilisée pour maintenir des éléments

essentiels comme la nourriture, l'eau potable et un système de santé décent. En conséquence, une grande partie de l'économie de consommation basée sur la dette qui a été construite au cours des quatre dernières décennies va disparaître parce que nous n'avons pas l'énergie nécessaire pour l'alimenter. C'est une mauvaise nouvelle pour les pays exportateurs comme la Chine, dont la richesse dépend de la vente de biens de consommation bon marché au reste du monde. Mais c'est aussi une mauvaise nouvelle pour les pays importateurs occidentaux comme le Royaume-Uni, dont la consommation a été garantie par une montagne de dettes non remboursables. Un jour - peut-être demain, peut-être dans cinq ans - la livre sterling perdra sa valeur car les derniers irréductibles réaliseront que **la dette ne sera jamais remboursée**. Après cela, la richesse nominale qui permet aux Britanniques de se convaincre que leur pays est toujours le cinquième plus riche de la planète devra s'adapter au fait que nous sommes un pays arriéré qui - à quelques exceptions près - ne peut pas faire de choses, ne peut pas faire pousser des choses et qui manque de la plupart des compétences nécessaires, même pour entretenir les choses que nous avons déjà.

Nous pourrions - pendant le temps qu'il nous reste - investir pour rectifier au moins une partie de ce gâchis. Une approche "new deal", par exemple, permettrait de récolter et de protéger les combustibles fossiles restants afin qu'ils soient utilisés pour la construction et l'entretien des éléments essentiels - plus de carburant pour l'agriculture ; pas de carburant pour les voyages aériens frivoles, par exemple. Le développement de véritables centres de recyclage pour restaurer et reconstruire les biens qui sont actuellement brûlés, enterrés ou expédiés à l'étranger pour y être brûlés ou enterrés, pourrait nous permettre de prolonger la vie de certains biens matériels hérités de l'époque où il y avait suffisamment d'énergie pour circuler. En retirant une grande partie du financement d'un système de Ponzi universitaire gonflé et en le transférant à des **compétences artisanales** et à **un enseignement technique basé sur l'agriculture**, on pourrait au moins équiper une partie de la prochaine génération pour **l'avenir dépourvu d'énergie qui les attend**. La suppression des projets de vanité prépandémique comme HS2 et la troisième piste d'Heathrow au profit de l'électrification d'une plus grande partie du réseau ferroviaire à moteur diesel ou de l'extension du haut débit par fibre optique, pour réduire encore la nécessité de conduire, pourrait également amortir le coup qui s'annonce.

Bien entendu, cela n'arrivera pas. **Plus nous nous approcherons du bord de la falaise de Sénèque, plus vite la classe politique s'attaquera à des projets qui sont conçus pour nous faire passer par-dessus le bord. Les différents éléments du new deal vert qui sont adoptés se heurteront rapidement à une pénurie de ressources. Il en résultera le premier choc grave du côté de l'offre depuis les années 1970. Il en résultera une stagflation bien plus importante que celle que nous avons connue au cours de cette décennie de relâchement. Et cette fois-ci, il n'y aura pas de gisements de pétrole en mer du Nord, en Alaska ou dans le golfe du Mexique pour nous tirer d'affaire.**

On peut dire que nous avons gaspillé les derniers moyens dont nous disposions pour atténuer le choc à venir, depuis que Ronald Reagan a symboliquement retiré les panneaux solaires du toit de la Maison Blanche. Dans les années qui ont suivi le krach de 2008, nous aurions pu remettre en question l'orthodoxie économique reçue et prendre plus de temps pour comprendre pourquoi ni les améliorations de la productivité ni la croissance économique réelle - c'est-à-dire non financière - n'avaient fait leur apparition. Huit ans plus tard, nous aurions peut-être gagné à examiner pourquoi tant de millions de nos concitoyens ont été amenés à voter pour des options apparemment aussi dommageables sur le plan économique que Brexit et Donald Trump. Aujourd'hui encore, nous pourrions nous demander pourquoi nos économies et nos systèmes de santé publique n'ont pas été à la hauteur de la tâche consistant à **gérer ce qui, dans l'ensemble, est un virus pandémique relativement bénin... il ne s'agit pas de la peste noire.**

Mais nous ne l'avons pas fait. Nous avons simplement supposé que le passé est notre meilleur guide vers l'avenir. De la même manière, nous nous permettons de croire que le fait de jeter plus d'argent après coup sur des pistes supplémentaires, des liaisons ferroviaires à grande vitesse et des centrales nucléaires monstrueuses ouvrira la voie à l'utopie de la Nouvelle Jérusalem ; même si notre civilisation suit le chemin de toutes les précédentes.

Si nous avions un peu de bon sens, nous déchiquetterions ce dossier "projets d'infrastructure" sur l'étagère du bureau du secrétaire de cabinet ; mais nous ne le ferons pas... et nous - et nos enfants - le regretterons bientôt.

▲ RETOUR ▲

.Amérique : Un an avec le COVID-19

Bill Bonner | 29 janv. 2021 | Journal de Bill Bonner



WEST RIVER, MARYLAND - Comment se passe la bataille contre COVID-19 ?

Après presque une année complète, nous avons pensé que nous devrions vous faire un résumé. Il n'est pas nécessaire de le rappeler à nos chers lecteurs - ni à eux de nous le rappeler ! - nous ne savons rien de l'épidémiologiste.

Notre point de vue est simplement celui de quelqu'un qui lit les nouvelles et essaie de relier les points. Et nous ne nous préoccupons des points relatifs au coronavirus que parce que celui-ci - et la réponse du gouvernement américain à ce sujet - vient de réduire l'économie de 500 milliards de dollars.

Voici **Reuters** :

Le COVID-19 détruit l'économie américaine, les performances de 2020 sont les pires depuis 74 ans

En 2020, l'économie américaine s'est contractée à son rythme le plus profond depuis la Seconde Guerre mondiale, la pandémie COVID-19 ayant fait baisser les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, poussant des millions d'Américains au chômage et à la pauvreté.

Le produit intérieur brut a diminué de 3,5 % en 2020, la plus forte baisse depuis 1946. Cette baisse a suivi une croissance de 2,2 % en 2019 et a constitué la première baisse annuelle du PIB depuis la Grande Récession de 2007-2009.

Alors, cela en valait-il la peine ?

Personne ne le sait

Les lecteurs savent aussi bien que nous qu'une grande partie des données est erronée. Un "cas" n'est pas un décès <statistiques bidons des gouvernements : « les morts avec covid et morts du covid » sont comptés ensemble>. Et un résultat positif n'est pas nécessairement significatif du tout ; cela dépend de ce que le test cherchait et de la façon dont les résultats ont été interprétés.

Et si vous posez la question la plus simple et la plus élémentaire - Combien de personnes ont rejoint les ombres à cause du virus ? - la réponse est la suivante : Personne ne le sait.

Le plus souvent, la victime souffrait d'autres affections, donc on ne savait pas très bien de quoi elle était décédée. Et certains endroits ont rapporté plus de cas et de décès qu'ils n'auraient probablement dû, alors que d'autres en ont rapporté moins.

Pourtant, les cadavres ne mentent pas. Et les chiffres des décès sont les données les moins susceptibles d'être falsifiées.

Alors, les mesures d'atténuation - verrouillage, masques faciaux et distanciation sociale - ont-elles permis de réduire le nombre de décès... ou non ?

Répondez : Nous ne le savons pas non plus. Mais cela n'en a pas l'air.

Expérience bâclée

Aux États-Unis, c'était une expérience de sciences sociales bâclée. Certains États ont essayé de contrôler la propagation du virus beaucoup plus vigoureusement que d'autres.

La Floride, la Géorgie, la Caroline du Sud, l'Arkansas et le Dakota du Sud, par exemple, n'ont pas été très enthousiastes, au mieux.

New York, le Massachusetts, le Wisconsin, la Californie et l'Illinois, en revanche, auraient fait un meilleur travail. (Par exemple, Andrew Cuomo, gouverneur de New York, est devenu une sorte de célébrité nationale pour avoir semblé mener la bataille contre le coronavirus).

Eh bien... Comment cela s'est-il passé ?

Chaque État a ses propres particularités. Mais si les mesures d'atténuation ont eu un quelconque effet, on peut s'attendre à en voir les signes. Alors regardons.

Voici le nombre de **décès par million** dans les États susmentionnés, en date de la semaine dernière :

- Floride - 1212
- Géorgie - 1302
- Caroline du Sud - 1341
- Arkansas - 1585
- Dakota du Sud - 1960
- **New York** - 2221
- Massachusetts - 2082
- Wisconsin - 998
- Californie - 1002
- Illinois - 1663

Au début, on dirait qu'ils sont partout.

En regardant de plus près, on voit qu'Andrew Cuomo aurait pu mener la charge, mais qu'il a perdu la guerre. New York a le pire résultat de tout le groupe. Et il semble que même ceux-ci ont été sous-estimés. Voici l'histoire de l'Associated Press :

New York a peut-être sous-estimé de plusieurs milliers le nombre de décès dus à COVID-19 parmi les résidents des maisons de retraite, a déclaré jeudi le procureur général dans un rapport qui a porté un coup au gouvernement. Andrew Cuomo a souvent répété que son État fait mieux que les autres pour protéger ses citoyens les plus vulnérables.

Le rapport de 76 pages a révélé un sous-dénombrement de plus de 50 %, confirmant les conclusions d'une enquête menée l'année dernière par l'Associated Press qui s'est concentrée sur le fait que New York est l'un des seuls États du pays à compter les résidents qui sont morts dans des maisons de retraite et non ceux qui sont morts plus tard dans des hôpitaux.

Et si nous faisons la moyenne des taux de mortalité des deux groupes - ceux qui sont soumis à des contrôles stricts et ceux qui ne le sont pas - nous constatons que ceux qui ont essayé d'arrêter le virus ont eu en moyenne 1 593 décès par million d'habitants, alors que les autres ont eu en moyenne 1 480.

Dans l'ensemble de l'Amérique, le nombre de décès est de 1 336, *il semble donc que les endroits que la maladie a le plus touchés soient ceux qui ont le plus tenté de l'éviter.*

Comparaison internationale

En regardant le reste du monde, on trouve plus d'énigmes.

La France a un taux de mortalité plus faible, avec 1 144 décès par million. La Grande-Bretagne est plus élevée, avec 1 515.

Mais l'Allemagne en a 671. Les Pays-Bas ont 805 morts par million, tandis que le Canada en a 518.

Les Allemands, les Néerlandais et les Canadiens ont-ils mieux réussi à contenir la maladie ?

Et que dire de l'Irak, avec encore moins de cadavres COVID-19, à 320 par million... ou du Pakistan, avec 52 par million ? Ont-ils fait un meilleur travail, aussi ?

Oh... et il y a la Suède à 1 144 - moins que la Grande-Bretagne ou les États-Unis.

La Suède est connue pour avoir pris un chemin moins fréquenté (au début). Et cela n'a pas fait de différence du tout.

Lorsque, au début du printemps 2020, il est devenu évident que la Suède n'allait pas se mettre en quarantaine, les médias ont rapidement lancé des avertissements. Le pays allait bientôt ressembler au film suédois classique, *Le septième sceau*, disaient-ils, qui montre un chevalier revenant des croisades dans un pays envahi par la peste. La mort est partout.

Le New York Times a mis de l'encre sur le papier, décrivant l'apocalypse nordique à venir. Il a dépeint la Suède comme un État en faillite, un "récit de mise en garde du monde" contre le fait de laisser les gens ignorer les conseils du Dr Fauci.

Rapport final

Alors, que s'est-il passé ? Eh bien, beaucoup de gens n'ont pas réussi à mourir.

Nous avons devant nous une étude : "**Rapport final sur la mortalité suédoise 2020**, Anno Covidius". Il nous semble, du moins à nous, que c'est une étude très réputée. Les auteurs ont pris les chiffres bruts...

...et les a ajustées en fonction de la croissance démographique... et du vieillissement de la population... (plus de personnes = plus de décès ; plus de personnes âgées aussi = un taux de mortalité plus élevé par million)...

...et les a ensuite lissés sur deux ans (si moins de personnes âgées sont mortes en 2019, le nombre de décès en 2020 pourrait naturellement être plus élevé)...

...et a ensuite fait sortir les immigrants (une personne sur cinq en Suède est née ailleurs. Les immigrants sont plus jeunes que la population native. Ils sont plus mobiles, avec des habitudes de santé et des niveaux de vie différents - ce qui fausse les résultats d'une manière ou d'une autre...)

Le résultat ? Le rapport a constaté que 2020 était presque comme tous les autres ans ! Voici les conclusions du rapport :

- Oui, COVID-19 était réel (et continue à l'être, au moins jusqu'au printemps 2021, comme c'est le cas de tous les virus saisonniers). Le nombre de décès en 2020 était plus élevé qu'il n'aurait dû l'être, quelle que soit la définition que l'on donne au terme "excès". **Pas exceptionnellement plus élevé, et loin de tous les scénarios de catastrophe dépeints par les médias, les politiciens et les scientifiques en faillite.**
- **Le COVID-19 était-il la "grippe espagnole" de notre génération ? Non. Loin de là... La mortalité ajustée en fonction de l'âge en 2020 était comparable à celle de 2013.**
- La réponse du gouvernement suédois était-elle adéquate ? Dans une large mesure, oui...
- Là où la "Stratégie" a échoué, c'est dans la protection des personnes fragiles et âgées, en particulier celles qui se trouvent dans les maisons de soins...
- Il sera intéressant d'observer l'effet psychologique sur les populations ayant passé un an ou plus en confinement, et qui ont ainsi perdu la plupart de ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue... tout comme il sera intéressant de voir si les modèles d'interaction sociale et les comportements finissent par revenir à la normale, ou si nos futures interactions sociales seront si profondément enracinées par Anno Covidius que nous continuerons, comme les chiens de Pavlov, à considérer nos semblables comme des vecteurs de virus potentiellement mortels.

Vous pouvez en faire ce que vous voulez. **Nous observons deux choses.**

Tueur sans discernement ?

Premièrement, la transmission est beaucoup plus difficile à arrêter que les autorités ne le croient...

Sur ce point, **Holman Jenkins** du **Wall Street Journal** est arrivé à la même conclusion :

Un enfant de 9 ans pouvait voir que les calculs ne fonctionnaient pas. Le covid se propage plus facilement que la grippe. Une part écrasante des cas sont asymptomatiques ou ne se distinguent pas des affections dont souffrent chaque jour des millions d'Américains. Dans un pays aussi grand, mobile et ouvert que les États-Unis, il n'y avait aucune chance d'attraper et d'isoler suffisamment de propagateurs pour que cela ait de l'importance.

C'est également la conclusion de **l'épidémiologiste** du Tufts Medical Center, **Shira Dorn** :

Il n'a pas été démontré que les entreprises et les restaurants sont une source importante de propagation de l'infection, et il n'est pas certain que les mesures supplémentaires qui ont été instituées en novembre et décembre aient réellement aidé.

Notre deuxième observation est que le coronavirus, en tant que tueur aveugle, a été largement surestimé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées,
(Signature)

▲ RETOUR ▲

Géométrie & Électrodynamique de la Covid en Mouvement



mouvement

Prolégomènes à l'Incompréhension du Monde

Le sombre hiver arrive à point nommé avec son nouveau lot d'informations paradoxales. La grippe aurait disparu grâce aux gestes barrières, aux distanciations sociales et aux couvre-feux.

Merci à vous bons citoyens écolo-progressistes qui avez suivi à la lettre les commandements du comité (scientifique) central.

Et, concomitamment, sur une parallèle désaxée appartenant à la géométrie chaotique du mondialisme, le virus de la Covid aurait continué son inlassable travail de fossoyeur, apportant sans discontinuer son flot quotidien de cadavres (moins exquis encore que les précédents) parce que, dans le même espace-temps qui a vu la grippe s'éclipser grâce à nos efforts collectifs, nous n'avons pas assez respecté les gestes barrières, les distanciations sociales et les couvre-feux.

Honte à vous, Inutiles et Déplorables, qui avez refusé de vous soumettre à la terreur des faits et aux vertus de nos ordonnances.

Nous sommes donc à la fois de bons citoyens (progressistes) bêlant gaiement dans le troupeau démocratique à l'unisson des lois d'urgence républicaines écolo-sanitaires, et d'impénitents contrevenants aux normes de la réalité nouvelle, aux passions (populistes) désordonnées, cherchant la ruine des âmes et la dérégulation des corps.

Nous offrons, dans les développements qui suivent, quelques aperçus de la science de la Covid qui émerge peu à peu de ses méandres alambiqués et de ses fractales improbables.

La science du Covidisme¹, empruntant ses fondements aux équations du [lyssenkisme](#), nous a révélé les lois de la gravitation applicables à l'intelligence collective : la bêtise humaine serait inversement proportionnelle au carré de la distanciation sociale.

Autrement-dit, plus nous nous éloignons des autres et maintenons une distance large, ample et infinie entre nous et nos semblables et plus le Nouveau Régime de la Réalité Nouvelle nous attribue de crédits d'intelligence sociale.

Le théorème de l'Opération Covid peut ensuite être posé en ces termes : si, premièrement, deux avions peuvent faire tomber trois tours en n'en percutant que deux ; si, deuxièmement, la courbe d'ascension du CO2 peut, à la fois, suivre puis précéder la montée des températures et, enfin, si troisièmement, un virus peut créer autant de

vagues successives qu'il y a de surfeurs sur la plage de Pampelonne un dimanche après-midi sous le soleil plombant de l'été, alors, on peut établir avec une certitude probable les vérités suivantes :

1. Un mort de la Covid vaut plus qu'un mort du paludisme ;
2. Le suicide d'un jeune vaut moins que le trépas d'un cacochyme grabataire aux morbidités terminales ;
3. Il est plus important de sauver des lits d'hôpitaux vides que de soigner les cancéreux ;
4. Il découle donc logiquement, des points précédents, l'autre vérité probable et certaine suivante : Socrate et Descartes sont les ennemis du peuple et doivent, à ce titre, être condamnés à mort ; à titre posthume, il va sans dire.

Ce théorème nous libère enfin, de la tyrannie du logos : la logique étant un privilège d'homme blanc, il convient d'en extirper la substantifique moelle jusqu'à l'os et de ne laisser au citoyen obéissant que des paradoxes à ronger.

Alors, miracle de la déraison totalitaire de la Covid, la mort peut précéder la naissance comme l'effet peut devancer la cause. De paradoxale, la logique finit par s'abolir d'elle-même en produisant son anti-matière. Dans la géométrie nouvelle de la Covid, tout est permis : c'est le grand chaos universel des attractions paradoxales.

Abordons maintenant, avec sérieux et gravité, la thermodynamique du Covid :

Considérons tout d'abord la Covid comme un gaz (parfait) à effet de serre. De son observation minutieuse nous pouvons en tirer les principes qui régissent sa nature profonde.

Premier Principe : le principe de la conservation de l'incohérence d'un système affirme que son incohérence est toujours conservée (il fallait oser une logique circulaire aussi belle).

Traduit par Audiard, cela donnerait : la connerie humaine d'un système social reste constante ; c'est même à ça qu'on reconnaît la force de son principe intrinsèque.

Deuxième Principe : son incohérence ne peut pas diminuer, elle est constante ou en augmentation ; l'entropie de la Covid s'hypertrophie proportionnellement (cette fois-ci) au volume de la bulle médiatique qui l'a fait naître.

Troisième Principe : la température de son intelligence ambiante, tend vers le zéro absolu – contredire ce principe ne sert à rien ; il n'y a pas assez d'intelligence dans l'univers médiatique (ici aussi) pour émettre le début de l'espoir d'un principe opposé.

En synthèse : Comme la [Constance du Planqué](#) n'est d'avoir point de courage en toute circonstance, il est inutile d'attendre la fin des temps pour espérer échapper à la gravité universelle de la situation.

Variante (plus dangereuse encore) : Le Covidion 19-84 n'a pas d'atomes crochus avec le monde réel, mais exerce sa force sur toutes les masses (populaires) qui ont perdu l'énergie (cinétique) de se battre contre l'incohérence infinie du système.

De l'électrodynamique de la Covid en mouvement

Nous sommes conscients de la fragilité de nos démonstrations précédentes et proposons, donc, d'explorer plus avant, la matière sombre du sujet qui nous occupe et nous préoccupe.

Écartons, avec élégance et brutalité, les hypothèses et formules présentées ci-dessus, façon puzzle, et renvoyons leurs éléments aux quatre coins de l'univers.

Mettons à présent les Poincaré sur le i.

La théorie de la Relativité Restreinte, développée par [Henri Poincaré](#), à la suite des travaux de Lorentz, nous apprend que les vitesses, comme les positions, sont relatives et qu'il n'y a donc ni immobilité ni positionnement absolu.

Ainsi, pour faire vite, car l'heure de notre (dernier) repas approche, nous pouvons poser les affirmations suivantes :

1. La vitesse de propagation du virus Sars-Cov 2 est relative à la vitesse de propagation de la désinformation : il y a donc un lien démontré entre la propagation d'un virus et la propagande informationnelle passant par la géométrie tubulaire des médias ;
2. La position du virus sur l'[échelle de Richter/Fergusson](#) (mesure de l'hystérie collective à un point donné de l'espace-temps) est d'autant plus élevée que l'incertitude et l'absence de données fiables sont grandes et tendent vers l'infini : il y a donc un lien entre la tectonique des plaques (encore eux) et la panique ambiante.

Pour conclure avec Audiard, nous pouvons affirmer le théorème Covid-19 suivant : la connerie ira toujours à la vitesse de la lumière aussi longtemps qu'elle sera diffusée par les ondes.

Nous avons ainsi pu démontrer, par divers chemins, empruntant chacun à des disciplines propres (géométrie, thermodynamique, relativité restreinte), la science de la Covid et ses fondements.

Comme gage de notre sérieux scientifique, nous avons envoyé à l'urologue Laurent Alexandre les équations Covid par nous-mêmes établies. Nous attendons, avec une impatience toute relative, les conclusions du grand spécialiste des tests PCR/urinaires à qui l'adage suivant pourrait s'appliquer aisément : « Plus il prend ses vessies pour des lanternes et plus le virus de la peur s'éprend de son esprit ».

Conclusion plus personnelle en forme de conseil :

Si nous voulons échapper à l'énergie noire de la Covid-19, il nous faudra prendre la tangente et choisir nous-mêmes les coordonnées de notre parallaxe.

[Guillaume de Rouville](#)

1. L'auteur se refuse à expliquer pourquoi il évoque tantôt la science du Covid et tantôt la science du Covidisme

▲ RETOUR ▲

.La Bourse, mortellement blessée par la vérité, trébuchera et s'effondrera

Charles Hugh Smith Samedi 30 janvier 2021



Il ne devait pas en être ainsi, mais c'est la réalité à laquelle nous devons maintenant faire face : la vérité est fatale à la fraude, et tout notre système politico-financier est une fraude.

La bourse vient d'être percée par les fines lames de la vérité. Elle est mortellement blessée, mais personne n'ose le remarquer. Les blessures sont à peine visibles, mais les dommages internes sont mortels. **La bourse est déjà en train de trébucher et va bientôt s'effondrer.**

Les participants au banquet ignorent le marché chancelant parce que les règles sont les suivantes : nous ne révélons jamais la vérité, ni ne la reconnaissons, ni n'en discutons, aussi évidente soit-elle, car la vérité est fatale à la fraude. Les signes vitaux du marché boursier sont donc en chute libre, mais la conversation reste optimiste et légère : stimulus, croissance rapide au second semestre, etc., tous les schémas d'une illusion soigneusement construite selon laquelle la fraude est éternelle tant que la vérité n'est jamais révélée.

Hélas, la vérité est sortie de l'ombre, malgré le silence des initiés et des médias financiers. Voici les vérités qui ont émergé comme des génies karmiques :

1. La bourse n'est rien d'autre qu'une gigantesque fraude. Le marché tout entier est corrompu et truqué de fond en comble. La fraude est systémique, conçue dans chaque vaille du marché. C'était une tromperie utile que de rejeter la faute sur les "mauvais joueurs", mais la vérité a maintenant été révélée : le marché n'est rien d'autre qu'un jeu truqué qui enrichit les initiés.

2. La Fed est une fraude. Tout ce que la Réserve fédérale a accompli en 13 ans de chute du marché boursier, c'est une richesse et une inégalité de revenus sans précédent, car la fraude de la Fed a renforcé la fraude du marché, qui a fatalement sapé les ordres sociaux et économiques de l'Amérique. Veuillez lire ce court paragraphe et le laisser s'enfoncer. Monopole contre démocratie (Affaires étrangères) :

Dix pour cent des Américains contrôlent aujourd'hui 97 pour cent de tous les revenus du capital dans le pays. Près de la moitié des nouveaux revenus générés depuis la crise financière mondiale de 2008 sont allés au 1% des citoyens américains les plus riches. Les trois Américains les plus riches ont collectivement plus de richesses que les 160 millions d'Américains les plus pauvres.

Grâce aux fraudes étroitement liées de la Fed et des marchés, les 90 % d'Américains les plus pauvres ne possèdent pratiquement aucun capital produisant des revenus et la grande majorité de tous les gains de revenus depuis 2008 a été siphonnée par les 0,1 % les plus riches (voir le graphique ci-dessous du New York Times.) Trois monopolistes possèdent plus de richesses que la moitié des citoyens du pays.

Pourtant, les fraudeurs de la Réserve fédérale insistent en riant sur le fait que leurs politiques n'ont pas créé d'inégalités à une échelle telle qu'elles déstabilisent le pays. La crédibilité de la Fed est nulle, et pourtant les médias financiers tournent sur la pointe des pieds, proclamant la gloire des vêtements illusoires de l'Empereur.

3. Le système de gouvernance de l'Amérique est une fraude. Que peut-on dire quand des politiciens puissants valent plus de 100 millions de dollars et participent activement aux excès les plus spéculatifs de la bourse, en achetant plus d'un million de dollars chez Tesla, Disney et Apple en décembre ? Faut-il même se demander où se situent leurs intérêts ?

Que pouvons-nous dire d'un système réglementaire qui renfloue immédiatement les financiers / spéculateurs les plus corrompus et les plus destructeurs mais qui se tient à l'écart lorsque le public perd des billions de dollars ? Le système de régulation financière est une fraude totale, qui vise à renflouer les plus gros initiés tout en ignorant les pertes des 99,9 % les plus pauvres. La réglementation financière américaine protège les corrompus, pas les citoyens.

4. L'effet de richesse est une fraude. Toute la politique frauduleuse de la Fed soutient que si le marché boursier est poussé à la hausse par le truquage de la Fed, la richesse fantôme remise aux 0,1 % du haut va magiquement dégringoler et profiter aux 90 % du bas qui ne possèdent aucun capital productif.

Il n'y a pas de magie, l'effet de richesse est une fraude. Si une action à 5 dollars (GameStop) peut être portée à 400 dollars en une semaine, pourquoi ne pas porter chaque action à 5 dollars à 400 dollars ? C'est l'essence même de l'effet de richesse : tout le capital est un capital fantôme, une bulle de fraude en attente d'une épingle.

L'effet de richesse a échoué, la Fed a échoué, les réglementations ont échoué, la politique a échoué. Mais grâce à la Fed et à la classe politique égoïste, l'ensemble de l'économie américaine est maintenant totalement dépendante de cette fraude complètement corrompue et déstabilisante : la bourse. Si le marché boursier trébuche et s'effondre, l'économie - désormais totalement dépendante du capital fantôme - trébuche et s'effondre également.

Il ne devait pas en être ainsi, mais c'est la réalité à laquelle nous devons maintenant faire face : la vérité est fatale à la fraude, et tout notre système politico-financier est une fraude. La bourse est pâle et le sang coule à travers le smoking, mais les initiés, les politiciens et leurs crapules et apologistes détournent nerveusement leur regard.

Le marché saigne, mais il ne peut pas mourir, n'est-ce pas ? Oui, il peut, et il le fera : la vérité est fatale à la fraude, et la vérité s'est échappée et est maintenant libre. On ne peut pas ne pas voir ce qu'il y a derrière le rideau.

▲ RETOUR ▲

.Panique à Wall Street !!!

Didier Mermin 29 janvier 2021



Quand des petits boursicoteurs font mordre la poussière à un géant de Wall Street, on ne va pas pleurer.

Cocasse et drôlatique à souhait, un véritable « *vent de panique* » souffle présentement sur Wall Street, et ce n'est pas exagéré : un phénomène imprévu des gros spéculateurs est en train de leur faire perdre des milliards, [Le Monde en a parlé](#) avec ce titre : « *Comment des utilisateurs de Reddit ont manipulé la Bourse et fait perdre de l'argent à un grand fonds d'investissements* ». Toute la cocasserie de l'affaire vient de cette « *manipulation de la Bourse* » qui n'en est pas une mais que l'on peut voir comme telle. Nous allons montrer qu'elle est révélatrice de **cette grande foutaise qu'est « le marché »**.

Tout commence pour nous sur le groupe FB *Collapsologie, les limites à la croissance*, par un [post de Rémy Grandemange](#) que nous ne remercierons jamais trop. C'est une vidéo dont le sujet n'était pas précisé. Nous étions sur le point de sermonner monsieur Grandemange pour ce gros défaut, mais la curiosité l'a emporté et nous avons donc visionné. Bien nous en pris, **son sujet est une véritable bombe, car il apparaît que le fonctionnement « normal » de la Bourse se trouve remis en cause par une bande de petits boursicoteurs**.

Un gros investisseur américain, Melvin Capital Management, aurait d'ores et déjà « *subi de lourdes pertes* » selon *Le Monde* qui ne s'aventure pas à donner de chiffres. Ce fond et d'autres investisseurs avaient donc décidé de spéculer à la baisse sur l'action de [Gamestop](#), une entreprise de jeux vidéo en perte de vitesse à cause de la concurrence d'Internet. Rien de plus banal, tout le monde en conviendra, mais pour saisir tout le sel de l'histoire, il faut entrer dans le mécanisme de ce type de spéculation, que *Lusty* explique très bien quoique de façon un peu longue. Pour résumer : le spéculateur commence par **emprunter** les actions sur lesquelles il veut spéculer : il ne les possède pas en propre mais il dispose du droit d'en faire ce qu'il veut. Sans doute paie-t-il quelques frais afférents à l'opération, mais pas le prix des actions elles-mêmes sinon la spéculation serait impossible. Ces actions sont donc quasi-gratuites pour lui. Ensuite, il les vend au prix du marché, donc à « *bon prix* », et attend que leur valeur baisse. Son calcul est le suivant : quand elles auront baissé, il les rachètera à « *vil prix* », et ainsi il pourra les rendre à leur propriétaire au terme de l'emprunt. La différence entre vente et rachat restera dans sa poche, c'est tout bénéf. En règle général, ça se passe plutôt bien : les gros qui spéculent à la baisse le font savoir partout, ça panique plus ou moins les autres, ils se mettent à vendre et l'action baisse effectivement, ça roule.

C'est là qu'un forum sur Reddit, le *r/wallstreetbets*, va mettre son grain de sable et faire capoter leur « *machination* ». Avisés de la spéculation en cours, ses abonnés lancent l'idée, non pas de vendre, mais d'acheter. Et la sauce prend ! Ce sont de petits boursicoteurs, mais ils sont des milliers, un ou deux millions peut-être, qui se mettent « *comme un seul homme* » à acheter du Gamestop. Pour Melvin Capital Management et les autres, c'est la cata : aux [dernières nouvelles](#)^[vidéo], le cours aurait grimpé de 1700% ! S'ensuit la grande foutaise qui voit les perdants crier au scandale de la collusion, (qui est effectivement illégale), lancer des contre-offensives pour pousser les gens à vendre, vendre, vendre, et à acheter tout ce qu'ils veulent mais pas du Gamestop. Et ils ne s'arrêtent pas là. Ils attaquent aussi l'honorabilité du forum, le traitant de repère nazi, et exercent des pressions, déjà suivies d'effets, pour que les sites de *trading* interdisent provisoirement les achats de Gamestop. Mais bien sûr, en aucun cas ces messieurs ne chercheraient à « *manipuler la Bourse* ».

Ce phénomène « *fout en l'air* » toutes les théories sur « *l'efficience* » du « *marché* », que le néolibéralisme présente comme le seul et meilleur moyen de faire apparaître des « *prix optimaux* », propres à assurer une « *répartition optimale* » des « *ressources* ». Sur son blog, Paul Jorion avait publié un article expliquant très bien le « *mécanisme* » censé intervenir, c'est celui d'un automatisme : certains acteurs, censés être mieux informés ou plus perspicaces, ramènent les prix à leur « *valeur fondamentale* » par des opérations d'achats/ventes appropriées. L'existence de ce genre d'acteurs a de quoi faire s'esclaffer le premier venu, mais bon, **on est dans la finance, ne l'oublions pas, un monde où n'importe qui est prêt à croire n'importe quoi**.

Dans la réalité, (et de l'avis de votre serviteur), les prix sont toujours fixés par **marchandage**, même quand il n'y paraît pas. Acheteurs et vendeurs estiment chacun un « *juste prix* », et de leur confrontation, organisée d'une façon ou d'une autre, ressort nécessairement un prix unique : celui de la transaction qui fait passer le bien concerné de la propriété du vendeur à celle de l'acheteur. Ce que l'on achète tous les jours dans le commerce obéit à ce principe, à ceci près que l'acheteur y est représenté par un avatar : son profil de consommateur établi

sur la base de sondages d'opinions et de statistiques. Sur les marchés de titres, c'est la même chose : chacun estime un « *prix personnel* » en fonction de ses moyens, de ses goûts, compétences, croyances et informations diverses, puis la « *loi de l'offre et de la demande* » fait le reste. C'est une procédure de calcul arbitraire conçue pour maximiser le nombre d'achats/ventes, (et ainsi [minimiser la frustration](#)), qui ne produit aucun optimum, ne satisfait aucun besoin de la population, et ne résout aucun problème.

Mais venons-en à la torride question du jour : y a-t-il eu « *manipulation de la Bourse* » ? Enfer et damnation ! En vertu des lois du marché, manipuler la Bourse est criminel puisque cela perturbe son optimum sans lequel la planète se verrait plongée dans le chaos, avec des conséquences ô combien dramatiques. Pour les perdants, il y a eu entente, puisque les petits boursicoteurs se sont mis d'accord pour acheter « *tous ensemble* » les actions de Gamestop, alors même qu'elles étaient promises à baisser. Pour les membres du forum, il n'y a pas eu d'entente, ils ont seulement lancé une idée qui a été suivie d'effets : personne n'a obéi à personne, chacun est resté libre d'acheter ou non, personne ne s'est engagé à le faire dans la perspective d'un gain. Au demeurant, aucun d'entre eux ne pouvait savoir que ça marcherait, ils auraient pu acheter et voir l'action baisser quand même.

C'est en fait le jeu normal de la Bourse qui a joué dans cette histoire, un jeu qui tient dans une **manipulation permanente des cours** par les opérations d'achats-ventes. C'est pourquoi il y a de quoi être mort de rire à entendre les cris des perdants qui témoignent de leur panique : ils ont été pris par surprise à leur propre jeu. Ils croyaient que leur plan allait fonctionner comme d'habitude, mais sont tombés sur **un cygne noir d'un nouveau genre**. « *Monde de merde* » écrit Rémy Grandemange écœuré comme nous par la spéculation, mais aussi monde jouissif quand une improbable armée de petites gens parvient à faire mordre la poussière à de gros spéculateurs. L'événement restera sûrement dans les mémoires, et ils devront à l'avenir se montrer plus prudents avant de lancer leurs « *machinations* ».

Illustration : « [Where to Find Outstanding Street Art in Goway's World](#) » Cette image illustre **ce qu'est réellement la Bourse : un chaos organisé**.

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

Sur Twitter : [Onfonedanslem1](#)

Adresse de base du blog : <https://onfonedanslemur.wordpress.com/>

▲ RETOUR ▲

.Hasard et déterminisme

Didier Mermin 31 janvier 2021



Rien de plus assommant que le déterminisme, mais le hasard sauve la mise.

Une [vidéo](#) sur la philosophie de Spinoza, découverte par hasard sur [les-crises.fr](#), nous décide enfin à parler du déterminisme, fondement de la science et « *concept absolument clef de l'œuvre spinozienne* ». Les dix-neuf premières minutes ne présentent rien de neuf, on y découvre le déterminisme pour classe de philo, mais elles se terminent sur une jolie citation : « *Ne pas railler, ne pas déplorer, ne pas maudire mais comprendre* ». Le Spinoza original et mal connu arrive immédiatement après, quand le professeur aborde les affects. Le philosophe apparaît alors comme un précurseur de la médecine et de la psychanalyse : pour soulager la souffrance, dit-il, il faut comprendre ses causes.

Le déterminisme est logique parce qu'il exclut la concurrence : si les choses adviennent comme il le dit, il ne peut pas en aller autrement. Selon lui la nature est une, elle ne peut pas être déterministe comme bon lui chante : soit elle l'est toujours et partout, soit elle ne l'est jamais et nulle part. Or, comme tout advient de et dans la nature, y compris nos pensées qui dépendent de la biologie, alors **rien n'échappe au déterminisme**, tout est déterminé conformément à la (ridicule !) théorie de « [l'univers bloc](#) » qui parachève l'édifice.

Son défaut congénital est d'exclure le hasard parce qu'il ne produit aucun effet. Quand une boule est tirée par une machine dans une loterie, elle n'est pas sélectionnée *par* hasard puisque sa trajectoire est déterminée *par* des lois. Mais c'est bien un hasard si telle boule, tirée tel jour à telle heure, porte un certain numéro et pas un autre : l'information a été prise **au** hasard. Cela vient du fait **qu'un tirage organise la rencontre de deux chaînes de causalité indépendantes** : l'une à laquelle la boule doit de porter tel numéro, l'autre à laquelle elle doit d'avoir été tirée. Et ce n'est pas qu'un cas d'école. Si l'on numérotait les milliards d'astéroïdes qui gravitent loin du soleil, le fait de voir tomber sur Terre celui qui porte le numéro X ne serait dû qu'au hasard, en dépit du fait que sa trajectoire serait entièrement déterminée par la gravitation. Au demeurant, **la répartition des cratères à la surface lunaire ne présente aucun ordre, elle est aléatoire. Ce seul exemple suffit à montrer que les déterminismes à l'œuvre dans la nature produisent du hasard.**

Mais les fanatiques du déterminisme, campés depuis trois siècles sur leurs positions, ne l'entendent pas de cette oreille. Selon eux, le hasard n'existe que comme lacune de nos connaissances, pas dans la réalité. Dans le cas des loteries, ils disent que si l'on connaissait tous les paramètres de chaque boule à leur introduction dans la machine, alors on pourrait calculer leurs rebonds et leurs trajectoires, de sorte que l'on pourrait prédire les numéros sortants. (C'est difficile de leur donner tort, car l'on peut fort bien imaginer une caméra filmant la scène et un ordinateur assez puissant pour faire les calculs.) Et en appliquant le même raisonnement à toutes choses, ils sont conduits à penser que « [l'Univers est un immense ordinateur](#) » : même si nous sommes incapables de faire les calculs que cela suppose, la réalité s'en charge à notre place, l'article le dit explicitement :

« Pour la plupart des gens, les ordinateurs sont des machines spécialisées mais, pour un physicien, tous les systèmes physiques peuvent être considérés comme des ordinateurs. Les pierres, les bombes atomiques ou les galaxies contiennent de l'information et la transforment. »

Mais cela nous choque de constater qu'ainsi le hasard et le déterminisme se retrouvent séparés comme l'huile au-dessus de l'eau, le premier comme pure lacune de nos connaissances, le second comme pure réalité **indépendante** d'icelles conformément au principe du [réalisme philosophique](#). C'est à croire que **le hasard n'existe pas dans la nature**, alors même que les scientifiques sont bien obligés de reconnaître son existence un peu partout : dans le mouvement brownien, la thermodynamique, l'évolution darwinienne, la génétique, la physique quantique, ainsi que dans les phénomènes complexes où des lois n'émergent qu'au niveau statistique. De plus, si on observe la nature à l'échelle atomique, on constate que les atomes, produits pour la plupart il y a des milliards d'années dans les étoiles, sont restés inchangés depuis leur naissance, et se sont fait brasser comme dans une **lessiveuse** avant de se retrouver là où ils sont (provisoirement).

Le hasard donc, existe bel et bien, mais ce qui nous intéresse est ailleurs : c'est de constater que le déterminisme domine les mentalités en tant que manière de voir le monde, alors que l'on pourrait aussi bien dire que **tout advient au hasard**, le déterminisme n'intervenant que pour limiter les possibilités d'évolution et d'interaction. Il est indéniable en effet que la « *trajectoire* » de tout individu est « *déterminée* » par les lois de la nature, mais elle l'est **en fonction des circonstances** qui ne se trouvent réunies, de son point de vue, qu'au hasard.

C'est pourquoi la grande question n'est pas tant de savoir si « *tout est déterminé* » ou si « *tout advient au hasard* », si l'univers est un ordinateur ou une lessiveuse, la grande question est : existe-t-il une bonne manière de parler du monde ? **Le discours scientifique est-il le plus pertinent ? Le seul à être pertinent ? De toute évidence il faut répondre non : parler c'est dessiner**, c'est se représenter le monde, il y a une infinité de manières de faire, et c'est sans doute pourquoi les humains ont inventé les sciences, les religions, l'art et la philosophie. Le mode scientifique ne s'impose que pour trancher les questions qui agitent la vie humaine, et ce au nom de la justice et autres valeurs morales, mais nul ne peut être tenu de croire que « *tout est déterminé* » ou que « *tout advient au hasard* ». Ces positions extrêmes ramènent la pensée dans le giron d'un dieu unique et infini. Qu'il ne joue pas aux dés ou au contraire qu'il ne fasse que ça, dans les deux cas on colore le monde en monochrome, et l'on sait ce qu'en a dit Wittgenstein : « *Dans un monde où tout est bleu, le bleu n'existe pas.* »

Il faut cependant reconnaître que « *tout est déterminé* », car sinon il faudrait admettre que des choses peuvent surgir *ex nihilo*, **sans histoire derrière elles**. Mais d'une part il est rarement possible de savoir comment jouent tous les déterminismes en présence, (ce qui oblige d'introduire l'incertitude, une variante du hasard), d'autre part ce déterminisme ne présente d'intérêt que pour expliquer les choses dans une perspective pragmatique. Il n'interdit nullement de se représenter le monde autrement et **librement**. Non que nous serions « *réellement libres* », c'est seulement que l'on peut toujours affirmer l'être, même si cela ne se vérifie jamais dans la réalité. Disons que la philosophie autorise à être ou se dire « *libre* » même quand on a été condamné à finir ses jours en prison, parce qu'il est toujours possible de **nier la réalité**, ou d'inventer ce dont on parle, c'est-à-dire de faire surgir en parole **une réalité qui n'existe pas**. Le dilemme entre déterminisme et libre-arbitre ne présente donc aucun intérêt, car le second peut toujours être affirmé en dépit du premier. Au demeurant, le « *libre-arbitre* » peut être vu comme la simple négation du déterminisme, c'est-à-dire l'affirmation du non-déterminisme.

On le doit à **l'extraordinaire pouvoir de négation du langage**, (un phénomène trop complexe et subtil pour être abordé ici), mais dont on peut dire qu'il est d'une grande banalité. Il ne concerne pas seulement la poésie ou la fiction, mais la science au premier chef, ce qui est plutôt cocasse, car l'*a priori* consiste à croire qu'elle ne parle que de la réalité. En fait non, **la science parle avant tout de ce qui n'existe pas**, car la réalité qui l'intéresse est d'abord hypothétique. C'est le cas avec la [matière noire](#) et l'énergie noire qui font actuellement couler beaucoup d'encre, mais héliocentrisme, atomes, anti-matière, particules, trous noirs, microbes, dérive des continents et j'en passe, rien de tout cela n'existait aux yeux des hommes.

Moralité : même les discours les plus loufoques sont aussi dignes que ceux de la Très Officielle Science, ce qui ne veut pas dire qu'ils sont aussi intéressants, c'est une autre question.

Paris, le 31 janvier 2021

On peut (re)lire : « [Le chat de Schrödinger](#) » qui évoque aussi les tirages aléatoires.

Illustration Talva Design : « [Projet de hasard dirigé](#) »

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

Sur Twitter : [Onfonedanslem1](#)

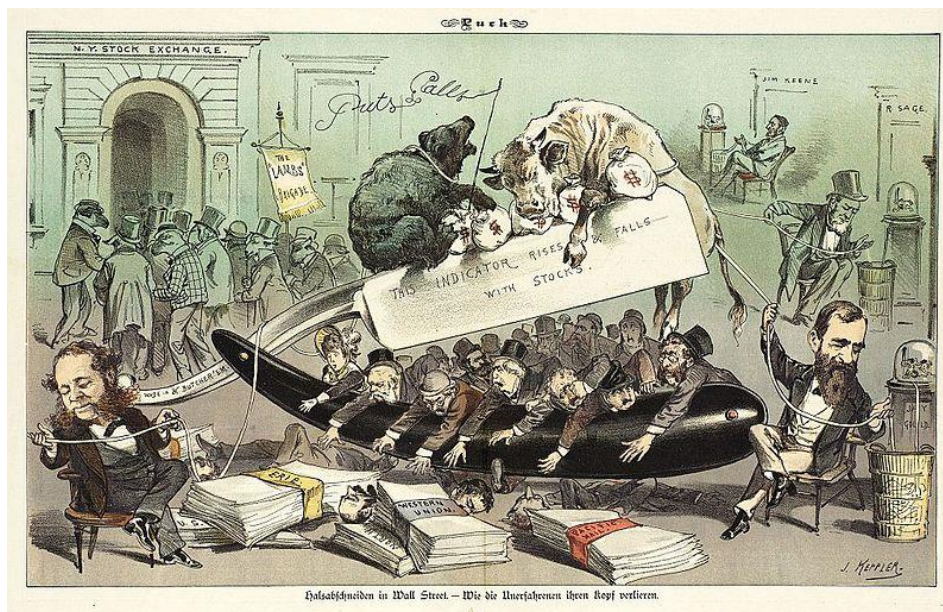
Adresse de base du blog : <https://onfonedanslemur.wordpress.com/>

▲ RETOUR ▲

GameStop : Pourquoi les élites détestent le pouvoir du peer-to-peer

Par Kurt Cobb, publié à l'origine par Resource Insights le 31 janvier 2021

Pendant l'âge d'or du jeu en Grande-Bretagne, un Écossais nommé William Cunninghame Graham - perdant aux cartes, à court d'argent, mais pas encore prêt à abandonner pour la soirée - a obtenu un prêt de 1 000 livres d'un colonel Archibald Campbell. Graham a donné en garantie l'utilisation de ses biens à Campbell pour le reste de la vie de ce dernier au cas où Graham ne serait pas en mesure de rembourser le prêt. Graham a perdu tout l'argent. Ainsi, pour un prêt de 1 000 livres, Graham a parié la totalité de ses biens en une soirée.



Aujourd'hui, un groupe de fonds spéculatifs de Wall Street se comporte comme Graham sous stéroïdes face à un groupe croissant de petits investisseurs qui ont pris conscience du pouvoir des communications peer-to-peer rendues possibles par les médias sociaux. Dans ce cas particulier, ces petits investisseurs semblent gagner main après main en mettant en gage une grande partie de leurs économies - dans certains cas, la totalité de leurs économies de toute une vie - en faveur d'une autre proposition risquée mais nettement plus politique : Battre les fonds spéculatifs de Wall Street à leur propre jeu en leur imposant des pertes pour des paris que les fonds spéculatifs ont pris contre une chaîne de magasins à bas prix appelée GameStop et d'autres sociétés. L'accent a toutefois été mis sur GameStop, qui se spécialise dans les jeux vidéo et les équipements qui peuvent de plus en plus être achetés en ligne. Un autre coup porté à GameStop a été la pandémie actuelle qui a empêché les gens d'entrer dans ses magasins de vente au détail.

Les petits investisseurs, encouragés par un groupe de Reddit en ligne appelé WallStreetBets, ont jusqu'à présent infligé près de 20 milliards de dollars de pertes à leurs ennemis de la vente à découvert, le cours de l'action de GameStop étant passé d'environ 17 dollars l'action le 4 janvier à 325 dollars l'action le vendredi. L'action s'est vendue à moins de 4 dollars l'action le 31 juillet dernier. Le 25 janvier, l'action a clôturé à 76,79 dollars l'unité. Deux jours plus tard, elle a clôturé à 347,51 dollars.

Le lendemain, GameStop a atteint un sommet de 483 \$ avant de chuter à un niveau bien inférieur lorsque les grandes maisons de courtage ont cessé d'autoriser les clients à acheter les actions. Cet arrêt a provoqué une grande colère chez les investisseurs qui voulaient participer à la hausse ou renforcer leurs positions et a conduit à des appels à une enquête du Congrès. Beaucoup ont affirmé que les maisons de courtage cédaient à la pression des fonds spéculatifs eux-mêmes.

Utilisant un processus qui a longtemps été une caractéristique régulière du marché boursier, plusieurs fonds

spéculatifs ont emprunté des actions de GameStop à d'autres actionnaires contre une commission - un processus facilité par la plupart des maisons de courtage - et les ont ensuite vendues à d'autres, espérant racheter les actions moins cher, empocher la différence, puis rendre les actions à leurs propriétaires.

Le groupe Reddit WallStreetBets mentionné ci-dessus s'est retrouvé dans la mêlée entre ceux qui croyaient que le cours de l'action allait augmenter et les fonds spéculatifs qui voulaient que le cours de l'action GameStop baisse. Ce groupe en ligne est devenu un lieu de rencontre pour ceux qui souhaitent échanger des conseils boursiers, partager des histoires sur les gains et les pertes et, de manière générale, s'entraider dans leur quête pour vaincre les gros bonnets de Wall Street. La semaine dernière, lundi, la communauté en ligne comptait environ 2 millions de membres. Au moment où j'écris ces lignes, ce nombre vient de dépasser les 7 millions.

Alors que les analystes financiers et juridiques se demandent si ces petits investisseurs ont violé les lois sur les valeurs mobilières (celles que les initiés de Wall Street piétinent régulièrement !), ils passent complètement à côté de la véritable signification sociale et politique de la lutte en cours.

On peut découvrir en allant sur la page de WallStreetBets qu'un grand nombre de ces investisseurs sont dévoués à l'idée qu'ils vont conserver et même acheter plus d'actions jusqu'à ce que les fonds spéculatifs abandonnent complètement. Ils le font parce qu'ils veulent faire une déclaration sur le pouvoir injuste que les sociétés financières et les riches qui les possèdent et les dirigent ont sur nos vies.

Les analystes de Wall Street, en revanche, pensent que ces petits investisseurs sont comme eux, mais uniquement pour l'argent. Mais là encore, les messages fréquents sur la nécessité de garder la foi, de conserver les actions et d'en acheter davantage en signe de fidélité à la cause sont trop nombreux pour être rejetés. Il existe même une page pour partager des histoires sur les pertes (souvent sur papier). Au lieu de recevoir des critiques et des moqueries, les gens sont souvent salués pour avoir pris un coup pour la cause.

Il a fallu un organe de presse britannique pour comprendre la dimension de lutte des classes dans ce combat. Et le combat n'est pas terminé puisque les deux parties s'attendent à ce qu'il reprenne lundi matin.

Enfin, permettez-moi d'expliquer pourquoi les communications de poste à poste sont si puissantes et importantes dans le cadre des vastes changements qui s'opèrent dans la société mondiale. Auparavant, bien sûr, les journaux, la radio et la télévision étaient les moyens par lesquels les gens s'informaient de l'actualité au jour le jour. Si une personne voulait partager ses opinions, elle devait réussir à faire publier une lettre au rédacteur en chef ou à attirer l'attention des journalistes de la radio et de la télévision, ce qui était presque impossible à faire si vous êtes un citoyen moyen.

Aujourd'hui, comme tout le monde le comprend, les gens n'ont plus besoin de compter sur ces points de vente appartenant et gérés par les riches pour obtenir des informations. Et, si les gens veulent partager leurs opinions, ils peuvent le faire directement avec d'autres personnes sur l'internet. Cela comporte des dangers, et nous les avons vus récemment se manifester lors d'une attaque contre le Capitole américain.

Mais les communications de poste à poste offrent également la possibilité aux citoyens moyens de coordonner leurs efforts, à la fois pour lutter contre les caractéristiques oppressives du système actuel, mais surtout pour commencer à construire les éléments d'un nouveau système qu'ils préfèrent.

Les consommateurs, les travailleurs et les militants sont intentionnellement atomisés et découragés de combiner et de coordonner leurs efforts par notre système actuel. Les plates-formes d'échange entre pairs facilitent considérablement l'organisation et la coordination des personnes.

Ces plates-formes sont toujours comme le Far West. La grande majorité des gens ne comprennent pas leur potentiel ou comment les utiliser efficacement pour organiser et effectuer des changements. Et certains s'isolent tellement de ces plates-formes qu'ils deviennent la proie des fantasmes d'autres personnes qui souhaitent les

manipuler plutôt que les libérer.

WallStreetBets se montrera-t-il comme une force libératrice ? Va-t-il donner naissance à un mouvement mondial qui exige une refonte et une restructuration de notre système financier ?

Il est important de se rappeler que WallStreetBets n'est pas une force unifiée, mais plutôt un groupe (aujourd'hui très important) d'individus donnant une voix à leurs frustrations et aspirations individuelles. C'est un lieu où la somme de ces frustrations et aspirations a enfin trouvé une voie d'expression qui fait que le monde entier regarde. Cette communauté en ligne croissante et ses partisans extérieurs de plus en plus nombreux sont tombés dans une confrontation colossale avec le pouvoir central du capitalisme financier, les riches investisseurs.

Il s'avère que trébucher est souvent la façon dont nous avançons lorsque nous sommes en territoire inconnu - un territoire qui peut nous effrayer, nous exalter et nous éclairer tous en même temps. Nous ne pouvons en savoir plus qu'en faisant un pas de plus. Et c'est une chose que les pouvoirs en place ne veulent pas que nous fassions.

▲ RETOUR ▲

Réflexion: les limites du « quoi qu'il en coûte »

Publié le 31 janvier 2021 par Maxime Tandonnet



Le slogan *Quoi qu'il en coûte*, fondement de la politique gouvernementale en matière de covid-19, porte en lui même sa propre contradiction. Il signifie que l'objectif de sauver un certain nombre de vies, ne souffre aucune limite. Tout est permis à la puissance publique à cette fin. Cependant cet impératif se heurte à une limite inévitable, une absurdité au sens philosophique : jusqu'où faut-il détruire des vies – ou la vie – pour sauver des vies? « *Qui a appris à mourir, il a désappris à servir* » selon la célèbre formule de Montaigne. « *La conscience qui tombe dans l'esclavage a préféré la vie à la liberté [...] C'est seulement en risquant sa vie qu'on conquiert la liberté* » (Hegel, *Morceaux choisis* 2, Idées NRF p. 18 et 22). Entre 1914 et 1918, 1, 5 million de Poilus, jeunes Français de 18 à 40 ans, ont donné leur vie pour une chose dont ils jugeaient qu'elle prévalait sur cette vie. Les résistants de 1940 à 1944 savaient que leur engagement contre l'Allemagne hitlérienne, le fascisme et la collaboration les exposait à une mort presque certaine: l'honneur, la liberté, prévalaient sur leur vie. Car la vie n'a de sens que dans la dignité et la liberté.

La vie vaut-elle la peine d'être vécue dans un monde qui sacrifie délibérément [la vie de millions de petits patrons, de commerçants et de restaurateurs](#), des étudiants, des artistes et des gens de la culture, du théâtre et des cinémas? La vie vaut-elle la peine d'être vécue dans le monde du *couvre-feu*, où il est interdit de sortir de chez soi après 18H, où la bureaucratie sanitaire peut, à tout moment, vous emprisonner à domicile comme des criminels? Vous interdire de marcher seul dans la forêt, sur une plage, de skier ou d'entrer dans une librairie? La vie vaut-elle la peine d'être vécue dans un monde privé des voyages, et du droit absolu à l'évasion par-delà les frontières, les mers et les continents? La vie vaut-elle la peine d'être vécue dans un pays d'où le travail – source de l'indépendance – sera marginalisé, et d'endettement gigantesque, synonyme de soumission

individuelle et collective? Tout cela serait-il provisoire? Mais non! Un précédent est ouvert et la menace désormais perpétuelle dans le nouveau monde. L'impératif absolu de préserver des vies conduit au sacrifice de la vie, à la mort, par le désespoir, la dépression et le suicide de masse. Vous aviez le choix entre l'esclavage et la liberté. Vous avez choisi l'esclavage. Vous aurez l'esclavage et la mort.

▲ RETOUR ▲

Une victoire fragile, mais victoire quand même

Publié le 30 janvier 2021 par maxime tandonnet



L'Elysée a tranché: pas de troisième confinement pour l'instant. *Do you remember?* En début de cette semaine, ce troisième confinement était quasiment acquis. Le JDD, si proche du pouvoir, l'annonçait sans ambages: [« Reconfinement, une question de jour »](#). Le porte-parole du gouvernement pointait la perspective d'un [« confinement très serré »](#), c'est-à-dire, en bon français, très sévère. La peur rodait. Les différents ministres et les « médecins de plateau » se bousculaient dans la panique pour claironner qu'un confinement était devenu strictement indispensable, inévitable pour éviter l'apocalypse, l'hécatombe. Même des leaders de l'opposition, emportés dans le grand élan de conformisme béat, se vouaient à leur tour à la fatalité du grand confinement (ils sont tombés dans le piège.) Un bêlement national, unanimiste, oppressant, couvrait toute velléité de voix discordante (dont celle de la courageuse et lucide députée Martine Wonner).

Si le pouvoir a reculé, c'est parce que la résistance s'est organisée à la base, notamment sur les réseaux sociaux, [à l'image du hashtag lancé par des médecins généralistes](#). Nos billets des 15, 16, 19, 22, 24, 25, 26, 28, 29 janvier, dénonçant, à contre-courant du matraquage officiel et du grand bêlement hystérique, l'abomination d'un éventuel reconfinement, largement diffusés, repris à des dizaines de milliers d'exemplaires sur FB, twitter et linkedIn, parfois transformés en articles de presse grâce à Figaro Vox (pôle de résistance), ont-ils pris une part, même infime, même dérisoire, dans ce dénouement? Les vagues qui déferlent sont faites d'une infinité de gouttes d'eau. Non, ce n'est pas à l'honneur du pouvoir politique d'avoir, pendant une semaine, soufflé le chaud et le froid et martyrisé notre pauvre pays en jouant avec ses nerfs et ceux des plus sinistres : les commerçants et restaurateurs, gens du tourisme, du sport et du spectacle, dont la vie est saccagée, ruinée, [les étudiants réduits à de gigantesques files d'attente pour survivre par l'aide alimentaire – une honte absolue](#). Mais ne boudons pas notre plaisir, même précaire, même provisoire, même très incomplet: *pour une fois, la bêtise a reculé et le bon sens a gagné.*

▲ RETOUR ▲

Confinement, un autre discours

Publié le 29 janvier 2021 par Maxime Tandonnet



Il me paraît urgent, vital, crucial, d'appeler l'attention de tous les lecteurs ou visiteurs de ce site sur [la remarquable interview du docteur Gérard Kierzek, urgentiste, publiée ce matin dans le Figaro Vox](#), pour l'honneur de la médecine et la dignité des Français et la survie de notre pays.

Brefs extraits: « *Ce qui m'agace, c'est le discours anxiogène permanent, laissant croire que l'hôpital ne pourra soigner les Français ; donnons-lui les moyens plutôt que de regarder passivement des courbes d'hospitalisation monter. Idem pour les courbes de tests d'ailleurs: on gère une épidémie de courbes de tests positifs au lieu de gérer un nombre de patients. Tous les médecins de terrain, généralistes en particulier, et les données de surveillance épidémiologiques comme le Réseau Sentinelles , montrent un plateau haut de cas mais pas de débordement justifiant une panique, accentuée par des modèles mathématiques ne prenant pas en compte la contagiosité et dangerosité en vie réelle puisqu'ils se fondent uniquement sur le taux de reproduction et pas l'immunité. Et je ne parle pas des variants ou «mutants» qui alimentent cette peur inutilement[...]* »

Le confinement est une mesure radicale et moyenâgeuse. Si vous enfermez tout le monde, vous diminuez bien sûr la transmission mais de manière temporaire. Vous enfermez le virus au sein des familles, ce qui n'empêche pas les contaminations intrafamiliales ou dans des clusters (EHPAD, lieux de soins,...) et les décès des plus fragiles. Mais surtout au déconfinement, quand vous soulevez le couvercle, la tendance repart et sans mesure visant à éradiquer le virus, les épisodes de confinement-déconfinement deviennent cycliques avec le fameux stop-and-go. »

▲ RETOUR ▲

Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale Janvier 2021

Laurent Horvath 2000watts.org Publié le 31 janvier 2021.



Le 1er de chaque mois, retrouvez un tour du monde des Energies. A l'agenda:

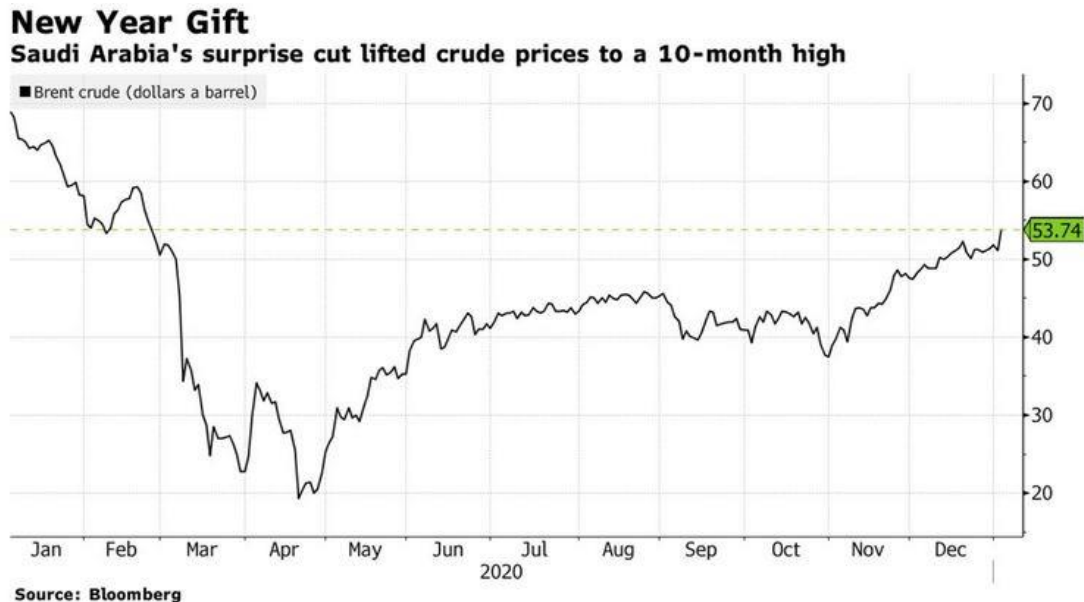
- Finance: des petits investisseurs s'attaquent à Wall Street
- Arabie Saoudite: Pour faire remonter les cours du pétrole, le royaume coupe dans sa production
- Chine: Le pays achète massivement des céréales et fait grimper les cours mondiaux
- Norvège: Le fonds souverain annonce 100 milliards de bénéfices en 2020.
- France: la Commission Européenne veut briser le français EDF en trois miettes
- Chine: La "Route de la Soie" se transforme en "Route de l'Energie Chinoise"
- Allemagne: Le pays ouvre une fondation pour le climat pour soutenir le gaz russe.

2020, année compliquée. Il est bien trop tôt pour figurer ce que sera 2021, mais elle part sur des bases olympiques.

Le pétrole s'est offert une surprise. L'Arabie Saoudite a diminué ses extractions de 1 million de barils/jour (b/j) histoire de faire remonter les cours. L'or noir termine le mois à 55,04\$ (\$51,80 début janvier) à Londres et à \$52.14 à New York (\$48.42 début janvier).

Graphique du mois

Evolution des cours du pétrole sur les 12 derniers mois



Finance

Ce qui se passe actuellement à la bourse de New York mérite d'être le premier sujet de ce mois.

Une version digitale "*d'Occupy Wall Street*" a fortement secoué l'establishment du monde de la finance. L'ironie est délicate. Les fonds d'investissements **Melvin Capital**, **Point72** et **Citadel**, dont la manipulation des bourses est le pain quotidien, ont été pris à leur propre jeu par des millions de petits investisseurs regroupés sous [WallStreetBets](#). En prenant les mêmes armes, mais à l'envers, c'est comme si le petit peuple s'invite à la table des rois. Ces fonds en ont bu une tasse estimée à 4,5 milliards \$ après avoir traficoté les actions de l'entreprise GameStop. Cependant, le jeu reste financièrement très dangereux.

Pour rendre la chose encore plus onctueuse, en octobre dernier, [Janet Yellen](#), la nouvelle Secrétaire du Trésor Américain (police de la bourse) avait reçu \$810'000 de la part de ces mêmes hedge funds, Citadel et Point72, pour 3 speechs. Après avoir touché une pareille somme, aura-t-elle l'audace d'être neutre?

La question est de savoir si une contagion aux secteurs carbonisés est possible. La réponse est affirmative. Le pétrolier texan "New Concept Energy" (GBR) a été la cible d'une action identique. Cela pourrait éloigner les spéculateurs notamment dans le pétrole et gaz de schiste américain.



Si vous n'avez pas suivi l'affaire GameStop, Thomas Veillet, vous l'explique de manière conviviale

Pétrole

Alors que de nombreux pays ont choisi de se reconfiner, la demande pétrolière ne diminue pas autant que lors du lancement officiel du Covid en mars-avril 2020. L'énorme vague de froid dans l'hémisphère nord soutient la demande de pétrole et de gaz pour le chauffage selon Rystad Energy. De plus, la mobilité est moins réduite.

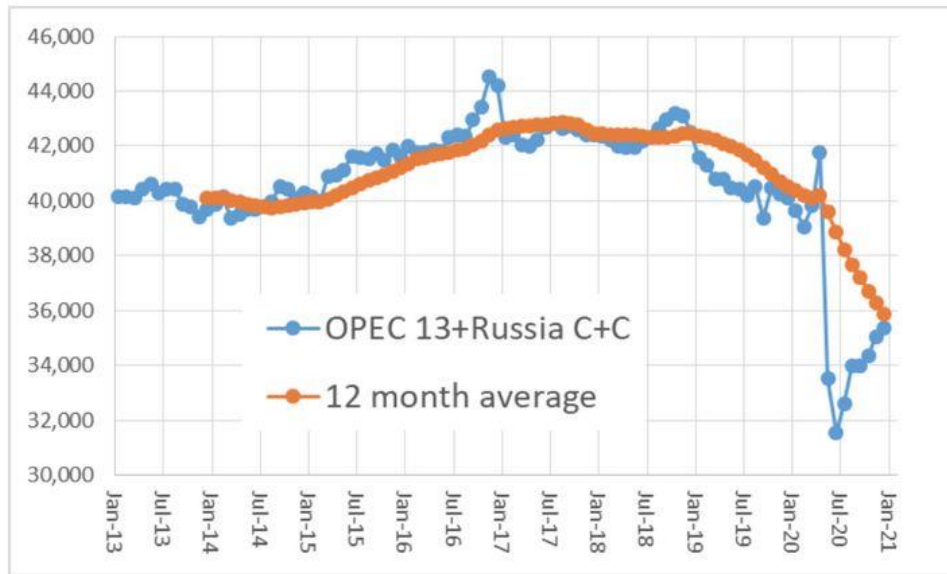
Si l'OPEP entrevoit une reprise de la demande pétrolière en 2021, l'Agence Internationale de l'Energie est moins enthousiaste avec une hausse de +5,5 millions b/j pour remonter à 96,6 millions b/j. L'année dernière, la demande pétrolière avait chuté de 8,8 millions b/j. D'ici à 2022, le monde devrait repasser sur la barre des 100 millions de barils par jour.

Le cartel du pétrole regarde avec attention les décisions de Biden sur les sanctions contre le Venezuela et l'Iran. En cas de relâche, les deux pays pourraient relâcher sur les marchés 1 à 2 millions de barils supplémentaires et faire baisser les prix.

Durant la dernière décennie, le pétrole de schiste américain a porté la croissance pétrolière. Pour les prochaines années, le Moyen-Orient, le Brésil et la Sibérie Russe devraient prendre le relais.

La pieuvre Goldman Sachs prévoit que le prix moyen du pétrole devrait se situer vers 65\$ le baril en 2021. La pieuvre est connue pour manquer systématiquement ses prévisions pétrolières. Donc, 65\$ ne sera pas.

World liquids output is down by 8.23 Mb/d from 12 months ago, roughly 8%.



Production pétrolière de l'OPEP+ et les pays affiliés lissé sur une moyenne de 12 mois

Climat

L'année 2020 a été la plus chaude, à égalité avec 2016, et un score de +1,25 degrés. L'Europe grimpe à +1,6 degrés sur la période de référence 1981-2010. Jalouse l'Arctique a poussé jusqu'à +6 degrés. Le CO2 indique 413 ppm en 2020 loin des 280 de l'ère pré-industrielle.

Le vortex polaire est un courant d'air froid qui circule au-dessus du pôle Nord pendant les mois d'hiver. Il se situe dans la stratosphère à environ 30 km au-dessus de nos têtes. Début janvier, les météorologues ont repéré qu'il s'était brutalement réchauffé. En quelques jours, l'air est passé de -70° à -20° poussant le vortex polaire du Nord hors de son axe. Il s'est scindé en morceaux, avec des répercussions sur les conditions météorologiques très froides dans l'hémisphère nord des USA, en passant par l'Asie et l'Europe. Ce froid a provoqué une hausse de la consommation de charbon, de gaz liquide, de gaz et de pétrole à des fins de chauffage selon Rystad Energy.

Ainsi, Madrid a vu 60 cm de neige, une première depuis 50 ans. Pékin a enregistré des températures à -19,6 degrés. Dans l'hémisphère sud, l'Australie voit ses thermomètres indiquer 45 degrés soit 12 de plus que la moyenne.

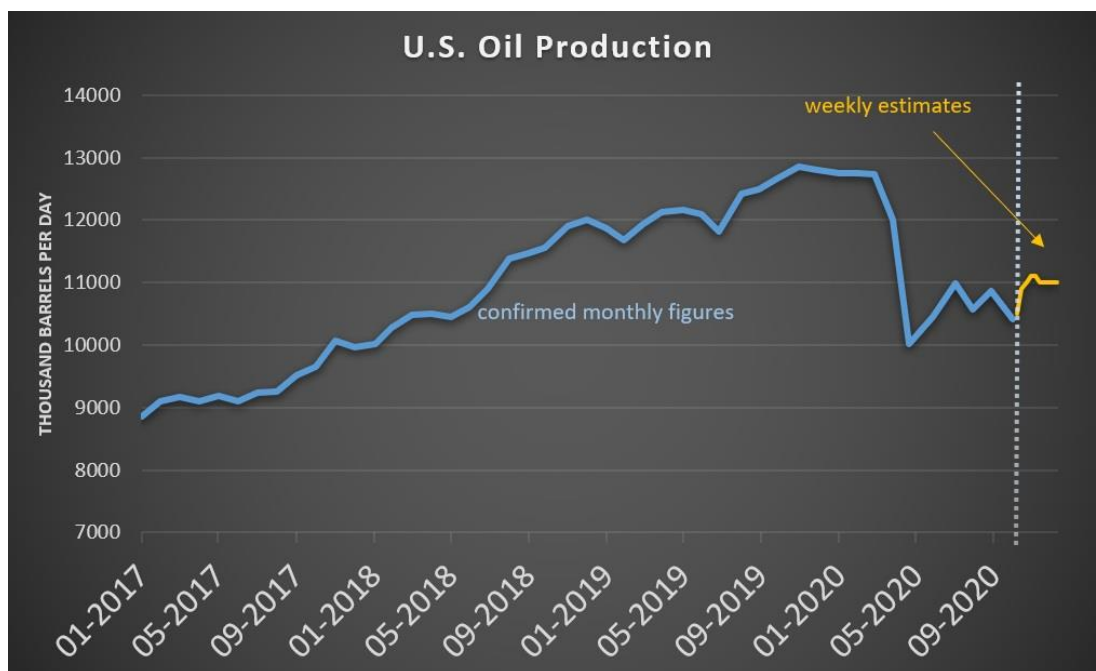
Sous pression de ses investisseurs, Exxon Mobil a divulgué la quantité de CO2 relâchée par ses clients. La facture monte à 730 millions m3 de CO2 en 2019 soit la même quantité que l'entier du Canada. Un record pour un pétrolier privé.

Méthane

La gestion des fuites d'émissions de méthane provenant de puits de pétrole et de gaz ainsi que les émanations de méthane du gaz naturel deviennent brûlantes. "C'est vraiment une question de volonté", une volonté qui a été lente à se développer car la question des émissions de méthane était un secret très bien gardé jusqu'à très récemment" selon Manfredi Caltagirone, Programme des Nations unies pour l'environnement.

Techno

WhatsApp va partager vos données avec Facebook. Si vous n'avez pas un compte Instagram, ne vous inquiétez pas Facebook a créé automatiquement un compte pour vous. Cela vous inquiète ? Il y a encore mieux, la Suisse va voter afin d'autoriser, ou pas, les entreprises privées comme Amazon, Swisscom ou Google à gérer les données privées des citoyens. Rien que le fait de devoir voter sur ce sujet est inquiétant.



Production pétrolière américaine

Hydrogène

L'américain Plug Power, qui produit de l'hydrogène, a signé une joint-venture avec Renault. Plug Power vaut déjà 22 milliards de capitalisation boursière soit 2 fois la valeur de Renault. Le titre est en hausse de 1500% sur 12 mois.

L'Allemand Linde va construire une installation à hydrogène de 24MW capable de produire du carburant vert pour plus de 600 bus. L'installation sera en service en 2022. De son côté, Siemens investit 146 millions \$ pour stocker l'électricité éolienne grâce à l'hydrogène.

L'Australie pourrait produire de l'hydrogène à 2\$ le kg dans l'optique d'être plus rentable que l'essence. Pour ce faire, le prix de l'électricité doit atteindre 1,5 ct le kWh.

Nucléaire

Excellente nouvelle pour les centrales nucléaires civiles. Américains et Russes ont convenu le prolongement de l'accord Start (New Start) jusqu'en 2026 afin de limiter leurs arsenaux nucléaires.

Le 20% de l'uranium utilisé par les centrales provient du désarmement militaire. Sans lui, une partie des centrales seraient à l'arrêt. Et après 2026 ?

Charbon

La production mondiale devrait atteindre 602 millions tonnes en 2021. Le froid actuel dans l'hémisphère nord pousse à la hausse sa consommation.

Automobile

Par manque de semi-conducteurs informatiques chinois, de nombreuses lignes de productions de voitures sont à l'arrêt ou au ralenti. En Europe, les ventes de voitures ont baissé de 23,7% en 2020 à 9,9 millions d'unités.



Liberté de la parole
Dessin Branco

Dans le hit parade du mois

Arabie Saoudite

En plus d'avoir limité ses quotas à 9,1 millions au sein de l'OPEP, l'Arabie Saoudite a surpris tout le monde, en diminuant ses extractions d'un million de barils supplémentaires. L'objectif est de faire remonter les prix sur les marchés. *"Nous faisons cela pour supporter notre propre économie et celle de nos pays amis de l'OPEP ainsi que pour améliorer l'industrie pétrolière"* dicit le ministre du pétrole Abdulaziz bin Salman.

Si Ryad a décidé de réduire ses extractions de pétrole, elle puisera dans ses stocks afin de continuer à livrer tous ses clients. Le courage et le sacrifice ont des limites. Les réserves du pays sont au plus bas depuis 2003 à 143 millions de barils. De plus, l'Arabie a également augmenté son baril de 1\$ pour les livraisons en Asie et aux USA.

Saudi Aramco, le pétrolier national, a diminué ses investissements de 40 milliards \$ à 20, histoire de pouvoir maintenir ses 75 milliards de dividendes.

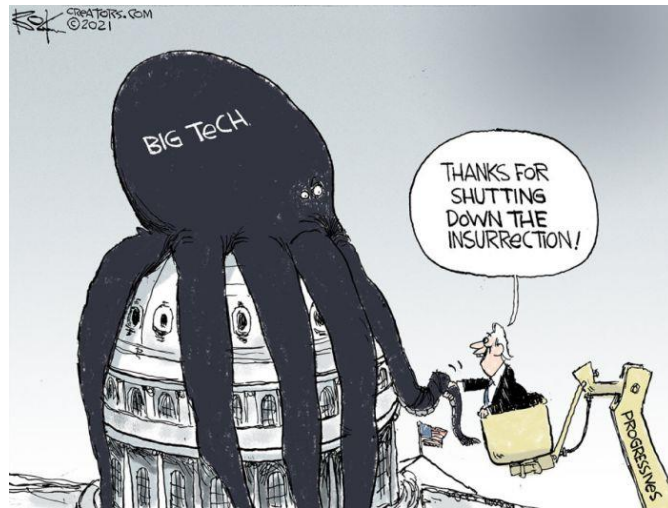
Dans cette période de vaches maigres, Saudi Aramco cherche à générer de l'argent. Elle a préparé une offre de 7,5 milliards \$ afin de vendre une section de ses pipelines. De son côté le prince héritier, MbS a suggéré de mettre en vente des actions de Saudi Aramco comme s'il fallait vendre les bijoux de la famille avant que leurs valeurs diminuent trop.

Dans la course avec la Russie et à qui livrera le plus de pétrole à la Chine, l'Arabie sort vainqueur avec 1,69 million b/j.

Le Paris-Dakar s'est déroulé en Arabie Saoudite. On peut sentir l'enthousiasme du pays pour les moteurs à essence et du français Amaury Sport Organisation pour l'argent.

Après des années de bras de fer, l'Arabie Saoudite et le Qatar se sont réconciliés. Les frontières entre les deux pays ont été réactivées.

Le Prince héritier, Mohammed bin Salman a réitéré son projet de ville à zéro carbone lancé en 2018. [Neom](#) devrait loger 1 million d'habitants pour un coût de 500 milliards \$. Le concept peut se résumer à : comment vivre dans un pays qui devient climatiquement invivable.



*Merci pour avoir arrêté l'insurrection.
Les géants des réseaux sociaux
Dessin: [creators.com](#)*

USA

La folie, c'est faire toujours la même chose et espérer un résultat différent. Joe Biden a annoncé un 3ème stimulus de 1'900 milliards \$ pour relancer l'économie américaine. Dans l'autre main, il tient une quatrième valise avec 2'000 milliards en réserve.

Pour la 9ème semaine de suite, le nombre de forages a augmenté pour atteindre 378, mais ils sont 416 de moins qu'avant la crise du corona. La consommation pétrolière des USA devrait grimper à 19,1 millions b/j en 2021 et la production pétrolière stagner à 10 millions b/j.

La valeur boursière de TESLA a grimpé au-dessus des \$ 717 milliards. En 12 mois, le titre a été multiplié par 7.4 alors que l'entreprise n'a vendu que 499'550 unités contre 11 millions pour VW. Son patron Elon Musk est devenu le 2ème homme le plus riche du monde avec \$ 176 milliards derrière Jeff Bezos et ses 188 milliards.

Pour la première fois au Texas, l'éolien (25%) a dépassé la production d'électricité à base de charbon (18%). Le gaz reste en tête selon l'Electric Reliability Council of Texas. Le solaire, l'éolien et le stockage sur batterie représentent le 95% des nouvelles productions électriques dans l'Etat.

Le Texas pourrait devenir le leader américain dans la production d'hydrogène verte. L'Etat va investir 10,8 millions \$ dans le projet [H2@Scale](#).

Le sud-coréen SK Group a investi 1,5 milliard \$ dans l'entreprise nord-américaine active dans l'hydrogène Plug Power, soit 9,9% de son capital. La start-up est maintenant évaluée à plus de 22 milliards \$.

Le Norvégien Equinor a été choisi pour installer 3,3 GW d'éoliennes dans l'Etat de New York.

Le pétrolier Chevron annonce une perte de 665 millions \$ au 4ème trimestre 2020 pour une ardoise annuelle de -5,5 milliards \$. Durant l'année, la major a acheté un concurrent, Noble Energy pour 13 milliards \$.

La SEC a lancé une investigation contre ExxonMobil. Le pétrolier aurait surévalué les actifs de ses champs pétroliers et gaziers afin de soutenir le cours de ses actions.

Le pétrolier Occidental Petroleum va installer un système afin de récupérer du CO2 pour le réinjecter dans les puits de pétrole et augmenter la production. Le projet ne sera financièrement viable qu'avec les aides de Washington.

L'année dernière, le PDG de BlackRock, Larry Fink, avait vu la lumière et proposait que son fonds d'investissements de 8'700 milliards \$ se focalise sur la durabilité et les énergies propres. Après une année et malgré une tonne de communiqués de presse ainsi qu'une lettre écrite du PDG, l'opération reste un fiasco.

John Kerry, l'envoyé spécial pour le climat de Joe Biden, possède son propre jet privé.

Joe Biden a mis un terme à la construction du pipeline Keystone XXL qui devait relier le Canada aux USA. Le pipeline est plus un symbole qu'une action concrète. Le pétrole continuera de transiter par camions ou trains.



*Publicité de Lauren Boebert, élue à la Chambre des représentants des États-Unis.
Elle désire prendre son arme à Washington pour siéger.*

USA pétrole et gaz de Schiste

ConocoPhillips a acheté le producteur de schiste Concho Resources pour atteindre une valeur de 60 milliards \$.

En 2020, les faillites dans le domaine du schiste se sont élevées à 28 milliards \$. Pour cette année, les prévisions penchent vers 15 à 18 milliards selon Fitch.

La chute des cours a décimé l'industrie de schiste, mais avec des cours à plus de 50\$ le baril, la tentation est grande pour les petits producteurs de relancer la machine au maximum. Il est improbable que les USA remontent à 13 millions b/j et reprennent la place de No1 mondial.



Dessin: [Chappatte](#)

Chine

Afin de fêter l'arrivée de Biden, la Chine a réalisé plusieurs incursions dans l'espace aérien de Taiwan et concocté un exercice militaire avec des jets et bombardiers. On sent qu'une coopération entre les USA et la Chine n'est pas pour demain.

L'hiver le plus froid depuis 1966 pousse les prix du gaz et du charbon (+4%) à la hausse.

La Chine a ratiboisé les réserves de céréales à travers le monde et notamment aux USA (2,4 millions de tonnes). La pénurie de porcs dévie la consommation sur les céréales. Cette tactique pousse les prix des céréales à la hausse sur les marchés internationaux et certains pays financièrement à la peine comme l'Irak, le Liban ou la Syrie tirent la langue. On en profite pour saluer nos amis végans dont le concept mise tout sur les graines pour se nourrir ou mourir, c'est selon.

Les énergies renouvelables, solaire, éolien, hydraulique, représentent le 57% des investissements de \$ 11 milliards accordés par la Chine dans la réalisation de sa Route de la Soie (ou route de la dépendance). Du côté des centrales à charbon, les aides financières chinoises ont doublé pour atteindre 6 milliards \$.

En 2020, la Chine a installé pour 120 GW d'énergies solaires et d'éoliennes soit le double de 2019. Du côté du charbon, Pékin a mis en service 40GW de centrales à charbon, au plus haut depuis 2015.

La Chine est l'un des rares pays au monde à afficher une augmentation de PIB pour 2020. Entre octobre et décembre le PIB aurait atteint +6,1%. Durant l'année 2020, les importations de pétrole ont augmenté de 7% à 10,86 millions b/j.

Le moteur de recherche Baidu aimerait construire des voitures électriques et s'associe avec le constructeur chinois Geely. L'annonce a été faite le même jour que celle d'Apple, oui vous savez la pomme, et le sud-coréen Hyundai pour une alliance dans la construction de voitures électriques et des batteries.



Dessin Chappatte

Europe

La Banque Centrale Européenne prévoit d'utiliser 3'000 milliards € afin de tenir l'économie à flot.

Sur les 6,2 millions de camions immatriculés en Europe, 98% roulent au diesel. Il n'y a que 2'300 camions électriques ou à hydrogène. D'ici à 2030, la Commission Européenne en espère 80'000.

Angleterre

Cela commençait à manquer et à inquiéter, mais EDF a rassuré. L'entreprise française vient d'annoncer que la facture de la construction de ses deux centrales nucléaires EPR à Hinkley Point allait à nouveau grimper de € 570 millions et la mise en service retardée de 2 ans. L'ouverture est prévue pour juin 2026. Depuis le lancement de la construction, la facture a augmenté de € 3 milliards pour atteindre l'enveloppe de 26 milliards. Bonne nouvelle pour les anglais, les dépassements sont payés par les citoyens français ainsi qu'à 30% par le chinois CGN.

Winlaton, proche de Newcastle sera le premier village test (650 foyers) à être partiellement chauffé à 20% avec de l'hydrogène. En Angleterre, 85% des maisons et 63% des bâtiments publics utilisent le gaz pour se chauffer.

L'un des plus grands fonds d'investissements, Aviva, € 380 milliards, désire retirer ses investissements dans les compagnies pétrolières, gazières et minières si elles ne faisaient rien de concret pour le climat.

L'avionneur [ZeroAvia](#) a levé 38 millions \$ pour réaliser un avion à hydrogène.

Norvège

La Cour Suprême a validé l'exploitation pétrolière dans l'Arctique. Les organisations environnementales avaient déposé une plainte en 2016 contre le ministère du pétrole, à cause de l'attribution de licences d'exploration en Mer de Barents, dans l'Arctique. Ces licences ne respectaient pas, selon les plaignants, l'accord de Paris sur le climat et le droit des Norvégiens à un environnement sain et sûr pour les générations actuelles et à venir, selon l'article 112 de la Constitution. La cour relève l'absence "*de lien suffisant entre le changement climatique et la perte de vies humaines en Norvège*".

La production pétrolière norvégienne devrait grimper de 19% d'ici à 2024. En 2020, la Norvège a extrait 2 millions b/j. Le peak oil norvégien a été atteint en 2001 avec 3,4 millions b/j.

En 2020, 54% des voitures vendues sur le territoire étaient électriques !

L'entreprise Nel ASA, prévoit de produire de l'hydrogène à un prix imbattable de \$ 1,5/kg d'ici à 2025 et être moins cher que l'essence. Condition sine qua none, un prix de l'électricité sous les 2 centimes kWh.

Le fond d'investissement souverain norvégien a généré 100 milliards \$ de bénéfices en 2020. En comparaison, la Banque Nationale Suisse, qui affiche pratiquement le même niveau d'actifs, obtient une performance bien moindre à 21 milliards \$. Comparaison n'est pas raison. Mais en même temps que pourrait bien faire la Suisse avec 100 milliards ?

France

Bruxelles demande le démantèlement d'EDF, pratiquement en faillite avec € 69 milliards de dettes. L'Union Européenne demande sa scission en 3 entités:

- 1) une entreprise de barrages hydroélectriques,
- 2) une entreprise d'énergies renouvelables et de distribution, financièrement juteuse pour les investisseurs privés,
- 3) une entreprise du nucléaire dont les dettes, le démantèlement et la gestion des déchets seront à la charge des citoyens.

Cette volonté vient de la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne, qui veille au strict respect du dogme de la concurrence pure et parfaite. Du côté de la Chine et des USA cette commission est une bénédiction. Est-ce que Paris pliera?

La fameuse Renault 4L va ressortir mais sous une version électrique.

Le pétrolier français, Total, se retire du lobby American Petroleum Institute (API) car l'API s'oppose aux régulations sur les émanations de méthane pour le pétrole et le gaz, aux subventions pour les voitures électriques et a financé des politiciens qui s'opposent aux accords de Paris.

Le président Macron a participé à la réunion One Planet Summit sur le climat. Greta Thunberg a magnifique résumé des résultats à la française:



Azerbaïdjan

Le pays a commencé à livrer son gaz vers l'Europe depuis le gigantesque gisement de Shah Deniz ce qui pourrait réduire la dépendance des Européens au gaz Russe. Derrière ce gazoduc se cache, BP, opérateur de ce projet, TPAO, Petronas et le Russe Loukoil.

Devisé à 29 milliards \$, ce réseau comporte 3'500 kilomètres de gazoducs permettant d'acheminer à terme 10 milliards m3 de gaz par an vers l'Europe et 6 milliards m3 vers la Turquie.

Hollande

Shell a racheté l'entreprise allemande Ubitricity, le leader européen dans les stations de recharges pour voitures électriques.

Allemagne

VW a livré 212'000 voitures électriques soit 12,4% de ses ventes en Europe contre 2,3% en 2019. De son côté Mercedes-Benz, dont 30% de ses actionnaires sont chinois, a vendu 160'000 véhicules hybrides et électriques dont 87'000 durant le dernier trimestre de 2020.

Afin de terminer la construction du gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne et d'éviter l'embargo américain contre les entreprises, l'Allemagne a créé une [fondation pour le climat](#). Cette fondation passe entre les mailles du filet tendu par Washington.

Russie

La Russie pourrait être le prochain eldorado pétrolier mondial notamment dans la région Arctique. Rosneft cherche des investisseurs pour son projet Vostok dans la Sibérie avec des réserves de 44 milliards de barils.

La Russie a extrait 10,04 millions b/j de pétrole en décembre soit 1 million de moins qu'en décembre 2019. Avec les sanctions américaines sur le pétrole iranien et vénézuélien, les raffineries américains sont devenues les clients no 1 du pétrole russe.

La Russie livre également plus du 50% de l'uranium utilisé dans les centrales nucléaires américaines.

Suisse

Plusieurs banques ont décidé d'arrêter le financement [d'infrastructures pétrolières en Amazonie](#). C'est le cas de Credit Suisse, ING et BNP Paribas. De son côté UBS et le groupe français [Natixis](#) continuent.

La ville de Lausanne annonce une volonté de bannir les voitures à essence sur son territoire d'ici à 2030. Est-ce un effet d'annonce d'autant que, hasard total du calendrier, les élections communales arrivent en mars? L'avenir le dira mais pour l'instant la commune n'a aucun outil légal pour passer de la parole aux actes.

Le marché automobile a reculé de 24% en 2020 avec 237'000 ventes. Cela représente un plus bas depuis 40 ans.

L'Union Pétrolière Suisse s'oppose à la nouvelle loi sur le CO2 alors qu'elle l'a elle-même édulcoré grâce à ses relais politiques. Les lobbys pétroliers et gaziers ont réussi à trouver plus de 100'000 signatures pour que le peuple vote sur cette loi. Annuellement, 10 milliards de pétrodollars sont exportés vers les pays producteurs, on comprend mieux l'inquiétude de voir cette manne diminuer.

Moyen-Orient

Irak

Alors que le gouvernement est à la recherche de cash pour payer ses employés et les importations de céréales qui augmentent sur les marchés, l'entreprise chinoise ZhenHua Oil a acheté à l'avance pour 2 milliards \$ de pétrole à l'Etat irakien. ZhenHua Oil fait partie de l'entreprise militaire chinoise China North Industries Group Corp (Norinco). Au lieu d'utiliser la force armée, la Chine préfère utiliser la dette pour contrôler les pays. Le prix du pétrole a été fixé à un tarif très bas alors que les cours remontent sur les marchés. Le deal a une durée d'une année.

En 2019, Pékin avait déjà réalisé un accord "pétrole contre infrastructures" avec l'échange de 100'000 barils de pétrole par jour contre des travaux d'entreprises chinoises et employés chinois en Irak.

Iran

Téhéran se félicite de l'arrivée de Joe Biden, même si depuis l'été dernier l'Iran a trouvé un nouveau protecteur. En effet, l'Iran a signé un accord de \$ 400 milliards avec la Chine pour la vente de pétrole et de gaz, ainsi que la construction d'infrastructures chinoises sur sol iranien. De facto, cet accord fait office de protection militaire de la part de Pékin.

De son côté, Biden a immédiatement envoyé des bombardiers B-52 des USA directement dans le Golfe Persique histoire de montrer ses muscles. Un bon démocrate américain ne manque jamais une opportunité de faire une guerre. Reste à savoir où sera la prochaine.

Suite aux sanctions américaines, les revenus du pays ont passé de 40 milliards \$ en 2018 à 20 milliards en 2019 et 2020 selon le ministre du pétrole Hossein Zamaninia. Téhéran demande que les USA remboursent 70 milliards \$ pour les dommages causés par les sanctions.

Le pays compte sur un retour des discussions avec les USA. Le ministre du pétrole, Hossein Zamaninia, espère pouvoir faire remonter la production à 4 millions b/j et pense que le marché international pourra avaler ce supplément. Actuellement l'Iran extrait 2,3 millions b/j et en exporte 1.

Au lieu de vendre son pétrole à vil prix, l'Iran prévoit 25 milliards \$ de revenus avec son industrie pétrochimique avec un objectif de 37 milliards \$.

Téhéran aurait réussi à enrichir jusqu'à 20% son combustible nucléaire. Il faut arriver à 90% pour l'arme atomique. Mais ce niveau dépasse les termes de l'accord nucléaire de 2015.



Elon Musk, Tesla

Les Amériques

Venezuela

Le président Nicolas Maduro désire porter à 1,5 million b/j la production pétrolière qui plafonne à 400'000. Ce membre de l'OPEP possède des réserves très importantes mais d'un pétrole bitumineux coûteux et difficile à extraire. Sous l'embargo américain, le pays manque de technologies et de fonds.

L'américain Chevron est l'une des rares majors autorisées par Washington à exploiter ce pétrole.

Depuis 2015, le pays aura perdu pour 88 milliards \$ de revenus pétroliers et le pic pétrolier est longtemps passé. Le déclin du pays est à l'affiche pour les années à venir et qu'importe le gouvernement.

Canada

Le schizophrénique premier ministre canadien, Justin Trudeau, "*est déçu*" par la décision de Joseph Biden de s'opposer à la construction de l'oléoduc Keystone XL entre le Canada et les USA. Le pipeline d'une capacité de 800'000 b/j devait amener le pétrole bitumineux de l'Alberta dans les raffineries du sud des USA.

L'entreprise canadienne TC Energy est en charge de la construction des 1'947 km pour un montant de 9,1 milliards \$. Dans la même journée Justin Trudeau est capable de défendre le climat et les pétroliers.

L'Alberta, qui avait investi 1,1 milliard \$ dans le gazoduc Keystone XL, va mettre en vente les conduites et du matériel afin de diminuer sa perte.

Brésil

Le pétrolier national, Petrobras, a extrait un record de 2,3 millions b/j en 2020 au même niveau que le Koweït. Le Brésil est en passe de devenir un important extracteur de pétrole pour les années à venir.



"Fortunately, most of the crimes we commit are perfectly legal."

Asie

Inde

Le pays a planifié la mise en service de 21 centrales nucléaires d'ici à 2031 pour un total de 15'700 MW. Le premier réacteur, Kakrapar 3, dans l'Etat du Gujarat, a été mis en service ce mois. Le réacteur de 700 MW

s'appuie sur une technologie indienne et sa construction avait débuté en août 2010. Neuf autres réacteurs "Made in India" devraient suivre. Comme la Chine, l'Inde a ratissé tout l'uranium qui trainait dans le monde afin de garantir le carburant pour ses propres centrales.

Pour la première fois en 20 ans, la consommation de pétrole a diminué (-10,8% en 2020). L'Inde espère pouvoir acheter du pétrole de l'Iran et du Venezuela si l'administration Biden le permet.

Cependant depuis 5 mois, la demande de carburant augmente à 5 millions b/j. et avec la Chine, les deux pays sont à la base d'une hausse de la demande. La vaccination, avec un vaccin indien, pourrait relancer l'économie du pays.

Le pétrolier français, Total, va investir \$ 2,5 milliards pour 20% des actions du géant indien Adani Green Energy, le leader mondial de l'énergie solaire.

Pakistan

Avec l'augmentation des prix du gaz naturel et du gaz liquide, le pays s'est tourné vers le diesel pour générer son électricité.

Japon

La Floride a proposé de reprendre les Jeux Olympiques de Tokyo, qui devaient avoir lieu l'année passée, mais qui ont été reportés à cette année. L'humour de la Floride fait plaisir à voir.

En 2020, le gouvernement japonais avait retardé la vidange de l'eau contaminée de la centrale nucléaire de Fukushima dans le Pacifique à cause des JO. Mais depuis quelques mois, tout est rentré dans l'ordre et le déversement se déroule sans problème. Si les JO devaient avoir lieu cet été, il sera intéressant de voir si cette vidange continuera.



Phrases du mois

"Pour beaucoup de personnes, le retour à la normal ça a été de racheter, de se remettre à consommer à dépenser. Si c'est ça le retour à la normal, nous allons avoir un retour aux problèmes. Cette crise dévoile nos points faibles. Nous étions des égoïstes, des individualistes, des personnes qui bougeaient, qui dépensaient, qui polluaient trop et nous avons reçu un grand coup de baguette sur notre museau". Christophe André, psychiatre

"Ne me posez pas de question et je ne vous dirai pas de mensonge". Olivier Goldsmith

"Il peut être contre-intuitif de dire que l'effondrement de la demande de pétrole et la surabondance qui en a résulté en 2020 pourrait conduire à une pénurie de pétrole dans quelques années seulement. Pourtant, un nombre croissant d'experts et d'agences internationales avertissent que le monde pourrait se diriger vers une pénurie de pétrole lorsque la demande de pétrole se remettra enfin de la crise provoquée par COVID à la fin de 2022 ou en 2023". Tsvetana Paraskov, OilPrice.com

"Voilà pour le marché boursier libre dont vous entendez toujours parler. Il n'y a rien de libre dans tout cela. Il s'avère que ce que Wall Street déteste vraiment, c'est le commerce extérieur, l'idée que des gens extérieurs à leur monde puissent s'enrichir. C'est la seule chose qu'ils ne peuvent pas supporter." Tucker Carlson

"Alors, laissez-moi comprendre : Les petits investisseurs qui rallient GameStop sont des manipulateurs de marché, mais les milliardaires des fonds spéculatifs qui court-circuitent une action c'est une stratégie d'investissement ?" Robert Reich

"Arrêtez d'écouter les médias qui nous font passer pour des destructeurs du marché boursier, et commencez à nous encourager, parce que nous avons une occasion unique de punir le genre de personnes qui ont causé tant de douleur et de stress en 2008, et nous saisissons cette occasion", commentaire lu dans wallstreetbets.

Pour écrire cette revue, avec les sources: avec Tom Whipple d'ASPO USA et Resilience.org et l'humour des chroniques matinales de Thomas Veillet Investir.ch, et toutes les informations diverses et variées, récoltées dans différents médias à travers le monde comme FT.com, Bloomberg, RT Russia, NHK, etc.

▲ RETOUR ▲

Parution de l'édition 2021 l'État de l'énergie au Québec

Philippe Gauthier 31 janvier 2021

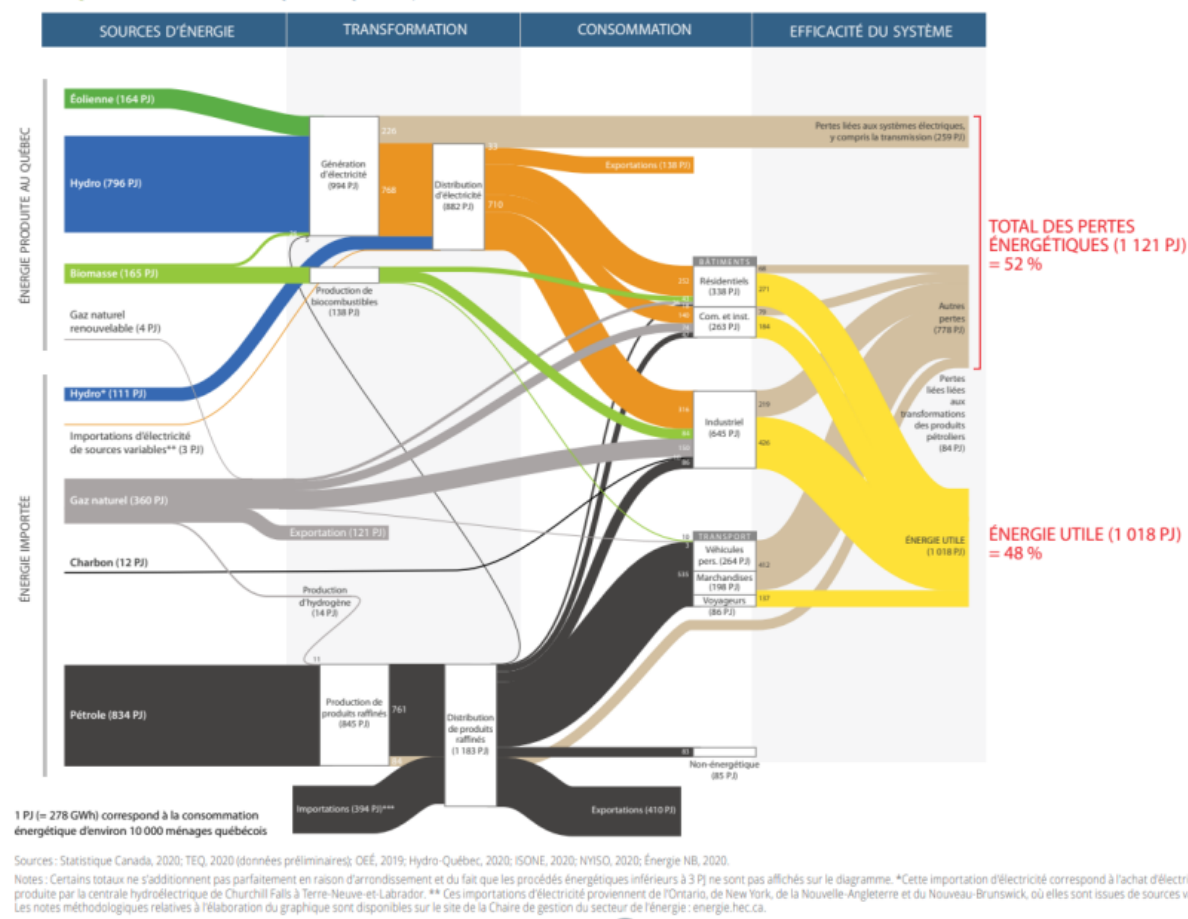
J-P : 3 questions à Philippe Gauthier (qui n'ont rien à voir avec le sujet de ce texte, mais presque) : 1) si le Québec (et cette question est la même pour TOUS les pays, provinces ou états qui, dans leurs grandes stupidités, ont votés des lois pour rendre obligatoire les voitures électriques après 2030 - d'autant plus que la voiture électrique n'a absolument RIEN d'écologique : AUCUN produit industrielle ne peut être écologique) doit importer de l'électricité en hiver, comment est-il prévu de recharger, de façon fiable (et non pas avec des éoliennes, intermittentes et peu fiables) toutes ces voitures électriques ? 2) Y-a-t-il des lois pour réglementer le prix de ces voitures afin qu'elles ne coûtent pas LE DOUBLE du prix d'une voiture au pétrole de base (prix qui est équivalent à acheter 2 voitures par personne) ? 3) De même, y-a-t-il des lois qui prévoient que les ressources rares pour fabriquer les voitures électriques soient géologiquement disponibles ? (Gaia devra se démener pour nous en produire)

Johanne Whitmore et Pierre-Olivier Pineau, chercheurs à la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal, ont lancé le 28 janvier la nouvelle édition de l'État de l'énergie au Québec. Cet ouvrage annuel, devenu un incontournable, présente les principales données énergétiques relatives à la Belle Province et donne de précieux points de repère tout en dissipant quelques préconceptions. On en trouvera ici quelques faits saillants, mais le lecteur curieux a tout intérêt à consulter le [texte complet d'une soixantaine de pages](#), gratuitement disponible en ligne.

Le mérite des deux chercheurs n'est pas mince : les données sur l'énergie au Québec sont notoirement incomplètes et difficiles d'accès. Une partie du problème réside dans le partage pas toujours cohérent des

responsabilités entre les gouvernements fédéral et provincial. Mais d’autres facteurs jouent : les longs délais de publication des données, les problèmes de confidentialité dans un contexte de faible nombre d’acteur énergétiques et la multiplicité des unités de mesure utilisées (joules, watts, barils, mètres cubes, tonnes, etc.).

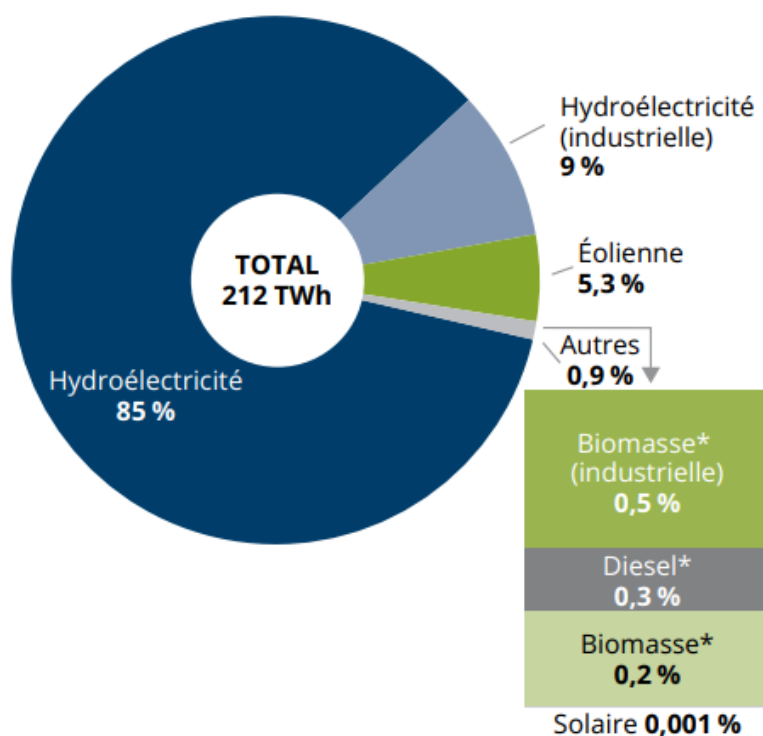
GRAPHIQUE 2 • BILAN ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC, 2018



Faits saillants

Le premier tableau présente le bilan énergétique global du Québec en 2018 – les données sont publiées avec un certain retard. Les sources d’énergie sont divisées entre sources locales et sources importées. À noter, le pétrole demeure légèrement plus important que l’hydroélectricité produite localement dans le mix énergétique québécois : 834 pétajoules (PJ) contre 796. Ce ne sont que les importations du Labrador qui permettent à l’hydroélectricité de dominer au Québec. Le gaz naturel est relativement peu important. Le tableau est sensible à la question de pertes de transformation, qui sont plus importantes que l’énergie utile réellement mise au service de Québécois.

GRAPHIQUE 11 • PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ AU QUÉBEC PAR SOURCE, 2019

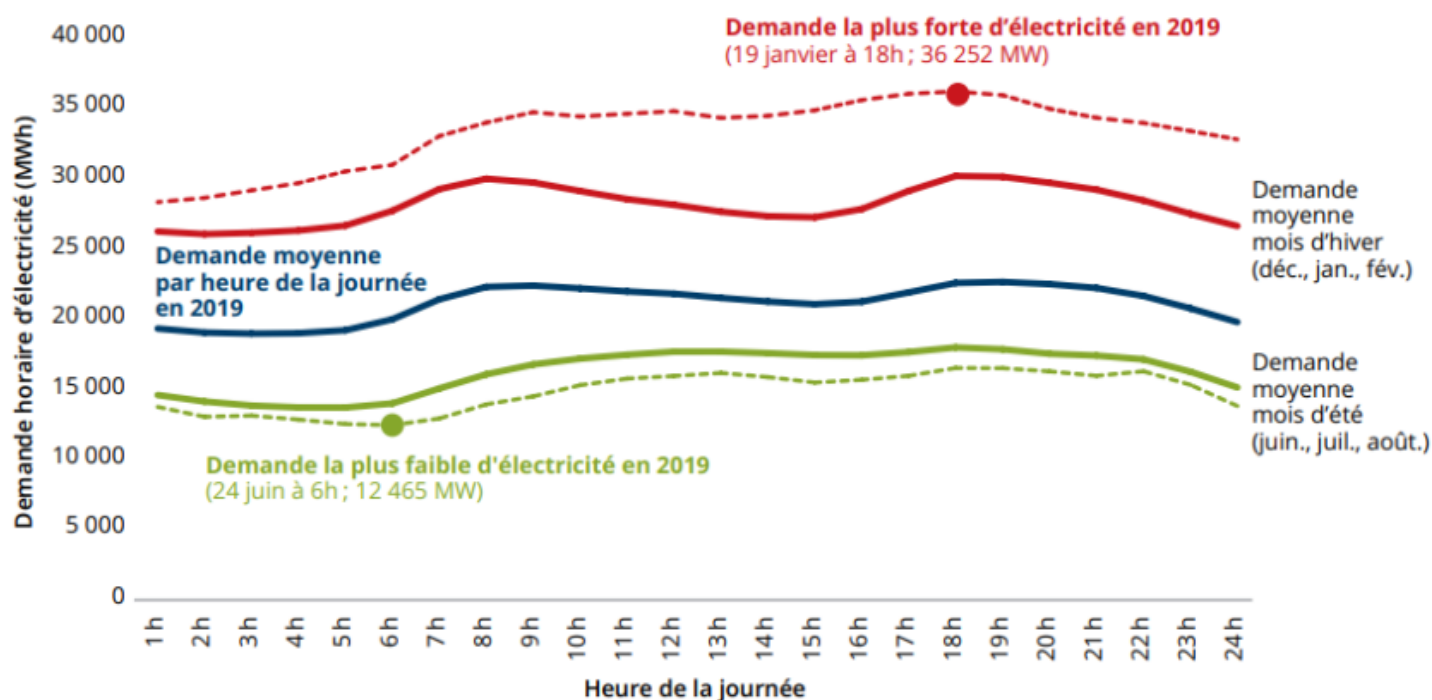


Source : Statistique Canada, 2020 (tableau 25-10-0015-01).

Note : L'électricité produite à partir de turbines à combustion (gaz naturel) et d'autres sources non précisées n'est pas comprise dans ce graphique parce qu'elle est marginale. *Depuis 2016, Statistique Canada agrège les données de production d'électricité provenant de turbines à vapeur classique, de turbines à combustion interne et de turbines de combustion. Les données pour la biomasse, le diesel et le gaz naturel ont été estimées à partir de la part de la production provenant de ces sources en 2015.

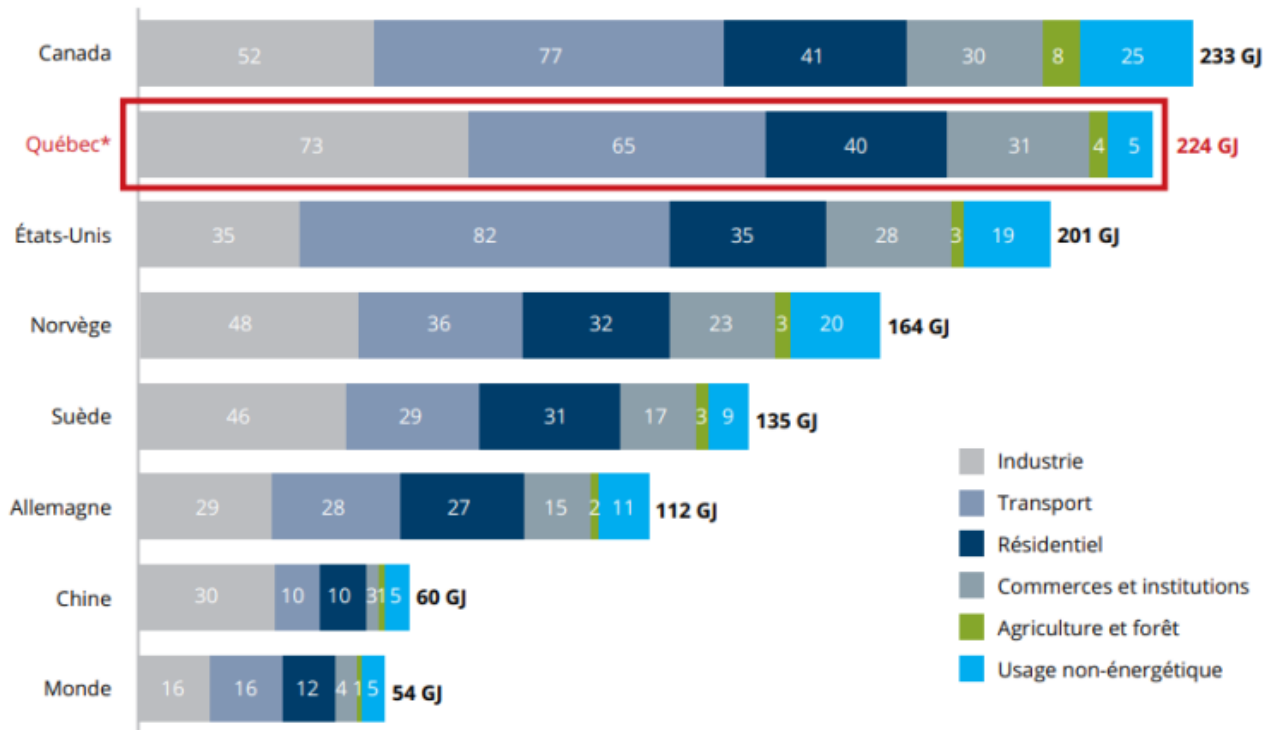
Le deuxième tableau s'intéresse aux sources d'électricité au Québec. Il s'avère que l'hydroélectricité – produite par Hydro-Québec ou par les entreprises industrielles pour leurs propres besoins – représente 94 % de l'ensemble. Le secteur éolien pèse pour un peu plus de 5 % et tout le reste représente un peu moins de 1 %. L'usage des carburants fossiles est marginal et réservé aux communautés nordiques et aux îles de la Madeleine, qui ne sont pas reliées au réseau. On peut remarquer le très faible poids de l'énergie solaire : à peine 0,001 % de l'électricité produite au Québec.

GRAPHIQUE 14 • DEMANDE HORAIRE MOYENNE D'ÉLECTRICITÉ, AINSI QUE POUR LES JOURNÉES DE PLUS FORTE ET PLUS FAIBLE CONSOMMATION EN 2019



Cet autre graphique présente les variations de la consommation d'électricité sur 24 heures, selon la saison. La consommation moyenne est de l'ordre de 20 000 MW, mais elle varie d'un facteur de un à trois au cours de l'année, entre la journée d'été où la demande est minimale (12 465 MW) et la journée froide d'hiver où elle atteint des sommets (36 252 MW). Alors qu'Hydro-Québec nage dans des surplus d'hydroélectricité en été, il n'est pas rare qu'elle doive importer de l'énergie en hiver.

GRAPHIQUE 16 • COMPARAISON DE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE PAR HABITANT DU QUÉBEC AVEC CELLE D'AUTRES PAYS, 2018

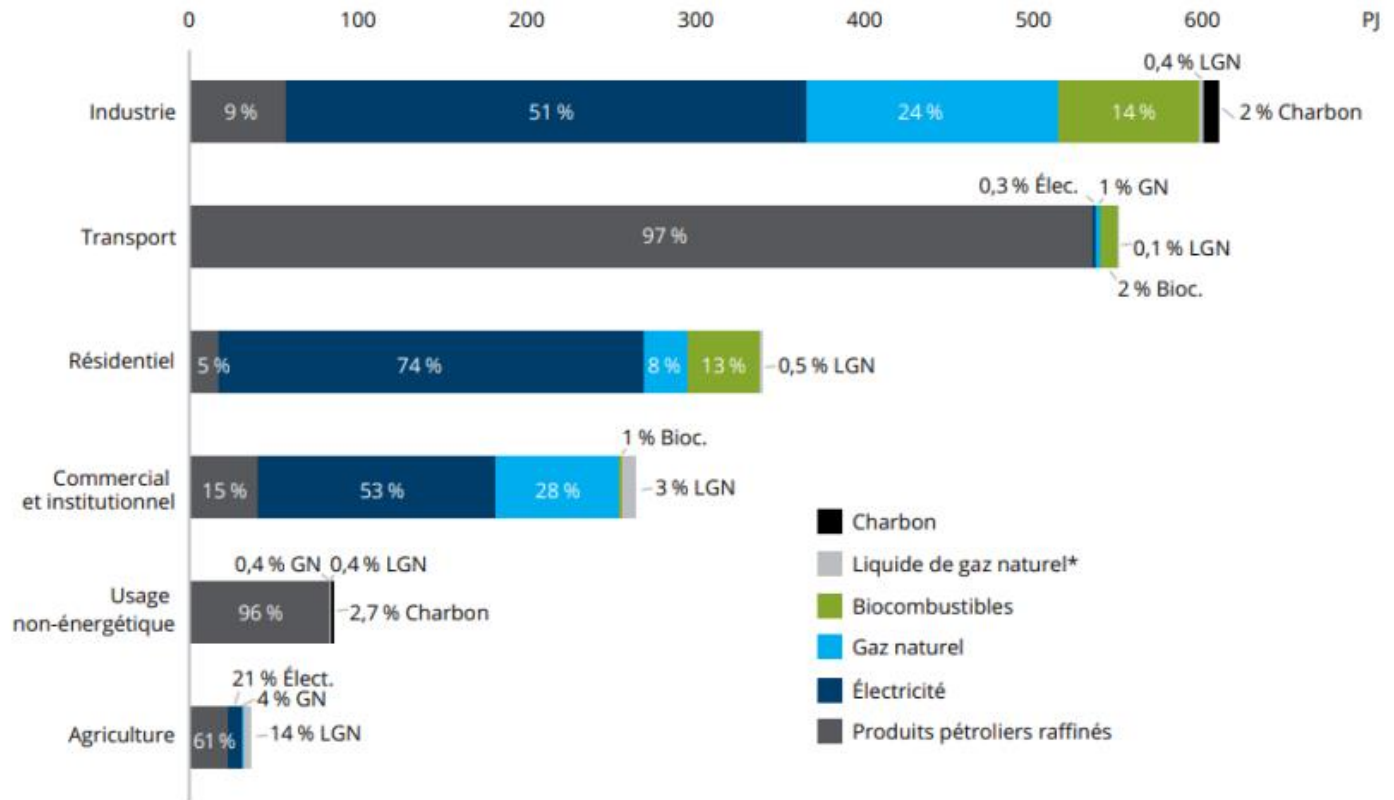


Sources : AIE, 2020; sauf * pour le Québec (donnée du graphique 2).

Note : Le graphique illustre la consommation énergétique de certains pays du monde. Seuls quatre petits pays ont une consommation par habitant supérieure à celle du Canada : Trinité-et-Tobago, le Qatar, l'Islande et le Luxembourg.

La consommation énergétique du Québécois moyen est le double de celle d'un Allemand. La différence est particulièrement marquée dans le domaine de la production industrielle et du transport. Les explications traditionnelles (le climat, l'étendue du territoire) ne justifient pas une différence aussi marquée. Pierre-Olivier Pineau dénonce depuis un moment l'inefficacité énergétique du Québec et ces données ajoutent du poids à son argumentaire. La chasse au gaspillage devrait devenir une priorité. Pour ceux qui se demandent ce qu'est un « usage non-énergétique », il s'agit le plus souvent d'hydrocarbures utilisés non pas comme carburant, mais comme matière première industrielle : plastiques, solvants, lubrifiants...

GRAPHIQUE 18 • CONSOMMATION DE DIFFÉRENTES FORMES D'ÉNERGIE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU QUÉBEC, 2018

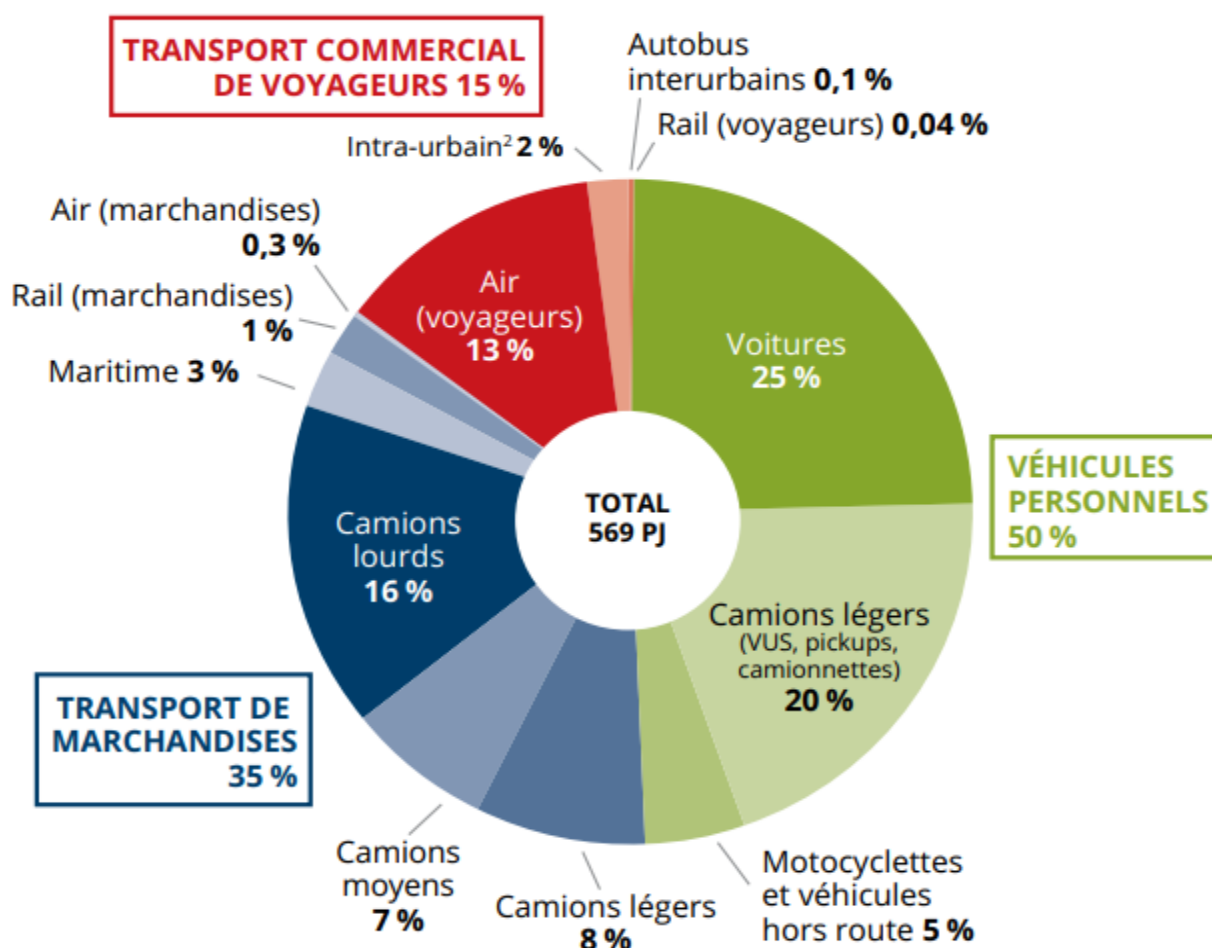


Sources : voir graphique 2.

Note : La catégorie « liquide de gaz naturel » inclut le propane et le butane.

Ce graphique s'intéresse aux sources d'énergie de divers secteurs d'activité au Québec. On constate que les secteurs industriel, commercial et institutionnel sont déjà électrifiés à plus de 75 % et le secteur résidentiel, à près de 75 %. Mais l'immense secteur des transports repose encore sur le pétrole à 97 %. On notera aussi que l'industrie demeure le principal consommateur d'énergie au Québec. Le secteur résidentiel, était relativement petit et déjà très électrifié, n'offre qu'un modeste potentiel de sortie des carburants fossiles et de réduction des gaz à effet de serre.

GRAPHIQUE 20 • UTILISATION DE L'ÉNERGIE DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS PAR TYPE DE VÉHICULE POUR LE TRANSPORT PERSONNEL ET COMMERCIAL, 2018

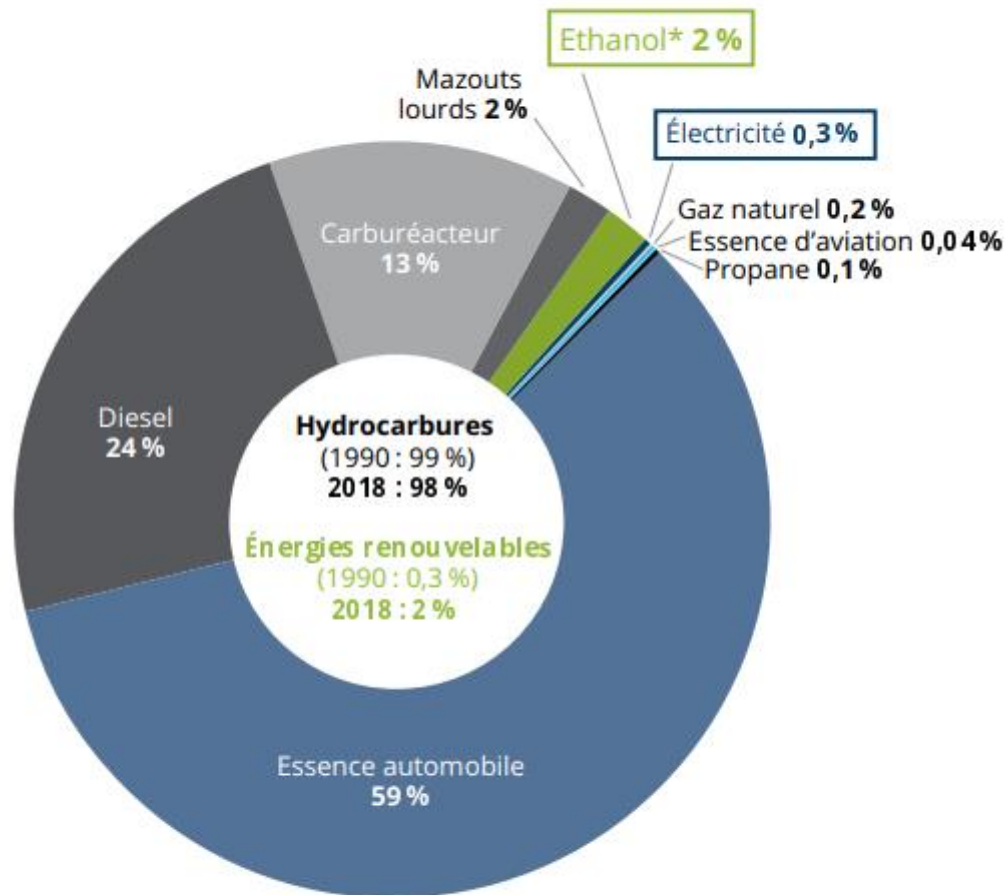


Source : OEE, 2020.

Note : Les activités des transports aérien, maritime et ferroviaire ne sont pas disponibles par région. Les données sur le transport aérien incluent les lignes intérieures et étrangères, considérant les modes d'utilisation énergétique recensés dans le *Bulletin sur la disponibilité et l'écoulement d'énergie au Canada* (57-003-X).

Si l'on regarde plus spécifiquement du côté de la consommation d'énergie dans le secteur des transports, on note que les véhicules personnels représentent 50 % de l'ensemble, contre 35 % pour le transport des marchandises et 15 % pour le transport de passagers. Le transport aérien représente la part du lion de cette dernière catégorie et 13 % de l'ensemble – pratiquement autant que les camions lourds. Compte tenu de la place importante qu'occupent les transports dans la consommation de carburants fossiles au Québec, on devine que la part du transport aérien dans les émissions québécoises de GES dépasse de loin la moyenne de 2 ou 3 % enregistrée à l'échelle mondiale.

GRAPHIQUE 22 • TYPES DE CARBURANTS UTILISÉS POUR LE TRANSPORT AU QUÉBEC, 2018

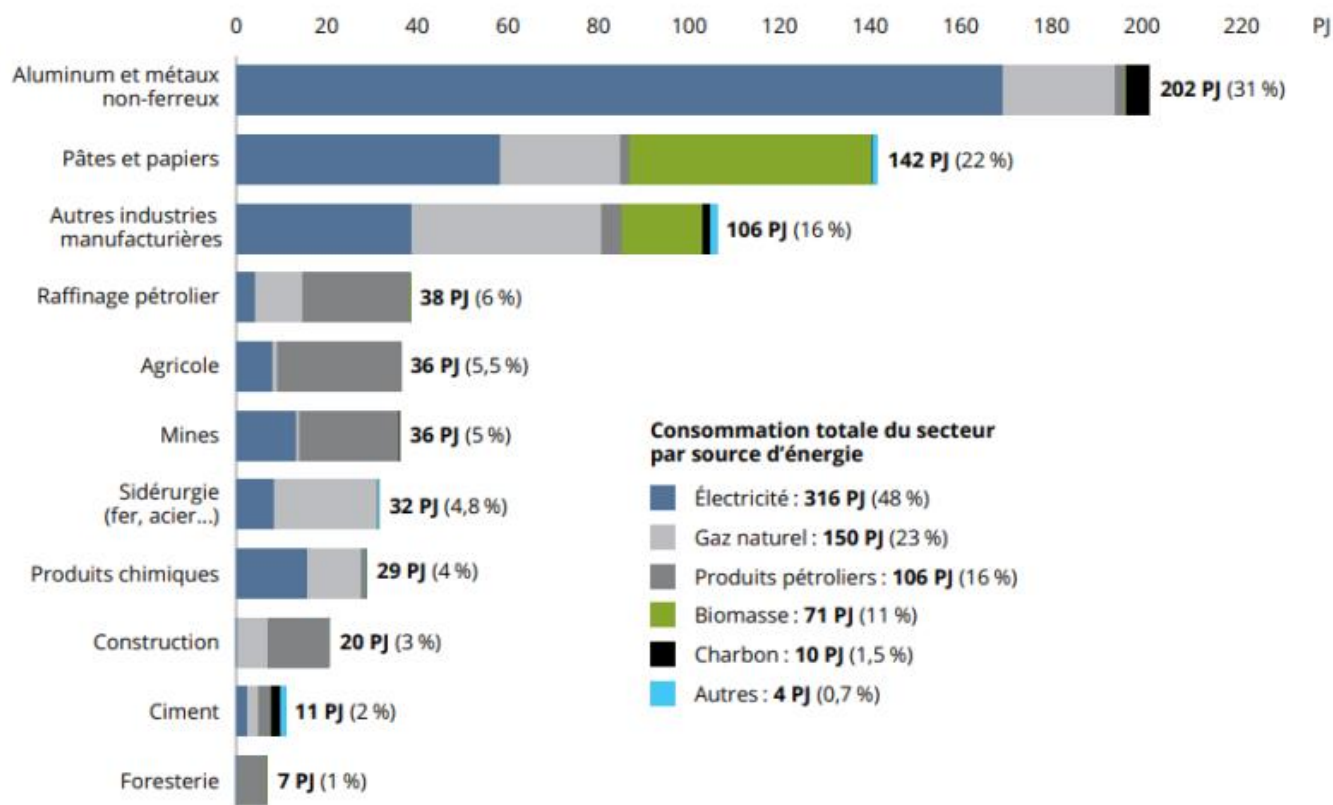


Source : OEE, 2020.

Note : *Les données sur l'éthanol datent de 2014, car aucune donnée n'était disponible à partir de 2015.

La répartition des carburants utilisés dans les transports reflète les données du tableau précédent. L'essence représente 59 % du total, contre 24 % pour le diesel et 13 % pour le carburéacteur (carburant pour avions à réaction). L'éthanol mélangé à l'essence ne représente que 2 % du total et le biodiesel est pratiquement absent. La part de l'électricité est minuscule, 0,3 % et les principaux utilisateurs ne sont pas les véhicules électriques, mais le métro de Montréal! Au total, la part des renouvelables est passée de 0,3 % en 1990 à 2 % en 2018. Autant dire que ce secteur piétine.

GRAPHIQUE 26 • CONSOMMATION D'ÉNERGIE PAR TYPE D'ACTIVITÉ DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL AU QUÉBEC, 2018

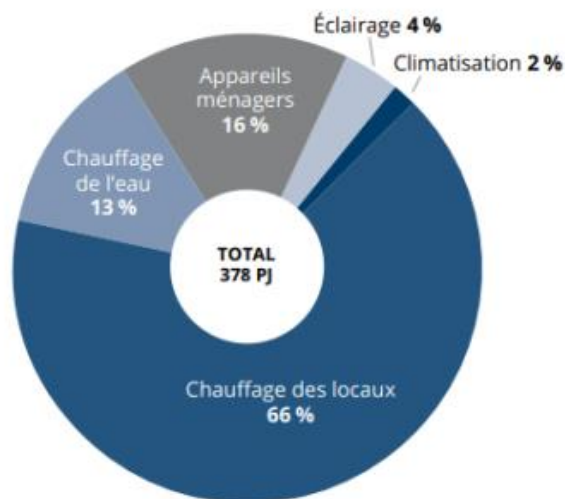


Sources : OEE, 2020.

Note : Les unités de PJ à droite des barres représentent la consommation totale d'énergie pour un type d'activité donné; le pourcentage entre parenthèses correspond à la part de la consommation d'énergie d'un type d'activité par rapport à la consommation totale du secteur industriel. La catégorie « produits pétroliers » inclut le diesel, les mazouts légers et lourds, le kérosène, le gaz de distillation, le coke pétrolier, le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les liquides de gaz naturel (LGN), ainsi que l'essence à moteur (en agriculture seulement). La catégorie « autres » inclut la vapeur, les combustibles résiduels de l'industrie du ciment, le coke et le gaz des fours à coke.

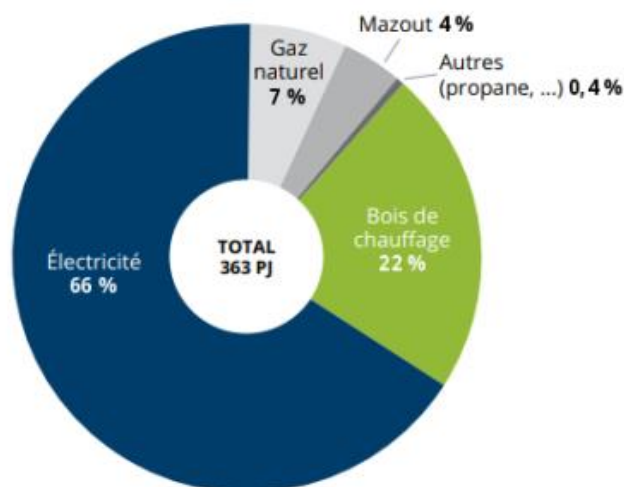
Le graphique suivant présente la consommation totale de divers secteurs industriels, ainsi que leur mix énergétique. On voit que les secteurs de l'aluminium/magnésium et des pâtes et papiers représentent à eux seuls plus de la moitié de la consommation énergétique du Québec. La production d'aluminium est très électrifiée par définition et on ne sera pas surpris d'apprendre que le secteur du papier fait une large part à la biomasse, afin de valoriser ses résidus. La place importante qu'occupe l'électricité dans le secteur minier étonnera sans doute certains lecteurs. On notera aussi l'absence quasi complète du charbon dans ce tableau.

GRAPHIQUE 28 • CONSOMMATION D'ÉNERGIE PAR TYPE D'UTILISATION DANS LE SECTEUR RÉSIDENTIEL AU QUÉBEC, 2018



Source : OEE, 2020.

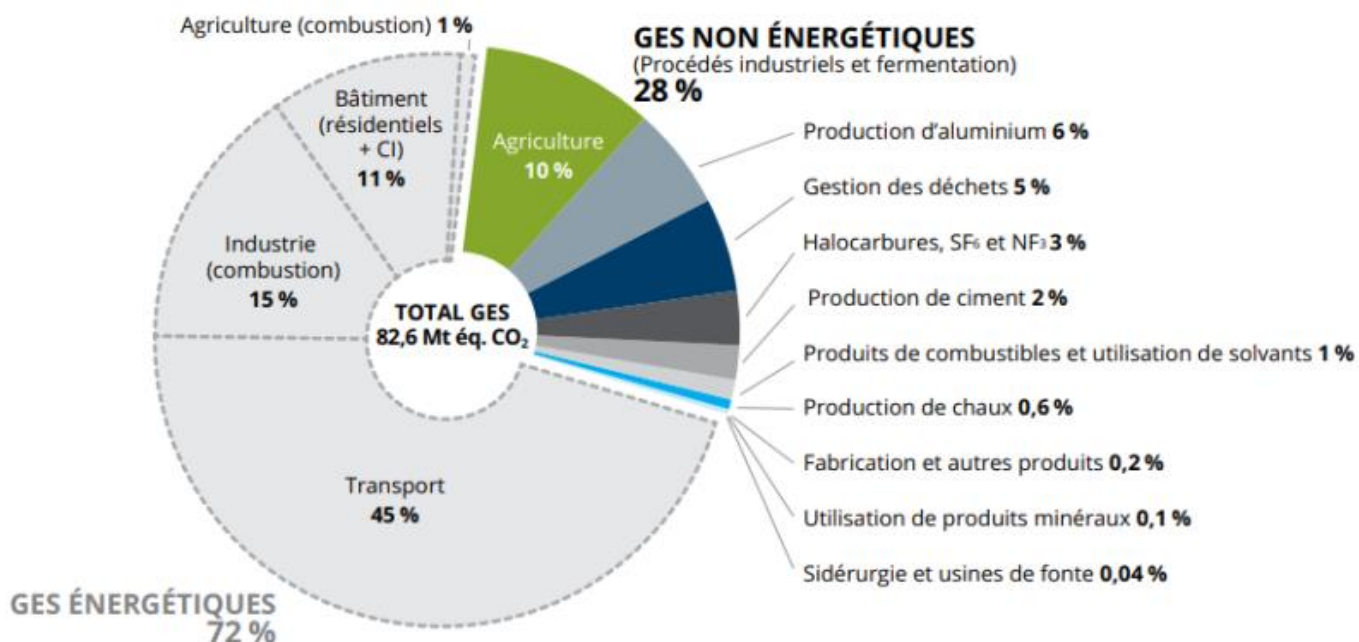
GRAPHIQUE 29 • CONSOMMATION PAR SOURCE D'ÉNERGIE DANS LE SECTEUR RÉSIDENTIEL AU QUÉBEC, 2018



Source : OEE, 2020.

Ces deux graphiques décrivent la consommation d'énergie dans le secteur résidentiel. Le chauffage représente naturellement la part du lion de la consommation, mais on sera plus étonné de voir que la climatisation ne représente que 2 % du total, soit la moitié du poste déjà modeste de l'éclairage. La domination de l'électricité dans le mix énergétique résidentiel n'est pas une surprise, mais il est plus étonnant de constater qu'on utilise trois fois plus le bois que le gaz naturel. Le mazout (« huile à chauffage »), si répandu jusque dans les années 1980, a à peu près disparu du paysage.

GRAPHIQUE 42 • RÉPARTITION DES ÉMISSIONS DE GES DE SOURCES ÉNERGÉTIQUES ET NON ÉNERGÉTIQUES AU QUÉBEC, 2018



Source : ECCC, 2020.

Pour finir, quelques mots sur les gaz à effet de serre, qui sont ici répartis en fonction du secteur d'activité émetteur. Le transport représente sans surprise près de la moitié du total, mais on sera plus surpris d'apprendre que 28 % des émissions ne dépendent pas de la source d'énergie utilisée. Ils sont soit le résultat de la fermentation de résidus (agriculture, sites d'enfouissement) ou de procédés industriels (le calcaire se transforme en ciment en se débarrassant de son carbone excédentaire sous forme de CO₂). Pour ceux que la question intrigue, les halocarbures sont de puissants GES émis en petites quantités lors de la production d'aluminium.

Ce bref survol ne couvre pas certains sujets abordés dans l'ouvrage, en particulier les filières émergentes de l'hydrogène et du biogaz. Les chercheurs font un bon travail de collecte des maigres données disponibles et discernent bien la réalité actuelle des projets en cours de développement ou qui demeurent incertains. Les chercheurs s'intéressent aussi à l'évolution rapide du marché de l'automobile. Depuis 2015, les VUS et autres camions légers énergivores envahissent rapidement le marché de l'automobile et au rythme actuel, la voiture classique pourrait avoir disparu dès 2026.

Divulgation : J'ai travaillé avec Pineau et Whitmore dans le cadre d'un projet de recherche en 2018, et Pineau est actuellement l'un des codirecteurs de mon projet de mémoire de maîtrise en management à HEC Montréal.

Source :

Whitmore, J. et P.-O. Pineau, 2021. [État de l'énergie au Québec 2021](#), Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal, préparé pour le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Montréal.

▲ RETOUR ▲



Jean-Marc Jancovici

3 h · 🌐

...

Dans les universités françaises d'élite, les étudiants exigent une action environnementale

Commentaire de Jean-Marc Jancovici :

"Le NY Times vante [Pour un réveil écologique](#) Voilà une excellente nouvelle, car cela montre que d'avancer "avant tout le monde" peut donner envie et non repousser.

Combien de fois ai-je entendu que si nous nous occupions sérieusement d'environnement, nous "perdrions en compétitivité", en nous imposant un effort que les autres ne font pas ! Certes, un nouvel impératif nous sort de notre zone de confort. Mais il nous force aussi à innover, en prenant alors de l'avance. La question est pratique, pas philosophique : il faut que la contrainte soit la bonne, pas qu'elle soit inexistante.

Le bilan carbone, imposé douloureusement aux entreprises via l'article 173 de la loi de transition énergétique (le MEDEF a lutté autant qu'il pouvait contre sa mise en place), a néanmoins permis l'émergence de compétences techniques françaises à même de s'exporter, et de réglementations similaires ailleurs dans le monde. Qui s'en plaindrait aujourd'hui ?

Le manifeste, c'est nos meilleur(e)s étudiant(e)s qui "exigent" de contribuer à relever un des défis majeurs de ce siècle. Leur donner satisfaction, c'est accélérer la "bonne" innovation, celle qui permettra d'avoir un pays plus stable, et plus exportateur car plus créatif, dans le monde fini. Faut-il s'en plaindre, vraiment ?"

(posté par Joëlle Leconte)



WWW-NYTIMES-COM.CDN.AMPPROJECT.ORG

At Elite French Universities, Students Demand Environmental Action

At schools known for ambition, not activism, students are calling for climate change to be at the...

▲ RETOUR ▲



Jean-Marc Jancovici ✓

20 h · 🌐

...

Non à la déforestation de 1000 hectares de pins pour un parc solaire en Gironde.

Bienvenu en absurdie !

par Amine Messal

« ENGIE et Neoen ont le projet de raser 1000 hectares de pins en Gironde pour construire... des panneaux solaires ! Qu'est-ce qui motive le projet ? Essayons de comprendre.

- Parce qu'on a besoin d'électricité ? Raté !

D'après le CG de Gironde (2010), la région Aquitaine, a produit 140% de ses besoins en électricité en 2006.

- Pour protéger la biodiversité ? Doublement raté !

On connaît mal 1) l'impact sur la biodiversité, et 2) l'impact sur les sols (ADEME).

- Pour lutter contre le dérèglement climatique ? Triplement raté !

1) D'après le même rapport, l'électricité en région Aquitaine est à 93% décarbonnée (nucléaire et hydraulique). La production photovoltaïque produit 3 à 5 fois plus de CO2 que le nucléaire français et l'hydraulique (ADEME).

2) Raser une forêt peut libérer le CO2 stocké par les arbres durant leur croissance et empêche le processus de continuer. La déforestation, c'est 20% des émissions mondiales de CO2 (GIEC, 2007).

3) Le climat se dérègle et les forêts vont s'assécher (voire brûler), et devinez quel type d'arbre pourrait s'accommoder de fortes chaleurs et de grands froids (et gentiment continuer à capturer du CO2) ? Les pins par exemple...

...qui même eux, sont moins enracinés que nous dans des croyances infondées 😊 » Amine Messal

(posté par J-Pierre Dieterlen)



La logique des élus : on détruit l'environnement pour réaliser des projets écologiques.

▲ RETOUR ▲

Patriotisme économique et démondialisation

Par biosphere 31 janvier 2021

L'écologie penche pour le protectionnisme, la démondialisation, en définitive la relocalisation. Rappelons d'abord qu'un libre-échange basé sur le va-et-vient de produits quasi-similaires est une absurdité. Un jour [Fritz Schumacher](#) vit un camion à l'effigie d'une marque de biscuits écossais entrer dans Londres ; peu après il apprit qu'une entreprise fabriquant des biscuits à Londres acheminait sa production jusqu'en Écosse. Cette découverte le troubla profondément. En tant qu'économiste, il ne parvenait pas à comprendre pourquoi des être compétents se voyaient contraints de conduire un camion d'un bout à l'autre des îles britanniques dans le seul but de transporter des biscuits. Mais le coût humain et environnemental d'une telle manœuvre n'avait alerté personne. Parce que le faible coût des déplacements grâce aux énergies fossiles a multiplié les échanges, nous sommes passés insensiblement de territoires vivants une quasi-autarcie il y a 200 ans à une mondialisation féroce. Rappelons que la perte d'autonomie quand on ne peut plus nourrir son peuple est synonyme de famine à venir. Mais dans nos société sur-développées, c'est le manque de masques ou de vaccins produits localement qui a fait le buzz.

L'idée de patriotisme économique fait donc son chemin. [Joe Biden veut reconstruire l'Amérique en achetant américain](#). Il avait fait l'erreur d'approuver l'entrée de Pékin dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 et promu ainsi la désindustrialisation américaine. Il a signé le 25 janvier 2021 un décret présidentiel pour forcer plus efficacement l'administration à acheter américain. Rien de nouveau sous le soleil, le Buy American Act de 1933 était un élément clé du New Deal. Mais les choses sont devenues beaucoup plus compliquées à cause de l'interdépendance des systèmes de production. Biden a donc estimé que le contenu de 50 % en composants américains n'était « *pas assez haut* » pour définir qu'un produit est américain. En France, [le Covid-19 remet la souveraineté économique au goût du jour](#). A droite comme à gauche, ils sont de plus en plus nombreux à défendre ce concept pour protéger l'industrie française. Mais c'est une vision étroite, car utilisatrice, de l'autonomie. Ainsi Xavier Bertrand : « *il faut assurer l'indépendance de notre pays sur des secteurs comme la production de médicaments et de vaccins.* » D'autres ont une vision plus large, il faudrait « *s'interroger sur ce qu'on veut produire et de qui on ne veut pas dépendre en matière stratégique* ». La « démondialisation », [Arnaud Montebourg](#) en a fait son cheval de bataille depuis 2011. « Démondialisation », à ne pas confondre avec l'isolationnisme cher à Marine Le Pen qui a longtemps souhaité l'abandon par la France de l'euro.

Au niveau écologique, la descente énergétique qui s'amorce va de toute façon entraîner une contraction des échanges dans un monde interconnecté. Dur, dur la transition écologique / rupture de civilisation ! Il nous faut préparer dès aujourd'hui les moyens d'une souveraineté alimentaire et la possibilité de sources d'énergies renouvelables produites localement. Cela passe surtout par la réduction des besoins, la relocalisation du pouvoir, l'instauration de communautés de résilience, etc. La démondialisation est notre avenir, mais peu s'en rendent compte. Sauf que la pandémie nous a confiné chez nous !

▲ RETOUR ▲

PIB et chômage sont dans un bateau

Par [biosphere](#) 29 janvier 2021

Le PIB français a chuté de 8,3 % en 2020, il s'est soldé par la destruction de 691 000 emplois. Si le PIB tombe à l'eau, le chômage le suit, c'est automatique. C'est pourquoi les politiciens de tous bords n'avaient jusqu'à présent que ces mots à la bouche, croissance, croissance, croissance... pour sauver des emplois et subrepticement pour remettre la planète en bon état de marche. Croissance et écologie devaient aller de pair avant la pandémie comme après la Covid-19.

En 2019, l'économie française a produit 2 323 milliards d'euros de richesses ; en 2020, ce chiffre n'était plus que de 2 130 milliards d'euros. Il faut s'interroger si les biens et services économisés avaient une réelle utilité. Qu'il y ait moins d'avions dans les airs, moins de voitures sur goudron et moins de touristes un peu partout, c'est une nécessité absolue. Pourtant le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, ne parle que de rebond, et trop de décideurs misent sur la reprise de la production, le redressement du commerce extérieur, le bonheur artificiel dans l'illusoire abondance procurée par des énergies fossiles qui s'épuisent et mettent le climat à mal. L'objectif de 6 % de croissance, retenu par Bercy pour 2021, est une imposture.

La situation post-covid ne peut reconduire la gabegie antérieure, sinon nous allons au désastre pour les générations futures.

▲ RETOUR ▲

CHANGEMENTS CLIMATIQUES...

31 Janvier 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

D'abord de climat économique. Il est bizarre (moi j'ai dit bizarre ??? Comme c'est étrange, comme c'est bizarre !) de voir qu'en cas de détérioration économique les incendies se mettent à pulluler. Les usines flambent, les entrepôts flambent, et les mauvaises langues disent que le tiercé des coupables, ce sont les employés licenciés qui se vengent (mais il manque selon l'adage latin, le profit du crime), le concurrent acariâtre (mais il est désormais très loin bicoze, globalisation !), ou cela règle finalement le problème des stocks invendus, le problème de modernisation et le problème des licenciements (cas de force majeure, dans ce cas précis).

Pour ce qui est climat, il y a longtemps qu'on l'accuse de dérèglement. Il me semble d'ailleurs qu'un article de la "Gazette française", incriminait les "nouvelles bombardes" dans ce dérèglement. c'était au début XVII^e. Ils avaient déjà le GIEC ???

Pour ce qui est sensé nous sauver, enfin, pour certains, le nucléaire, Hinkley point dérape sérieusement (encore), et le dernier rapport RTE Agence internationale de l'énergie, met EDF en pétard, ou plus précisément certains nucléairocrates, parce qu'il prouve la stupidité de la constructions de nouvelles centrales. Elles sont inutiles, et un fourvoiement qui n'a pas lieu d'être.

« EDF en a vraiment peur, confie-t-il. Sous l'angle "si c'est possible, alors les gens vont se dire que c'est souhaitable". La filière aurait clairement voulu un message d'impossibilité. »

Il faut se rendre à l'évidence, désormais, il y a aussi un lobby du renouvelable.

« la gardienne du temple de l'orthodoxie énergétique » L'agence internationale de l'énergie a changé de braquet. Il faut dire que quand quasiment 100 % des pays du monde, hors France, se prononce pour le renouvelable, le poids de la France devient celle du vieillard radoteur à qui on dit "pépé, ta gueule !" (merci Fernand Reynaud).

Pour certains, la crise climatique est [dans les forêts](#), mais les forêts, en elles-mêmes posent question. La seule bonne manière de faire avec elles est de les laisser repousser SEULES.

Certains ont suivis mes conseils, et acheté un cerveau sur le bon coin, et se posent la question des [sécheresses récurrentes](#), notamment celle du début du XIV^e siècle.

A Paris, on parle de faire recouler la Bièvre. C'est petit jeu et facile, quand la ville aura été rasée.

NOUVELLES DU 30 JANVIER 2021

30 Janvier 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Apparemment, les pays avec hydroxychloroquine et sous [protocole Raoult](#) s'en sortent mieux que les autres. Non ???

C'est normal qu'il soit pas aimé ici, nul n'est [pro-fête](#) (je sais, c'est nul et déplorable, mais j'ai pas pu résister) en son pays.

[Oxford Street](#) se vide, un peu plus qu'hier et bien moins que demain. L'économie londonienne qu'aimait bien "l'Europe", est complètement morte. Le reste subsiste, mal, mais subsiste. Merci pour elle.

[Air Belgium](#) volera toujours. A la place des veaux, c'est le fret qui est en vogue.

[Ardèche](#), nouvelle économie : une station de ski est démontée. Exemple criant d'économie soviétique dépecée pour ses os.

[James Howard Kunstler](#) donne son avis. Heureusement qu'il n'était pas trumpiste. A la nuit de cristal des BLM et ~~anti~~ a succédé le pire, la dénonciation des parents par les enfants, de vrais [petits nazillons](#) qui ont honte d'être blanc, car "racistes" intrinsèquement. Ils feraient bien de regarder le test de Milgram, s'ils sont capables de comprendre. **Le vrai résistant, c'est celui qui résiste à l'opinion dominante.** On peut rajouter, comme dans les années 30, les [résultats massivement truqués](#). Dans les années 30 on s'était contenté de virer certains députés du Reichstag.

[6 attorney](#) généraux menacent Biden de poursuites, mais il s'en fout, il est incapable de comprendre.

[Le dollar](#) n'en a plus pour longtemps. De fait, il a déjà perdu 99 % de sa valeur de 1913.

[Les ouïnnieurs](#) de la nouvelle économie se bouffent entre eux. Il n'a pas fallu beaucoup de temps après l'élimination de Trump pour qu'ils se trucident... Eux aussi, ont des têtes de pas bien finis.

Cuba, [retour des boeufs](#) et chevaux de tirage. Fidel aurait dû autoriser les bio-carburants à base de canne à sucre.

Article sur le coronavirus, avec une [pensée profonde](#) : *"Cela en dit long sur l'incurie de nos gouvernants, mais cela en dit long aussi sur notre sentiment de supériorité : nous occidentaux serions intouchables, inattaquables, inébranlables"*, d'où droit-de-l'hommeisme, asile politique et leçons de morales à tout un chacun, sans compter, bien sûr l'immigration, promue par la gôche, à cause de notre évidente supériorité...

[Guillaume Bernard](#) : « Marine Le Pen à 48 % au deuxième tour en 2022 : désormais, elle capte l'électorat de la droite modérée ».

POUR LE PLAISIR...

1 Février 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Enfin, il y a un USAméricain qui a lu un livre d'histoire. Les soldats soviétiques recevaient des primes quand ils faisaient de la casse chez l'ennemi. Pour un pilote, descendre, de manière prouvée, un chasseur ennemi, c'était 1000 roubles, un bombardier 1500.

Pour ce qui est [des Talibans](#), pas besoin de verser des primes par les russes. Ils font d'abord ça (tuer les soldats US) pour le plaisir, ensuite, c'est l'engin explosif qui est utilisé massivement. Et puis, pour ce qui est des primes, les dirigeants talibans, grâce à l'opium n'en manquent pas, ils ne manquent ni d'armes, ni d'argent. Merci à la CIA.

Pour ce qui est des talibans, c'est un simple sigle. ceux de 2000-2001 n'existent plus, le mouvement est un mouvement, (comme le KKK), né (vers 2005-2006) de l'occupation militaire dure, inhumaine et stupide, comme savent si bien le faire les USAméricains, comme celui qui avait enflammé les croix dans le sud.

Ce qui crée les talibans, c'est ce qui a créé le KKK. L'occupation militaire. Et les talibans, comme le KKK faisait la guerre, à la manière du moyen âge. On évite l'engagement militaire, pour la moyenne-basse tension sans qu'elle discontinue. Philippe Auguste fit la guerre pendant 40 ans aux rois d'Angleterre-duc de Normandie, sans risquer la bataille. La bataille, c'est le jugement de Dieu. Finalement, il la risquât lorsqu'il ne pu faire autrement. En fait, il y eût deux batailles, une tombée dans l'oubli, celle livrée par son fils, à la [Roche aux Moines](#) (contre le roi d'Angleterre), et celle livrée par lui même à Bouvines, contre l'empereur d'Allemagne. La bataille, est pour celui qui a le vent favorable, la remise sur le tapis de tous ses gains.

On hésite donc vraiment, souvent, à la livrer. On préfère faire tomber les forteresses et place-fortes, les unes après les autres, sans grands combats. Typiquement la tactique KKK ou taliban.

[Le Harcèlement](#) peut aussi prendre la forme de désobéissance, suivant les pays. Ces magistrats qui vont au restaurant, fermé, cette fête dans un commissariat...

[William](#), lui se scandalise quand on lui met sur le dos l'épidémie. Il faudrait rappeler à ce petit rien, qu'il en a suffisamment fait et dit pour qu'on lui prête cela.

Lui, qui a 4 avions, un hydravion et 5 hélicoptères (pour les bagnoles on ne compte même pas), veut réduire la population humaine à 500 millions (pour sauver la planète ! Et son train de vie !) et est responsable de la mort de dizaines de vaccinés en Afrique, sans compter qu'il est le véritable boss de l'OMS.

Combat aussi homérique entre David et Goliath, Wall street et Main street, et main street, cette fois, a gagné.

Bien sûr ils ont "[colmaté la brèche](#)", mais c'est là le problème, ils ne savent jamais d'où viendra l'attaque. Et la passoire fuit de tous côtés.

Trump, à Mar a Lago, fait figure de martyr et de saint, les salopards de républicains traîtres qui l'ont vendus, sont vilipendés, et il n'y a aucun de leurs électeurs pour les défendre.

"l'ancien président est "bien plus populaire" que la députée Liz Cheney, qui est l'objet d'un feu nourri à cause de son vote en faveur de la mise en accusation de Trump."

On peut admirer : quand il parle, il met le bordel. Quand il se tait, il le met encore plus.

[Autrement dit](#), tout reste à faire tandis que la destruction du système de l'américanisme retoqué en bolcho-américanisme se poursuit à un bon rythme. Ainsi soit-il et, désormais, on peut constater que le

seul résultat tangible obtenu jusqu'ici est bien d'avoir suscité une radicalisation extrême des *Deplorables*, comme l'a constaté mademoiselle Palmeri, de *Politico*, ou, comme l'écrit Jim Quinn :

« *Leur classification et leur traitement de 75 millions d'Américains [ceux qui ont voté pour Trump] en soi-disant ennemis [transforment] ces citoyens en véritables ennemis.* »

Évidemment, les crétins pommadés démocrates n'ont rien compris au film. Ils font resserrer les rangs derrière lui, et même si les élites républicaines, souvent, le détestent, elles seront obligées de le défendre... Dans le combat, il n'y a pas de place pour la nuance. Seulement pour la ruse et les coups fourrés.

▲ **RETOUR** ▲

SECTION ÉCONOMIE



Vienne (Autriche): Des policiers enlèvent les casques et marchent avec le peuple contre les restrictions sanitaires !

Publié le 31 janvier 2021 à 23:46:06 / 11 commentaires / 1 130 vues

Vienne (Autriche): Des policiers enlèvent les casques et marchent avec le peuple contre les restrictions sanitaires! En France les policiers seront les derniers à avoir... Lire la suite



François de Closet: « Est-il normal de fiche en l'air la vie des futures générations pour sauver les plus de 80 ans ? »

Publié le 31 janvier 2021 à 23:07:22 / 7 commentaires / 655 vues

Il plaide pour un « auto-confinement » des seniors: François de Closets, 87 ans, veut protéger les jeunes. Il était l'invité d'Apolline de Malherbe sur... Lire la suite



Quand l'épidémie de Covid-19 détruit les classes moyennes...

Publié le 30 janvier 2021 à 21:51:51 / 2 commentaires / 633 vues

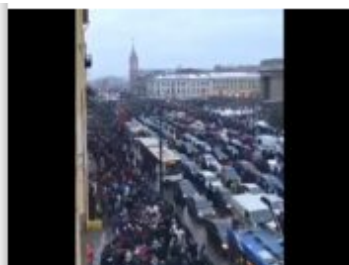
Alors que se clôture le Forum mondial de Davos, le rapport d'Oxfam sur « le virus des inégalités » met la lumière sur les dégâts sociaux de la Covid-19. Dans le... Lire la suite



Liban: mourir de faim ou du Covid-19, la colère gronde face à un confinement synonyme de pauvreté

Publié le 30 janvier 2021 à 13:00:07 / 2 commentaires / 460 vues

Face à un bond sans précédent des contaminations, les autorités libanaises ont imposé un confinement strict. Mais avec un niveau de pauvreté exacerbé depuis plus... Lire la suite



Manif anti confinement aux Pays Bas. L'oligarchie va lâcher, ils ne gagneront pas contre des peuples groupés et déterminés. Putain, les français, réveillez vous !

Publié le 30 janvier 2021 à 11:00:44 / 16 commentaires / 1 712 vues

Manif anti confinement aux Pays Bas. Une foule importante, immense?, manifeste. Ça pousse. L'oligarchie va lâcher, ils ne gagneront pas contre des

peuples groupés et... Lire la suite



TERRIBLE VIDÉO ! La Précarité des Etudiants est « En Marche » ! Hier soir à Paris, distribution alimentaire.... La file d'attente s'allonge... s'allonge...

Publié le 31 janvier 2021 à 16:33:38 / 22 commentaires / 1 351 vues

C'était hier soir à Paris, distribution alimentaire à des étudiants... Soirée après soirée, la précarité des étudiants ainsi que la file d'attente... Lire la suite



Récession record depuis la Seconde Guerre mondiale pour la France !

Publié le 1 février 2021 à 14:00:24 / 0 commentaire / 92 vues

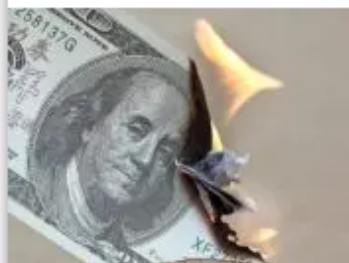
Il n'y a pas de surprise dans cette information qui reprend les statistiques dramatiques de notre économie avec une récession de 9 %, des finances publiques dans le rouge... Lire la suite



La dépréciation monétaire est une arnaque vieille de 2000 ans... Et ça marche encore !

Publié le 1 février 2021 à 08:00:02 / 2 commentaires / 429 vues

Les gouvernements ont plus d'un tour dans dans leur sac pour voler l'argent des citoyens. La façon la plus simple est de déprécier la monnaie. Les gouvernements... Lire la suite



L'hégémonie du dollar est sur le point de prendre fin !

Publié le 1 février 2021 à 06:00:19 / 0 commentaire / 265 vues

Je doute que les États-Unis parviennent à maintenir l'hégémonie du dollar à long terme, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, il est peu probable que les... Lire la suite



Charles Sannat: « Restructuration ! Comment nous allons être restructurés et ce ne sera pas agréable... »

Publié le 31 janvier 2021 à 23:14:58 / 1 commentaire / 915 vues

Restructuration ! Un mot que l'on va voir souvent, de plus en plus souvent même et un mot aux conséquences souvent très désagréables. Restructurations des... Lire la suite



Egon Von Greyerz: « Joe Biden va détruire le dollar ! »

Publié le 30 janvier 2021 à 21:55:18 / 22 commentaires / 2 075 vues

Si le président Joe Biden veut sauver l'économie américaine, sa première mesure ne devrait pas être d'imprimer des milliers de milliards de dollars de... Lire la suite



Pourquoi les marchés finiront-ils définitivement par craquer ?... L'analyse de George GAMMON

Publié le 30 janvier 2021 à 17:00:20 / 1 commentaire / 889 vues

Que nous dit George Gammon ? En résumé et pour faire simple, son analyse le conduit à penser que les marchés finiront définitivement par craquer à la hausse sous le... Lire la suite



De plus en plus de restaurants ouvrent « clandestinement » à Paris accueillant le plus souvent les clients dans leur arrière-salle.

Publié le 30 janvier 2021 à 12:00:36 / 11 commentaires / 586 vues

De plus en plus de restaurants ouvrent « clandestinement » à Paris accueillant le plus souvent les clients dans leur arrière-salle. De plus en plus de



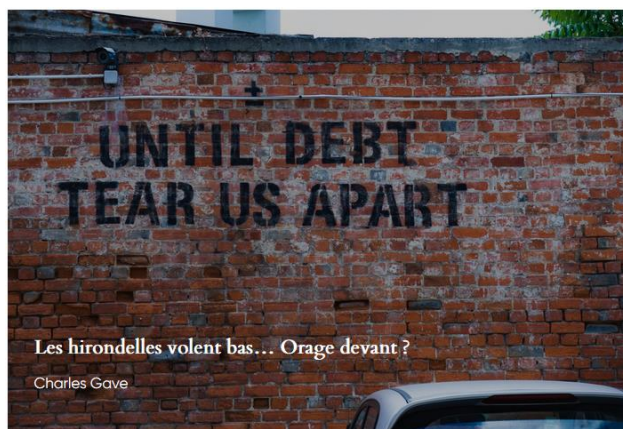
Crise Économique 2021: Voici ce qui risque de se produire

Publié le 30 janvier 2021 à 08:00:33 / 6 commentaires / 1 589 vues

Vous voulez savoir ce qui risque de se produire dans l'économie cette année ? Découvrez dans cette vidéo tous ce que vous devez savoir sur la crise économique et... Lire la suite

Les hirondelles volent bas... Orage devant ?

[Charles Gave](#) 1 February, 2021 Institut des Libertés



Comme chacun le sait, les marchés financiers ont été créés dans le but de rendre le maximum de gens le plus malheureux possible, le plus souvent possible, et ils remplissent parfaitement leurs missions. Ce mois-ci, je fête

mon cinquantième anniversaire d'observation des marchés financiers, c'est vous dire si j'en ai pris des claques.

En ce qui me concerne cependant, depuis cinquante ans, je suis fasciné par leurs capacités à faire n'importe quoi à court terme mais à avoir toujours raison à long-terme et du coup, depuis un demi-siècle, je m'échine à essayer de comprendre ce qu'ils sont en train d'essayer de me dire, ce qui revient à séparer les bruits sans importance de la réalité profonde qu'ils s'essaient à mesurer.

Et très sincèrement, je pense que les marchés financiers ont la plupart du temps une espèce de petite musique, fort agréable à entendre, qui ressemble un peu au printemps de Vivaldi, **quand tout va bien**. Mais de temps en temps, la musique change et se met à ressembler à l'été du même Vivaldi quand un orage se met à gronder au fond de l'horizon.

Et aujourd'hui, je me mets à entendre des roulements de tonnerre quelque part dans les profondeurs et du coup, je commence à avoir encore plus la trouille que d'habitude (cela fait cinquante que je vis en ayant peur tout le temps) et je commence à me dire que je vais à nouveau en prendre plein la tête, ce qui à mon âge devient de plus en plus douloureux.

Comme je me méfie autant de mon intuition que de celle de toute autre personne, je me précipite donc sur un certain nombre d'outils qui, **dans le passé**, m'ont permis de limiter les dégâts pour vérifier si certains de ces instruments ne seraient pas en train de se détériorer, ce qui confirmerait mon intuition.

Et il y en a trois qui me donnent du souci.

Première constatation : Le RENDEMENT sur le 10 ans Italien MONTE, de peu certes, mais il monte.

Première mauvaise nouvelle: les Taux d'interets Italiens a 10 ans montent...



Et s'il y a une chose que je sais c'est que l'Italie ne PEUT supporter la moindre hausse des taux...

Et donc j'ouvre mon journal pour savoir ce que se passe chez notre sœur Latine et j'apprends que le premier ministre Conte vient de donner sa démission. Qui est monsieur Conte ? Pour faire simple, un pantin qui a été mis là par les habituels Kisling Italiens aux ordres de Bruxelles pour empêcher monsieur Salvini et les « Fratelli », les populistes, d'arriver au pouvoir.

Or aussi bien les Fratelli que Salvini et sa Ligue veulent sortir l'Italie et de l'euro et de l'Europe, ce qui est à peu près la seule chance de sauver non seulement l'économie Italienne mais aussi le peuple et la Nation.

Bien entendu, tout le monde me dit que monsieur Conte, avec l'aide du Président de la République, Sergio Mattarella, vieux routier de la Démocratie Chrétienne, va trouver une solution qui prolongera l'agonie de l'Italie jusqu'à la date limite des élections en Mai 2023.

Mais qu'est qui se passera si messieurs Conte et Mattarella ne trouvent pas assez de coquins à débaucher ?

Eh bien, nous aurons des élections en Mars 2021, c'est-à-dire demain, Salvini aura une élection de maréchal et les taux Italiens exploseront à la hausse, ce qui forcera l'Italie à sortir de l'Euro, et donc de l'Europe, ce qui devrait créer de légers remous.

Si ce scénario venait à se passer, la BCE n'aurait plus aucun pouvoir, tout le monde retournerait à sa monnaie nationale (enfin une bonne nouvelle) et les banques centrales nationales devraient prendre le relais tandis que madame Lagarde irait s'inscrire au chômage. La quasi-totalité des banques devrait être nationalisées, ou plutôt, les banques qui sont déjà officieusement nationalisées le deviendront officiellement et l'indice des banques européennes cotées en bourse tendra vers zéro.

Vérifions cet indice qui se trouve être mon DEUXIEME marqueur (voir le graphique plus bas).

- Depuis le début de la grande crise financière de 2008, il est en baisse de... 82 %, alors que les banques américaines sont en hausse de 10 % depuis la même date. L'Euro a complètement détruit le système bancaire européen.
- L'année dernière, pendant la panique du premier trimestre, il a baissé de 50 % en quelques jours. Après l'intervention des gouvernements et des banques centrales, il est remonté de 50 %, ce qui le laissait quand même en baisse de 25 % sur le début de l'année, et là, depuis une semaine, il vient de rebaisser de 12 %.
- Il faut à ce point que le lecteur sache que la baisse de cet indice a **toujours** accompagné ou précédé toutes les petites ou grandes crises financières qui se sont produites depuis 1996, date de sa création. Le voir se ratatiner à nouveau n'est pas bon signe. Si la baisse continuait dans les jours qui viennent, ce serait très, très inquiétant.

Et là, il faut peut-être réfléchir un peu. Les prochaines élections générales en Italie auront lieu au plus tard le 23 Mai 2023.

L'Italie est en train de plonger dans une nouvelle récession, comme la France et l'Espagne d'ailleurs. La situation est désespérée, le niveau de vie moyen a baissé de 20 % depuis l'arrivée de la monnaie commune, la population Italienne le sait, et comprend fort bien que la seule possibilité est de sortir de l'Euro, sinon tout est foutu. Je ne vois aucune raison pour laquelle l'économie Italienne irait mieux d'ici deux ans, bien au contraire.

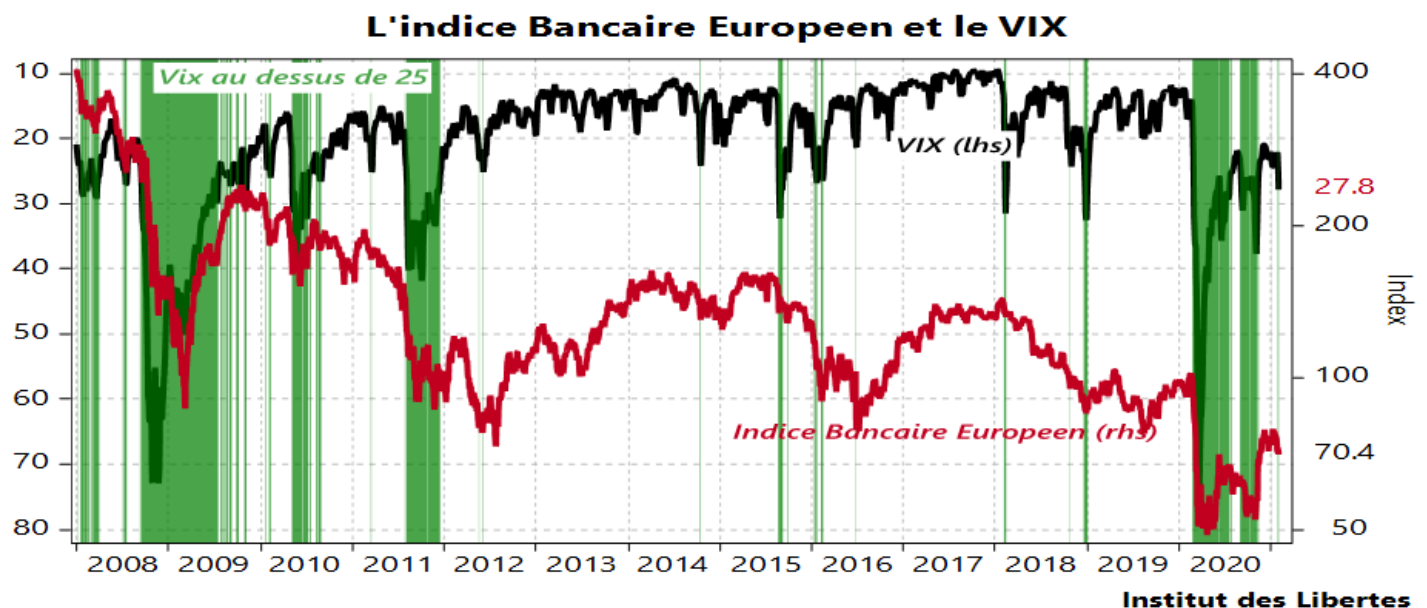
Pour la classe technocratique responsable du désastre, attendre 2023, c'est garantir un triomphe de Salvini en 2023, et ils le savent.

Avaler la pilule **maintenant**, c'est **peut-être** limiter le triomphe des populistes et les rendre responsables du désastre financier pan-européen qui accompagnera la sortie de l'Italie. Et, divine surprise, si Salvini avait une faible majorité, « on » pourrait essayer de le virer grâce à une nouvelle « combinazione » avant que Salvini ait eu le temps de sortir de l'Europe. Et pendant la campagne électorale, avec l'aide de la BCE « on » pourra sans doute organiser une panique sur les obligations Italiennes qui amènerait à une absence de majorité pour le dirigeant populiste. Cependant, je ne doute pas une seconde que le peuple et les petits patrons Italiens qui sont à l'agonie (12 % du PIB Italien est produit par le tourisme, en état de mort clinique) ne poussent autant qu'ils le peuvent pour sortir aussi vite que possible du piège mortel dans lequel l'Euro les a enfermés. Entre être certainement ratatiné dans deux ans et être battu beaucoup moins sévèrement aujourd'hui, le choix va être dur pour les Eurocrates Italiens...

Est-ce que le lecteur dans ce monde-là, a la moindre envie d'acheter soit une banque soit une obligation en Italie en France ou en Espagne ? J'en doute quelque peu...et s'il le faisait, je ne pense pas qu'il gagnera beaucoup d'argent, car même si les banques ont baissé déjà de 82% depuis 2008, elles peuvent encore baisser de 100 %... Il risque de perdre beaucoup.

Et donc, pour la énième fois depuis 2009, ça commence à sentir le roussi dans la zone Euro... mais, comme le lecteur le sait, à chaque fois, la BCE, la banque centrale de Chine et la Reserve Fédérale aux USA sont intervenues comme des folles, en violant tous les traités et toutes les pratiques bancaires normales pour sauver le soldat Euro. Cette fois ci cependant, la Chine ne sera pas là.

Et donc, pour préciser mon jugement, je vais me servir d'un TROISIEME outil, le **VIX sur le S&P 500** qui est littéralement un « trouillomètre » calculé seconde par seconde en prenant en compte la variation du prix des options nécessaires pour se couvrir en cas de risque de baisse aux USA. J'épargne aux lecteurs la façon dont cet outil est calculé car cela ne rajouterait rien à l'analyse. L'idée ici est de vérifier si la panique européenne est en train de se propager à Wall Street.



Voici le graphique de cet instrument (en noir, échelle de gauche INVERSEE), auquel j'ai joint le graphique de l'indice des banques de la zone euro (en rouge, échelle de droite).

Le VIX, le trouillomètre, c'est donc la ligne noire, échelle de gauche. Quand tout va bien, le VIX se balade entre 10 et 20. Quand il passe au-dessus de 20, il faut commencer à surveiller le bête. Si la température monte au-dessus de 25, enfiler son gilet de sauvetage est recommandé. Si elle monte au-dessus de 30 ; faire des mouvements discrets vers la chaloupe la plus proche s'impose. Nous sommes à 33.5 au moment où j'écris ces lignes...

Le lecteur avisé remarquera que **toutes** les hausses du VIX au-dessus de 25 (périodes hachurées vertes sur le graphique) ont été accompagnées -ou précédées- de violentes baisses **sur l'indice des bancaires européennes**, ce qui semble bien confirmer mon analyse que, depuis 2009, le marché de New-York a peur d'un drame bancaire en Europe.

Et qu'est que je constate aujourd'hui ?

1. Que les taux Italiens commencent à monter.
2. Que les valeurs du secteur bancaire se viandent.
3. Que le VIX aux usa est en train d'exploser à la hausse.

Si je rajoute à tout cela que l'économie Italienne est en train de s'effondrer à nouveau et que l'Italie sortira de l'Euro de toutes façons dans deux au plus, parce qu'il n'y a pas d'autre solution, je me dis que mon conseil d'avoir zéro obligations, zéro cash, aucune action en Europe qui ait quoique ce soit à voir avec les gouvernements dans la zone euro, le minimum syndical de revenus fixes aux USA et tout le reste en Asie et en or me paraît de plus en plus avoir été la bonne recommandation.

Conclusion.

- Cela fait vingt ans que l'Euro détruit l'Europe de la diversité que j'aimais pour essayer de la remplacer par un monstre technocratique que les peuples rejettent à chaque fois que l'on a demandé leur avis. Pour maintenir ce Frankenstein en vie, « on » a détruit non seulement toutes les économies du Sud de l'Europe mais aussi les systèmes bancaires locaux et une grosse partie du potentiel industriel dans le Sud.
- Le Covid a accéléré le désastre en montrant à quel point "ils" étaient incapables de prendre la moindre décision et a été le moment « Tchernobyl » de Bruxelles.
- Du coup, nous sommes dans une situation où il n'y a plus ni prix de marché pour le capital, ni prix de marché pour le taux de change, ni prix de marché pour l'énergie. Nous ne sommes plus dans un monde d'économie libre mais dans un monde Kafkaïen d'économie dirigée par des fous qui ont un « projet politique » que les peuples rejettent de plus en plus violemment.
- Et nous en avons encore pour deux ans, sauf si un accord ne peut être trouvé dans les jours qui viennent pour un nouveau gouvernement Italien qui n'aura de fait **aucune** légitimité, ou si les Français, ou peut-être les Grecs rejettent ce monstre aux oubliettes de l'histoire avant les Italiens, ce qui est peu probable mais pas impossible.

Et donc pour moi, depuis 2010, je **sais** que la prochaine grande crise financière commencera en Europe et non pas ailleurs.

Ce que **je ne sais pas** c'est si les grondements actuels sont les prémisses de cette crise qui pourrait s'accélérer violemment dans les jours qui viennent, ou s'il s'agit encore une fois d'une fausse alerte.

Mais je sais que cette crise aura lieu dans les deux ans.

▲ RETOUR ▲

Récession record depuis la Seconde Guerre mondiale pour [tous] la France !

par [Charles Sannat](#) | 1 Fév 2021



Il n'y a pas de surprise dans cette information qui reprend les statistiques dramatiques de notre économie avec une récession de 9 %, des finances publiques dans le rouge écarlate et une hémorragie financière.

Nous n'avons en aucun cas les moyens financiers d'une troisième confinement.

Bonne nouvelle, du côté de l'Espagne, où depuis quelques jours, malgré l'absence de confinement le nombre de cas confirmés est ... en baisse !!!

Pourvu que nous vivions la même chose.

Charles SANNAT

La France subit une récession record depuis la Seconde Guerre mondiale

L'économie française a subi une récession massive en 2020 sous le coup de l'épidémie de Covid-19, avec une chute du produit intérieur brut (PIB) de 8,3%, selon une première estimation publiée vendredi par l'Insee, qui est toutefois moins mauvaise que ce qu'anticipait l'institut.

L'Insee prévoyait en effet un plongeon du PIB d'environ 9%, mais l'économie française a mieux résisté au deuxième confinement à l'automne, avec un recul du PIB de 1,3% sur le seul dernier trimestre, pénalisé surtout par la chute de la consommation des ménages tandis que l'investissement et le commerce extérieur se sont redressés.

Le gouvernement tablait lui sur une chute du PIB de 11% en 2020, même si le ministre de l'Economie reconnaissait qu'il s'agissait d'une prévision prudente.

Durant ce deuxième confinement, la perte d'activité a été «bien plus modérée que celle constatée lors du premier confinement de mars-mai 2020» et sur le dernier trimestre, le PIB «est inférieur de 5% à son niveau un an auparavant», souligne l'Insee.

La consommation en baisse

La consommation a ainsi de nouveau baissé «fortement» de 5,4% sur la période, en raison des fermetures de commerces, après un rebond de 18,2% au trimestre précédent. A l'inverse, l'investissement a poursuivi sa reprise, en hausse de 2,4%.

Par ailleurs, les exportations ont augmenté davantage que les importations pour le deuxième trimestre consécutif (+4,8% pour les premières contre +1,3% pour les secondes), ce qui fait que le commerce extérieur contribue positivement à l'évolution du PIB au dernier trimestre.

Après une croissance de 1,5% en 2019, l'une des plus importantes de la zone euro, l'année 2020 sera celle d'une récession record pour la France depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'épidémie de Covid-19, en poussant le gouvernement à stopper ou restreindre fortement l'activité économique pour endiguer les contaminations, s'est notamment traduite par une chute de la consommation des ménages de 7,1% sur l'ensemble de l'année.

L'investissement a lui reculé de 9,8%, quand les exportations ont plongé de 16,7% et les importations de 11,6%, au cours d'une crise qui a fortement perturbé les échanges commerciaux.

Source Agence de presse Russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

▲ RETOUR ▲

« La vraie question ? Qui paiera et quand ? Le JT du Grenier »

par [Charles Sannat](#) | 1 Fév 2021



https://www.youtube.com/watch?v=9UDjfwrhW_Y&feature=emb_logo

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Il n'y a aucune crise gratuite.

Il n'y a rien de gratuit en ce bas monde.

Il n'y a rien que l'on ne paye pas.

La vraie question, celle qu'il faut toujours se poser c'est qui paiera, quand il paiera et de quelle manière il paiera.

Une des manières tient en un mot. Restructuration.

Restructuration !

Un mot que l'on va voir souvent, de plus en plus souvent même et un mot aux conséquences souvent très désagréables.

Restructurations des entreprises qui se terminent inmanquablement par des licenciements.

Restructurations de la dette des Etats qui se terminent inmanquablement par des défauts sur les dettes, la ruine des épargnants, la hausse des impôts et de la fiscalité sans oublier celle du chômage et de la précarité.

Alors je vous livre ici la vision du G30, ce comité de grands mamamouchis internationaux qui éclairent les dirigeants au pouvoir en leur expliquant que faire.

Il y a beaucoup de choses passionnantes dans ce rapport, qui est assez bien fait, et qui ne nous augure pas des lendemains qui chantent. Il faut dire, qu'il n'y a jamais rien de gratuit dans la vie, et que l'argent gratuit n'existe pas.

Tout finit par se payer. La vraie question est qui paiera et quand ?

Votre dossier spécial STRATEGIES « [Comment restructurer le monde](#) » est en ligne dans vos espaces lecteurs. Pour les abonnés vous pouvez y avoir directement accès [ici en téléchargement](#).

Pour ceux qui ne sont pas encore abonnés à la lettre Stratégies et qui veulent aller plus loin, anticiper sur ce qu'il va se passer pour prendre les bonnes décisions, aussi bien professionnelles que patrimoniales, [tous les renseignements se trouvent ici](#).

Pour tout le monde, vous trouverez ci-dessous la vidéo du JT du grenier consacrée à ce rapport passionnant rendu par Draghi ancien gouverneur de la BCE et par Rajan, l'ancien gouverneur de la banque centrale d'Inde ! Bon visionnage, abonnez-vous à la chaîne YouTube et partagez sans modération.

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

▲ RETOUR ▲

Les milliards « magiques » de la dette française qui ne « coûtent rien » !!

Surprenant article du magazine Challenges qui nous explique que nous avons « *des milliards magiques, qui ne sont pas douloureux, les Etats ayant la possibilité de s'endetter à bas coût. Ainsi, alors que la dette est passée, en France, de 100 à près de 120 % du PIB, le coût de l'emprunt n'a jamais été aussi faible. Pourquoi se priver ?* »

Oui... pourtant le journal précise à toutes fins utiles et il a bien raison que...

« Comme pour les personnages de Tex Avery qui continuent de courir au-dessus du vide, un jour, il faudra bien atterrir ! Plus ou moins brutalement. Et a priori rembourser la dette. Mais elle est tellement colossale que certains économistes préconisent de la sanctuariser, de la geler... Et les politiques se sont engouffrés dans la brèche » .

Certes, on peut cantonner, mais cela ne changera rien au fait qu'il faudra payer... ou restructurer la dette.

Soit on paye, soit on ne paye pas !

Pour rembourser en monnaie de singe via l'inflation créée par la planche à billets, il faut soit avoir sa souveraineté monétaire et donc sortir de l'euro, soit négocier avec l'ensemble de nos partenaires de la zone euros, de monétiser nos dettes via la BCE.

Nous n'y sommes pas encore.

Donc en l'absence d'accord avec tous les autres membres de la BCE ou en l'absence de Frexit, il nous faudra payer la dette ou faire faillite.

Autant dire que nous paierons la dette.

Autant vous le dire.

Ce sera très douloureux.

Il n'y a pas d'argent gratuit.

Charles SANNAT Source [Challenges ici](#)

Biden: laquais des big techs?

Par [Michel Santi](#) janvier 27, 2021



C'est depuis le second mandat Clinton que les Etats-Unis n'ont plus rien entrepris de sérieux contre l'hyperconcentration du pouvoir des entreprises et les monopoles. Souvenons-nous de la bataille anti-trust menée fin des années 1990 par le Département de la Justice US contre Microsoft. De fait, les administrations George W. Bush, Obama, et Trump ont toutes opéré, par la suite, selon le schéma néolibéral classique ayant favorisé à outrance la consolidation de ces pouvoirs. Dans un premier temps, des groupes comme Goldman Sachs, News Corp, Citibank, Tyson Foods, Walmart, Koch Industries, Monsanto, Boeing et Pfizer ont confisqué à leurs profits l'essentiel de l'économie américaine, contribuant notablement à la toute-puissance chinoise qui leur a progressivement racheté et leur technologie et leurs usines. Puis ce fut, dès les années 2008-2010, la mainmise définitive sur la vie des citoyens américains et du monde de Google, Amazon, Apple, Facebook et de quelques autres qui parvinrent à largement dépasser leurs concurrentes en exerçant une domination absolue sur les plateformes que celles-ci devaient utiliser pour y faire affaire.

Car, ne nous y trompons pas, Barack Obama a complètement raté l'occasion qui s'offrait à lui à la faveur de la crise de 2008 de saper ces monopoles et de mettre en place des mesures structurelles protégeant contre la férocité de ces quelques cannibales. Ce faisant, ce qu'arçon s'arrogea littéralement le droit de vie et de mort sur la vie économique – et sur la vie tout court – puisqu'il put progressivement capturer l'ensemble des moyens de communication de la vie quotidienne. Développée lors de mes précédents articles sous l'angle historique, cette problématique de concentration extrême des pouvoirs et des richesses sous-tend en réalité – voire conditionne – la vie politique américaine depuis plus de 10 ans, et de manière intense. C'est grâce à son discours contre les monopoles agricoles qu'Obama put remporter en 2008 le caucus de l'Iowa qui le propulsa sur le devant de la scène. De même, c'est son échec à tenir parole et bien-sûr le sauvetage avec les fonds publics des plus importantes banques du pays qui attisèrent la colère publique. C'est donc cette collusion entre l'exécutif et les pouvoirs privés qui fut le terreau de l'émergence du Tea Party en 2010 et d'Occupy Wall Street en 2011. Comme c'est cette même colère populaire qui ouvrit la voie à la montée en puissance en 2016 du phénomène Sanders et à l'élection de Trump en novembre de cette année.

Il va de soi que ces ressentiments populaires furent largement exploités politiquement par les deux partis US, car Trump doit la nette augmentation des suffrages exprimés en sa faveur lors de la dernière élection Présidentielle à sa dénonciation des Démocrates présentés comme les servants de Wall Street et des géants technologiques. Le Parti Démocrate surfe également bien opportunément sur cette vague puisque la majorité de

ses candidats aux dernières primaires emboîtèrent le pas à Elizabeth Warren qui stigmatise très efficacement, à force d'une argumentation circonstanciée, la menace fondamentale contre les Américains et leur démocratie constituée par ces concentrations extrêmes des pouvoirs économiques qui faussent et qui même cassent toute compétition.

Il est donc regrettable que, dans le cadre de sa nouvelle équipe chargée d'élaborer la politique anti monopoles, le nouveau Président américain se soit entouré des mêmes personnes ayant échoué à traiter de cette question cruciale sous Obama, qu'il ait cédé à la facilité d'écouter les voix prévisibles de celles et ceux partant du principe que cette mainmise ne représentait qu'une menace bénigne pour les USA. Nombre de Républicains attaquent d'ores et déjà Biden et sa nouvelle administration, le taxant de ne faire que perpétuer la politique pro-Google et pro banques d'Obama, et le dépeignant d'«hologramme des techs». Il y donc fort à craindre que les GAFA n'aient trouvé un nouvel allié à la Maison Blanche.

▲ RETOUR ▲

WallStreetBets : game over pour la finance

Par Franky Bee. 1 février 2021 Contrepoints.org



L'affaire GameStop pourrait bien déboucher sur un game over pour un système qui n'a eu de cesse de repousser les limites du raisonnable en mettant systématiquement sous le tapis tous les problèmes économiques et financiers.

Alors que nos médias franco-centrés avaient le regard tourné vers l'Élysée et Matignon, guettant les éventuels signaux avant-coureurs d'un troisième reconfinement, la planète finance était frappée par un événement d'une ampleur exceptionnelle.

En quelques jours, des groupes de milliers, voire millions, d'internautes, regroupés sous la bannière « WallStreetBets » – ou tout simplement « WSB » – ont mis la bourse américaine en ébullition. Et le symbole de cette action initiée à travers des groupes de discussion sur des plateformes telles que Reddit ou Discord, a été l'explosion à la hausse du cours de [l'action GameStop](#).

[GameStop](#) est une société bien connue outre-Atlantique, exploitant depuis les années 1980 une chaîne de magasins spécialisés dans les jeux-vidéo. Une activité de moins en moins rentable du fait de la montée en puissance du commerce en ligne et du *streaming*, ayant lentement conduit l'entreprise aux portes de la faillite, et avec pour couronner le tout une crise du Covid-19 qui est venue frapper de plein fouet l'ensemble des commerces physiques dits « non essentiels ».

En clair, l'action GameStop est devenue une cible privilégiée pour des fonds d'investissement spécialisés dans la vente à découvert (les fameux *hedge funds*), tels que Point72 ou Melvin Capital.

Mais l'environnement boursier a quelque peu changé depuis mars 2020, avec l'arrivée massive de particuliers sur les marchés, fortement encouragés à investir par certains gouvernements et banques centrales prêts à tout pour faire remonter les indices. Jusque-là plutôt dociles, certains de ces particuliers ont subitement pris le parti de s'attaquer aux positions vendeuses des fonds spéculatifs, en faisant remonter violemment les cours d'actions comme GameStop via un effet de meute, afin de forcer les fonds à racheter en catastrophe leurs positions.

De manière inédite, les courtiers en ligne sont intervenus (de leur propre gré ou non), limitant les achats sur certaines valeurs, voire liquidant carrément les positions de certains particuliers à leur insu. C'est notamment le cas du plus célèbre d'entre eux, l'américain Robinhood, dont les mesures à l'encontre de ses propres clients ont mis le feu aux poudres.

Robin des Bois ou Shérif de Nottingham ?

Fondée en 2013, [la start-up Robinhood](#) a longtemps été perçue comme l'emblème de cette ruée vers la bourse des apprentis *traders* américains. Il faut dire que les fondateurs de l'application ont toujours tout fait pour apparaître comme une évidence auprès des néophytes des générations Z et Y : un service simple et moderne aux allures de Robin des Bois, offrant à chacun la possibilité d'avoir sa part du gâteau, et bien sûr totalement gratuit.

Mais vous connaissez sûrement ce vieil adage du monde de l'internet : « *si c'est gratuit, c'est que vous êtes le produit* ». Et le pot aux roses a vite été découvert, puisqu'en juin dernier le célèbre blog [Zero Hedge](#) révélait que le modèle économique de Robinhood consistait à revendre toutes les données des ordres de bourse de ses clients au géant Citadel.

Concrètement, à chaque fois qu'un particulier achète ou vend via Robinhood, Citadel aurait connaissance de son ordre avant tout le monde et pourrait donc passer devant lui (en jargon technique on parle de *frontrunning*). Tout cela s'opère à haute fréquence, et reste donc totalement invisible du commun des mortels, mais la conséquence pour le petit porteur est que quelqu'un pourrait s'être discrètement servi sur son prix d'achat ou de vente.

Si cette controverse n'avait visiblement pas refroidi les utilisateurs de Robinhood, la volte-face sur l'affaire GameStop a été perçue comme une trahison par la communauté des *néo-traders*. Pire, ceux-ci ont désormais le sentiment que tout est fait pour protéger les fonds d'investissement, et qu'il serait donc impossible de battre Wall Street à son propre jeu.

Cela étant, non seulement les mesures prises par les courtiers n'ont pas arrêté l'action des WallStreetBets – avec des achats en meute qui continuent à s'opérer sur un grand nombre de titres financiers, mais aussi sur les cryptomonnaies et les métaux précieux – mais en plus un mouvement de fronde assez inédit a émergé sur les réseaux sociaux, en opposition au système financier et à ses dirigeants.

On y retrouve évidemment ceux que l'on surnomme désormais les « Redditeurs », mais aussi une grande partie de la communauté de cryptos, des grandes figures de la Silicon Valley telles qu'[Elon Musk](#) ou [Chamath Palihapitiya](#) (qui n'ont jamais vraiment eu de sympathie vis-à-vis de Wall Street), des politiciens désireux de récupérer l'affaire avec d'un côté des partisans de l'ex-président Trump et de l'autre des membres de l'aile radicale du parti démocrate emmenés par Alexandria Ocasio-Cortez, et enfin tous les sceptiques vis-à-vis de l'action menée par les banques centrales depuis deux décennies.

« Il n'y a pas d'alternative »

Pour les autorités politiques et monétaires américaines, l'ironie est cruelle, car c'est via ces mêmes fonds spéculatifs que tout a commencé. En effet, la défaillance de LTCM en 1998 fut le premier d'une longue série de plans de sauvetage d'institutions financières en déroute, avec toujours l'impression donnée aux citoyens que

l'on distribue gratuitement de l'argent public à ceux qui ont contribué à créer les problèmes, tout en évitant soigneusement de sanctionner les personnes responsables et d'imposer des réformes de fond.

Mais le problème ne s'arrête pas là pour les gouvernements et banquiers centraux. En effet, tout semble avoir été fait depuis des années – et encore plus depuis mars dernier – pour inciter les ménages à investir massivement, au son de la rhétorique du « *il n'y a pas d'alternative* », corollaire du désormais célèbre « *quoi qu'il en coûte* ».

« Pas d'alternative » aux actifs risqués comme les actions et l'immobilier. De quoi justifier n'importe quel niveau de prix au motif que de toute façon les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, et que de toute manière on ne les remontera jamais.

« Pas d'alternative » non plus à l'[explosion de l'endettement public et de la planche à billets](#). Ce qui constitue une victoire par KO de la pensée post-keynésienne, sans véritable débat démocratique, et jetant aux oubliettes le concept de destruction créatrice.

Le problème de cette pensée est qu'elle a conduit les pays occidentaux à agir avec facilité, se satisfaisant de plans de sauvegardes massifs et non-sélectifs à répétition, au détriment de toute réforme sérieuse.

Dans la durée, ce type de politiques annule tout espoir de reprise durable de la croissance, avec pour uniques perspectives l'hyperinflation des actifs et un problème de perte de compétitivité qui ne cesse d'aggraver. Et alors même que la raison aurait dû conduire à utiliser de manière temporaire les facilités d'emprunt à taux bas pour engager une vraie restructuration de fond, tout en assumant la disparition d'agents économiques sans avenir.

Toutefois, [l'illusion monétaire](#) n'est pas un gadget sans conséquence. Si certains ont pu se gargariser de la hausse des prix des actifs, qu'ils soient financiers ou immobiliers, le souci est qu'une partie de plus en plus grande de la population se voit contrainte de participer à ce jeu absurde de la spéculation par crainte de tomber dans la pauvreté (en économie, on appelle ça la « peur de manquer »). D'où des comportements extrêmes comme ceux des WallStreetBets.

Frankenstein ou le Prométhée moderne

Pour résumer ce joyeux bazar fait de tweets et d'émoticônes, les autorités se retrouvent aujourd'hui dans la position de Victor Frankenstein, ayant créé un monstre qui menace de leur échapper et de tout détruire.

Dans son célèbre roman, Mary Shelley faisait dire à sa créature : « *Si je suis méchant, c'est que je suis malheureux. Ne suis-je pas repoussé et haï par tous les hommes ? Toi, mon créateur, tu voudrais me lacérer et triompher de moi ; souviens-t'en et dis-moi pourquoi il me faudrait avoir davantage pitié de l'homme qu'il n'a pitié de moi ?* »

C'est là le fond du problème. En se montrant méprisant vis-à-vis des boursicoteurs, le système économique et financier contribue à catalyser davantage les haines et l'envie d'en finir une bonne fois pour toutes avec Wall Street.

À ce stade, il ne semble plus y avoir de bonne solution pour les autorités de régulation, au premier rang desquelles se trouve la Réserve Fédérale américaine. Soit elles s'attaquent à ce problème de spéculation incontrôlée, et se voient alors contraintes de redonner une vraie valeur à la monnaie, entraînant *de facto* l'ensemble des prix des actifs à la baisse. Soit au contraire, elles continuent de laisser faire, et les phénomènes tels que WSB continueront inexorablement à prendre de l'ampleur ; jusqu'au chaos ?

Comme certains observateurs l'ont répété depuis plusieurs années, au point d'être accusés de complotisme, il est difficile voire impossible de faire marche arrière une fois que la boîte de pandore a été ouverte.

Autrement dit, l'affaire GameStop pourrait bien déboucher sur un *game over* pour un système qui n'a eu de cesse de repousser les limites du raisonnable en mettant systématiquement sous le tapis tous les problèmes économiques et financiers.

▲ RETOUR ▲



Le monopole de l'argent du gouvernement et la "grande remise à zéro"

Thorsten Polleit 1 février 2021 Mises.org



MISES WIRE

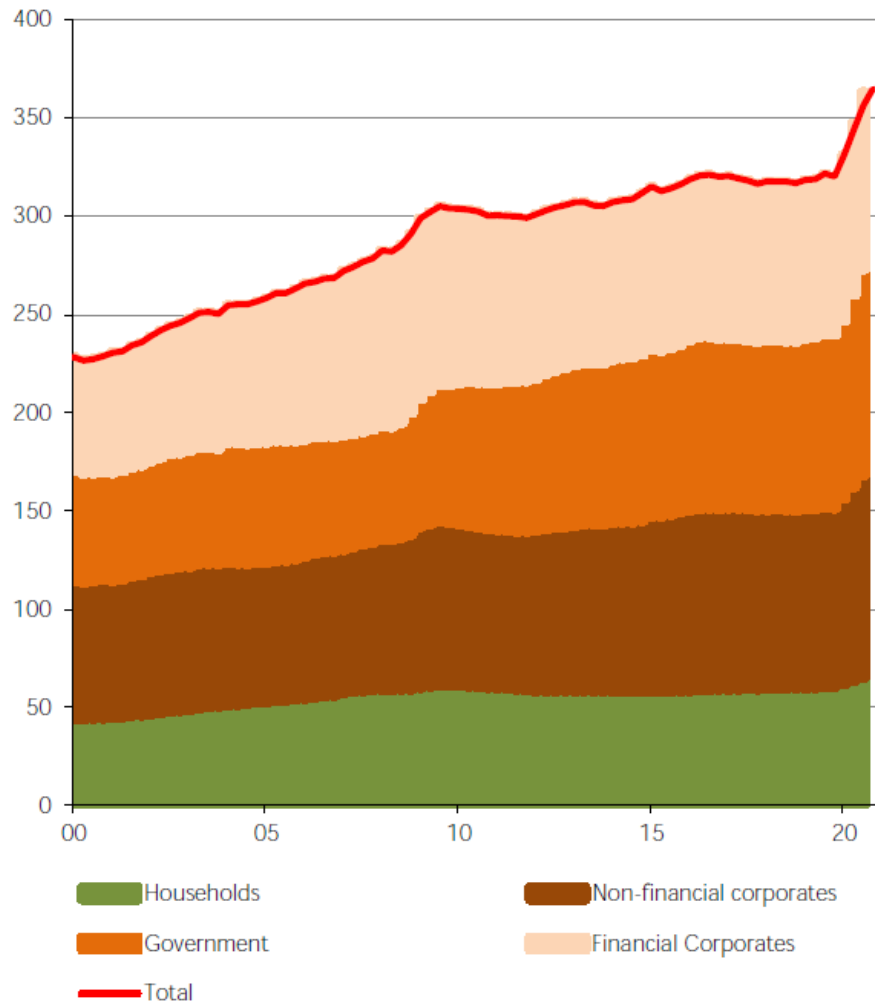


Le système de la monnaie de papier non adossée est un système économiquement et socialement destructeur - avec des conséquences économiques et sociales néfastes et de grande portée, au-delà de ce que la plupart des gens pourraient imaginer. La monnaie Fiat est inflationniste ; elle profite à certains au détriment de beaucoup d'autres ; elle provoque des cycles d'expansion et de ralentissement ; elle corrompt la moralité de la société ; elle finira par provoquer une crise majeure ; et elle conduit au surendettement.

L'Institute of International Finance (IIF) estime que la dette mondiale a atteint 277 milliards de dollars à la fin de 2020, ce qui représente un montant stupéfiant de 365 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. Comme le montre le graphique ci-dessous, la dette mondiale par rapport au PIB a augmenté ces dernières années, ce qui laisse penser que l'augmentation de la dette a dépassé la hausse du PIB. Cette accumulation de dettes excessives, la voie du surendettement, résulte d'un système de papier-monnaie non garanti.

Global debt soared to record high

Global debt in per cent of world GDP



Source: IIF; graph Degussa.

Latest data point: Q3 '20, estimate for total in Q4 '20.

En étroite collaboration avec les banques commerciales, les banques centrales abaissent artificiellement le taux d'intérêt du marché par l'expansion du crédit, ce qui augmente la masse monétaire. La consommation augmente et l'épargne diminue, tandis que les dépenses d'investissement augmentent. Dans l'ensemble, cela signifie que l'économie vit au-dessus de ses moyens. Alors que l'injection de nouveaux crédits et d'argent à des taux d'intérêt artificiellement bas provoque une première poussée de l'activité économique, cette poussée sera et doit être suivie d'un effondrement.

Tirer les leçons de la théorie autrichienne du cycle économique

La théorie autrichienne du cycle économique (ABCT) le souligne avec une logique rigoureuse. La raison en est qu'une fois que l'injection de nouveaux crédits et d'argent a fait son temps - après l'augmentation des salaires, la baisse du coût du capital, etc. - les taux d'intérêt du marché reviennent à leurs niveaux initiaux, c'est-à-dire aux niveaux qui prévalaient avant l'émission de crédits et d'argent de toutes pièces. Une fois que les taux d'intérêt du marché commencent à augmenter, le boom se ralentit et s'effondre.

La hausse des taux d'intérêt du marché incite les gens à réduire leur consommation et à accroître l'épargne à

partir de leurs revenus actuels. En outre, les nouveaux projets d'investissement qui sont considérés comme rentables en période de suppression artificielle des taux d'intérêt du marché s'avèrent non rentables. Les entreprises commencent à réduire leurs dépenses, à supprimer des emplois, à liquider des actifs. Aussi pénible que cela puisse être pour la plupart des gens, c'est le processus par lequel l'économie se débarrasse de la surconsommation et des mauvais investissements causés par le boom.

En règle générale, plus le fardeau de la dette d'une économie est élevé, plus sa dette par rapport aux revenus est importante, plus elle est problématique en cas de récession. D'une manière générale, une baisse de la production détériore la capacité des emprunteurs à assurer le service de leur dette. Cependant, une fois que la dette a atteint des niveaux relativement élevés, une récession peut amener les débiteurs à manquer à leurs obligations de paiement. En fait, elle peut provoquer l'effondrement de la pyramide de la dette, plongeant ainsi l'économie dans la dépression.

Les détracteurs de l'ABCT pourraient faire valoir que le système de papier-monnaie non garanti, malgré son niveau d'endettement élevé, ne s'est pas effondré lors de la crise de 2008-2009, ni lors de la crise de verrouillage imposée par la politique de 2020-21. Cela ne suggère-t-il pas que l'ABCT s'est trompé ? La réponse est non ; le point important ici est que lorsque l'on applique l'ABCT à des événements réels passés ou actuels, il est important de prendre en compte de manière appropriée les "conditions spéciales".

Une fois que cela est fait, il devient évident que les banques centrales ont pris le contrôle des taux d'intérêt du marché ces dernières années. Les taux d'intérêt du marché ne sont plus déterminés "librement" sur le marché, mais effectivement dictés par les autorités monétaires. En effet, les banques centrales peuvent empêcher les taux d'intérêt du marché d'augmenter - et c'est ce qu'elles font - ce qui signifie qu'elles perturbent en fait la force correctrice qui pourrait transformer le boom en crise, en maintenant le boom plus longtemps.

Cette politique a des conséquences qui doivent également être prises en compte. Lorsque les banques centrales interviennent avec succès sur le marché du crédit et parviennent à éviter l'effondrement, la mauvaise allocation de ressources rares se poursuit et s'aggrave encore, ce qui ajoute à l'ampleur et à la portée de la crise inévitable à l'avenir. Qui plus est, la politique monétaire consistant à empêcher une crise par tous les moyens permet aux forces anticapitalistes de détruire le peu qui reste du système de marché libre. Et c'est exactement ce qui se passe dans le monde entier.

Une vérité désagréable : l'État se nourrit des crises

La crise de verrouillage imposée par la politique a ralenti l'activité économique dans de nombreux pays du monde entier et, dans des cas extrêmes, l'a paralysée. La récession, les faillites d'entreprises et le chômage de masse en sont les conséquences. Entre-temps, les gouvernements - qui sont à l'origine de la catastrophe - sont "venus à la rescousse" : ils laissent leurs banques centrales placer des sommes toujours plus importantes sur les comptes bancaires des consommateurs et des producteurs.

En s'appuyant sur ce flux d'argent, un nombre croissant de personnes et de modèles commerciaux deviennent dépendants des aides gouvernementales. Il ne faut pas grand chose pour réaliser que tout ce processus fait clairement le jeu des milieux politiques qui veulent faire grandir l'État encore plus, repousser les éléments capitalistes restants dans le système économique et établir un régime collectiviste-socialiste - qu'il opère les basculements vers une véritable "transformation socialiste".

Lorsque les consommateurs et les hommes d'affaires reçoivent un soutien financier généreux du gouvernement, la résistance à une politique qui détruit de nombreuses entreprises et de nombreux emplois est fortement réduite par rapport à une situation où ceux qui souffrent de ces politiques gouvernementales ne reçoivent aucune compensation. En d'autres termes, en faisant fonctionner les presses électroniques, le pouvoir de l'État est considérablement accru au détriment des libertés civiles et de la liberté.

L'histoire montre que les situations d'urgence et les crises renforcent le pouvoir de l'État ; et aussi qu'il est très difficile de lui retirer le pouvoir une fois qu'il s'en est emparé. Et plus l'État devient puissant, plus il sera utilisé par des groupes d'intérêts spéciaux ingénieux - tels que le complexe militaro-industriel, la Big Banking, la Big Tech- comme nous l'expliquerait la théorie économique de la soi-disant recherche de rente.

Le problème de la démocratie oligarchique

Cette évolution s'accélère dans les démocraties, car les démocraties se transforment en oligarchies, comme l'affirme le sociologue Robert Michels (1876-1936). Pourquoi ? Dans les démocraties représentatives, des partis politiques se forment. Ces partis sont des organisations dirigées par les personnes les plus déterminées et les plus avides de pouvoir. Ils deviennent "l'élite oligarchique des partis" et sont en mesure de fixer leurs propres programmes, indépendamment de la volonté de la base du parti ou des électeurs.

Les différents groupes de l'élite oligarchique des partis commencent à travailler ensemble, ouvrant la voie à une "démocratie oligarchique", dans laquelle les quelques puissants règnent sur les nombreux impuissants. En d'autres termes : Michels affirme que l'idée de la démocratie est renversée. En fait, dans une démocratie oligarchique, il devient possible pour les "élites" politiques et commerciales de mener efficacement le jeu, en appliquant leur concept politique, économique et social favori avec des forces communes.

Dans ce contexte, les mots à la mode "Grande transformation", "Grande réinitialisation" et "nouvel ordre mondial" semblent être le fruit du travail des élites politiques et des entreprises d'aujourd'hui, destinées à remplacer le peu qu'il reste du système de marché libre et à mettre en place un système économique dit de commandement : Si l'institution de la propriété est maintenue dans son nom, c'est l'autorité centrale, l'élite du pouvoir, qui détermine ce que les propriétaires peuvent ou ne peuvent pas faire de leurs biens.

Dans un système économique de commandement, les élites oligarchiques des partis dicteraient effectivement ce qui est produit par qui, quand, où et à quel coût, et qui obtient quoi et quand à partir de la production ; et il suffit d'une étape assez petite et logiquement consistante pour transformer le système économique de commandement en socialisme pur et simple - où les élites oligarchiques des partis et leurs partenaires posséderaient effectivement les moyens de production. Mais le socialisme est une recette pour le désastre.

Nous devons mettre fin au monopole de l'argent de l'État

La productivité d'une économie planifiée, sans parler du socialisme à part entière, ne pourrait pas soutenir, nourrir, vêtir et loger une population mondiale qui compte actuellement environ 7,8 milliards de personnes. En fait, une économie dirigée ou un socialisme pur et simple signifierait la mort de millions, voire de milliards de personnes. Ludwig von Mises (1881-1973) l'avait déjà souligné en 1919 : Le socialisme est impossible, il conduit au chaos, à l'appauvrissement et à la perte totale de la liberté individuelle.

Et pourtant, les idéologues collectivistes-socialistes et leurs partisans, qui arment politiquement le "changement climatique" et, plus récemment, l'"épidémie de coronavirus", poussent très fort pour abolir complètement le système de marché (ou ce qu'il en reste) afin d'imposer à l'humanité un système économique dirigé, voire un régime socialiste. Bien qu'ils bénéficient du soutien d'un grand nombre de personnes, cela ne signifie pas que le socialisme est inévitable, comme les penseurs marxistes-socialistes veulent le faire croire à leur public.

Mises a compris que la coopération pacifique et productive entre les hommes aux niveaux national et international nécessite la propriété privée et une division du travail sans entrave, ou ce que cela signifie : le système de marché libre, ou le capitalisme. Il a également souligné que la société ne vit et n'agit qu'en fonction des individus, et qu'il est dans l'intérêt de chacun de défendre le système de marché libre. Mises en évidence dans le Socialisme (1951) :

La société... a été créée par l'homme. La question de savoir si la société continuera d'évoluer ou si elle se désintégrera est dans le sens où la détermination causale de tous les événements nous permet de parler de libre arbitre entre les mains de l'homme. Que la société soit bonne ou mauvaise peut être une question de jugement individuel ; mais quiconque préfère la vie à la mort, le bonheur à la souffrance, le bien-être à la misère, doit accepter la société. Et quiconque souhaite que la société existe et se développe doit également accepter, sans limitation ni réserve, la propriété privée des moyens de production.

Dans ce contexte, il devrait être clair que le système de papier-monnaie non garanti n'est pas seulement une cause de crises, il est aussi l'instrument central de ces forces politiques - à savoir les élites oligarchiques des partis et leurs partisans - qui veulent renverser l'ordre économique et social existant et installer une dictature collectiviste-socialiste. Car si l'État n'était pas en mesure d'augmenter la masse monétaire à volonté, les gens ressentiraient tôt ou tard le coût réel des machinations de l'État.

Et une fois que les gens auront compris le coût réel de la transformation économique orchestrée politiquement pour leur propre vie et le bien-être de leur famille et de leur communauté, il s'ensuivra certainement une résistance susceptible de mettre fin à un système politique qui érode de plus en plus les libertés et les droits individuels. Mettre fin au monopole de l'État sur la production d'argent et permettre un marché libre de l'argent est peut-être la ligne de défense la plus efficace contre la tyrannie mondiale.

Le Dr Thorsten Polleit est économiste en chef de Degussa et professeur honoraire à l'université de Bayreuth. Il agit également en tant que conseiller en investissement.

▲ RETOUR ▲

L'incendie du nouveau Reichstag

par Jeff Thomas 31 janvier 2021



L'histoire s'avère être un indicateur fiable de ce qui se passera à l'avenir. La raison pour laquelle cela est si souvent vrai est que, à travers les âges, alors que la technologie n'a cessé d'évoluer, la nature humaine reste essentiellement la même.

En novembre 1932, les nazis avaient perdu beaucoup de terrain au Parlement, mais ils s'accrochaient toujours au pouvoir, même si c'était provisoirement.

Avec seulement un tiers des voix et une élection fédérale prévue pour mars 1933, les nazis ont dû faire face à une défaite face aux partis de gauche.

Puis, dans la nuit du 27 février 1933, des flammes jaillirent du Reichstag.

Le peuple allemand fut horrifié par l'incendie de son parlement.

Un homme a immédiatement été arrêté, que les nazis prétendaient être un communiste travaillant pour les partis d'opposition de gauche.

Le peuple allemand a appelé à un retour à l'ordre public.

Les nazis ont agi rapidement, en élaborant le "Décret du Président du Reich pour la protection des personnes et de l'État".

Cette loi abolit la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté de la vie privée. Elle a en outre suspendu l'autonomie des différents États allemands.

Les nazis ont été réélus lors de l'élection de mars et, par la suite, n'auront plus à se préoccuper de leur futur pouvoir. Le pouvoir absolu a été rapidement créé.

Donc, avancez rapidement jusqu'à Washington, D.C., en 2021 et nous avons une attaque sur le bâtiment du Capitole.

Dans les minutes qui ont suivi l'attaque, les médias télévisés ont diffusé des vidéos. (Les attaquants ont-ils commodément envoyé immédiatement des vidéos à CNN et MSNBC, s'incriminant eux-mêmes ? Cela semble douteux).

Un rapport a déclaré que "les centaines de manifestants, parmi lesquels des nazis et des tenants de la suprématie blanche, qui ont perpétré la tentative de coup d'État de la semaine dernière l'ont fait sous le prétexte que les allégations de Trump concernant la fraude électorale et le vol d'une élection étaient vraies".

Dans l'heure qui a suivi, les médias ont rassemblé les dirigeants démocrates, qui ont parlé d'une "tentative de coup d'État" et d'un "assaut inqualifiable" et ont appelé à "la destitution immédiate de Donald Trump et à sa révocation".

En outre, les mêmes dirigeants ont demandé l'expulsion des législateurs républicains qui "ont tenté de renverser l'élection", déclarant qu'ils "ont violé le 14e amendement".

Le 14e amendement stipule que "Nul ne peut être sénateur ou représentant au Congrès [qui s'est engagé] dans une insurrection ou une rébellion" contre les États-Unis.

Et une telle action contre M. Trump et ses partisans au Congrès serait tout à fait justifiable... si les accusations sont effectivement factuelles.

Et c'est là que nous nous heurtons à un petit problème.

Les demandes de révocation sont basées sur deux prémisses : premièrement, que M. Trump a incité à une attaque contre le bâtiment du Capitole, ce qu'il n'a pas fait. Il a appelé à une protestation, mais c'est tout. Il était

dans son droit de le faire.

Deuxièmement, les membres du Congrès qui soutiennent M. Trump doivent le faire pour soutenir son affaire de fraude électorale - en exigeant qu'elle soit entendue par les tribunaux, ce qui lui a été refusé.

Que nous considérions M. Trump comme le sauveur populiste ou comme un démon est sans importance. L'action demandée n'est pas justifiable au regard de la loi.

Mais tant que nous y sommes, nous pourrions mettre de côté, pour un instant, les reportages vitrioliques concernant l'attaque du Capitole et examiner les vidéos objectivement. S'agissait-il bien d'une tentative de coup d'État - des troupes hautement armées qui ont agi avec une précision militaire ?

Eh bien, non. En fait, les attaquants semblaient avoir été divisés en deux groupes. Les premiers semblent être de véritables partisans de l'atout, certains portant des tenues ridicules, errant sans but dans le Capitole et s'autodétruisant avec les gardes du Capitole. (Pas exactement votre force de frappe de guérilla).

Les seconds se sont plutôt comportés comme les groupes Antifa qui ont été engagés pour créer des émeutes dans une quarantaine de villes aux États-Unis en 2020. Ce dernier groupe a causé un léger désordre au Capitole, puis est rapidement parti, après que les vidéos aient été filmées au profit des médias.

Si nous ignorons la rhétorique des médias et que nous étudions les vidéos objectivement, nous voyons en fait deux groupes totalement différents entrer au Capitole. Les premiers sont clairement des partisans de Trump, qui, au pire, ont agi comme des vandales, brisant stupidement des vitres et pinçant le lutrin de Mme Pelosi tout en souriant pour des photos. Leur comportement ressemble plus à une fête de fraternité en état d'ébriété qui a dégénéré qu'à une insurrection.

Mais si le Congrès décidait de porter plainte contre eux, ils seraient légalement justifiés de le faire.

Le second groupe a manifestement eu une plus grande attention et a causé des troubles, des dommages matériels et corporels. Ces personnes, si elles peuvent être retrouvées, devraient également répondre de leurs actes, qu'elles aient été payées par l'une ou l'autre partie pour jouer leur petit drame d'amateur.

Ce à quoi nous avons assisté est en fait un acte de vandalisme mineur, exacerbé par le fait qu'il a eu lieu au Capitole. C'est bien peu en comparaison des nombreuses émeutes qui ont eu lieu aux États-Unis en 2020, avec l'incendie de véhicules et d'immeubles, voire la prise de contrôle de biens immobiliers publics et privés.

Mais cet incident a immédiatement été utilisé pour demander la destitution d'un président et de certains membres républicains élus du Congrès.

Immédiatement après les appels à la révocation, de nombreux autres membres républicains du Congrès se sont précipités vers les caméras pour déclarer qu'ils ne soutenaient en aucune façon M. Trump à ce stade, puis se sont retirés pour permettre à la foule de lynchage démocrate de faire le pire.

Ainsi, nous nous penchons à nouveau sur les événements qui ont suivi l'incendie du Reichstag.

Les gens sont choqués et effrayés. Il y a un appel à la loi et à l'ordre.

Les nazis ont agi rapidement, en abolissant la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté de la vie privée. Les nazis ont pris les pleins pouvoirs à partir de cette date et ont transformé l'Allemagne en un État collectiviste.

Aux États-Unis, le cahier des charges a été légèrement modifié.

Le président et les autres personnes qui plaidaient en sa faveur ont été réduits au silence par les médias sociaux. Les sympathisants du Congrès ont été menacés d'expulsion. Les médias conservateurs ont été attaqués. (La liberté de réunion et la vie privée ont déjà été décimées en 2020).

Le nouveau régime a désormais les pleins pouvoirs et l'observateur doit maintenant se demander ce que cela signifiera pour les quelques droits "inaliénables" qui lui restent et si sa chère Liberté ne sera bientôt plus qu'un souvenir.

Note de la rédaction : Economiquement, politiquement et socialement, les Etats-Unis semblent s'engager sur une voie qui non seulement est incompatible avec les principes fondateurs du pays, mais qui s'accélère rapidement vers une dégradation sans limite.

Dans les années à venir, il y aura probablement beaucoup moins de stabilité de quelque nature que ce soit.

▲ RETOUR ▲

Biden s'accuse de dictature

Brian Maher 28 janvier 2021



Nous savons de source sûre - la sienne - que le président Joe Biden est une menace pour la démocratie américaine...

De son propre aveu... il a exercé des pouvoirs dictatoriaux contraires aux prérogatives de sa fonction.

Candidat Joe Biden, octobre 2020 :

J'ai cette étrange notion. Nous sommes une démocratie. Certains de mes amis républicains, et certains de mes amis démocrates disent parfois "bien, si vous ne pouvez pas obtenir les votes, par décret, vous allez faire quelque chose". Vous ne pouvez pas le faire par décret, sauf si vous êtes un dictateur. Nous sommes une démocratie, nous avons besoin d'un consensus.

C'est comme ça. Quelles actions le président Biden a-t-il entreprises le 20 janvier 2021, son premier jour de mandat ?

Il est l'auteur de 19 décrets. Au septième jour... il en a rédigé 37.

Combien de décrets le Dictateur Trump a-t-il rédigés au cours de sa première semaine ? Quatre.

Combien M. Obama en a-t-il rédigé au cours de sa première semaine ? Cinq.

Bill Clinton en a écrit un... tandis que le fasciste George W. Bush n'en a écrit aucun.

Pourtant, ce Thomas Jefferson en a publié 37, soit près de quatre fois les décrets de l'exécutif des quatre présidents précédents... réunis.

Un coup de pouce pour la liberté ?

Qu'a précisément ordonné le chef de l'exécutif ?

A-t-il émis un décret autorisant à nouveau l'or et l'argent à avoir cours légal - comme le précise l'article I, section I, clause 1 de la Constitution des États-Unis ?

A-t-il promulgué un décret pour fermer le ministère de l'éducation ou une autre atrocité bureaucratique ?

A-t-il émis un décret pour équilibrer le budget ? Pour démanteler la Réserve fédérale ?

Autrement dit, a-t-il porté un coup au peuple américain ?

Il n'a rien fait de tout cela - nous avons examiné ses ordres.

Peut-être alors a-t-il ordonné une fête fédérale en l'honneur de Donald J. Trump ?

Là encore, la réponse est non. Il n'a rien fait.

"Je décrète"

Quel était alors le mandat du président ? Voici une liste partielle :

Exiger le port de masques, l'éloignement physique et d'autres mesures de santé lors de la visite d'une propriété fédérale...

Ordonnez au secrétaire intérimaire à l'éducation de suspendre les paiements et les recouvrements des prêts étudiants fédéraux et de maintenir le taux d'intérêt à 0%...

Étendre les protections des travailleurs fédéraux, notamment en mettant les agences fédérales sur la voie d'exiger un salaire minimum de 15 dollars pour les entrepreneurs...

Augmenter le montant des dépenses fédérales qui vont aux entreprises américaines et ordonner une augmentation du contenu national...

Définit le changement climatique comme une considération clé de la sécurité nationale et de la politique étrangère des États-Unis, établit un groupe de travail national sur le climat, suspend les nouvelles concessions de pétrole et de gaz naturel sur les terres publiques ou dans les eaux offshore "dans la mesure où elles sont conformes au droit applicable", fixe l'objectif de parvenir à un secteur de l'électricité sans pollution par le carbone d'ici 2035...

Exiger que tous les résidents d'un État soient comptés dans le recensement, quel que soit leur statut d'immigration...

Arrêter la construction et le financement du mur frontalier...

Révoque l'interdiction faite par le Pentagone aux personnes transgenres de servir dans l'armée...

Charge le secrétaire à la santé et aux services sociaux d'atténuer "le langage racial discriminatoire dans la description de la pandémie COVID-19", entre autres mesures.

Nous ne jugeons pas ici de la substance des directives du président. Peut-être fait-il l'œuvre du diable. Ou le travail des anges.

Mais fait-il le travail de M. Madison ? La Constitution des États-Unis donne-t-elle au président le pouvoir de promulguer ces décrets ?

L'article II de la Constitution

Nous sortons notre Constitution de notre poche de poitrine, où elle est stationnée en permanence - près de notre cœur.

Ainsi, nous sommes informés que l'article II limite les pouvoirs présidentiels à :

Signer ou opposer son veto à la législation. Diriger les forces militaires et navales. Demander l'avis écrit de son cabinet. convoquer ou ajourner le Congrès. Accorder des sursis et des grâces. Recevoir des ambassadeurs.

Où la Constitution autorise-t-elle le président à exiger le paiement des salaires des entrepreneurs fédéraux... à suspendre la production de pétrole sur les terres fédérales ou dans les eaux territoriales... à arrêter la construction et le financement d'un mur frontalier ?

N'est-ce pas là le travail du législateur ?

Nous le reconnaissons - nous sommes incapables des idées abstruses et nuancées du juriste.

Les "pénombres et les émanations" qui se dégagent du texte constitutionnel lui sont visibles. Elles nous sont invisibles.

C'est-à-dire que nous sommes incapables de distinguer l'article I de l'article II. Nous sommes incapables de distinguer "doit" de "ne doit pas".

Ainsi, nous sommes disqualifiés de la Cour suprême des États-Unis.

Pourtant, nous attendons du président qu'il prenne un décret de mise en accusation pour avoir usurpé les pouvoirs légitimes du Congrès.

Car, comme l'a dit le président, "Nous sommes une démocratie. Nous avons besoin d'un consensus". Il s'accuse de dictature.

Vous dites que la mise en accusation est la prérogative du Congrès - et non de l'exécutif.

La fixation des salaires est-elle la prérogative de l'exécutif ? Article, section et clause, s'il vous plaît.

Une entreprise bipartisane

Comprenez bien que nous ne voulons pas isoler le président Biden pour le raser.

Les présidents républicains et démocrates ont tous deux promulgué des décrets tout au long de l'histoire des États-Unis.

Le vieux Abe Lincoln a publié le premier décret officiel en 1862. Les présidents qui l'ont précédé ont promulgué des centaines de décrets similaires (non numérotés), dont celui de Washington.

Certains présidents les ont émis en nombre si stupéfiant... que des cris de césarade sont venus d'en bas.

Roosevelt I - Théodore, c'est-à-dire un républicain - en a émis pas moins de 1 081.

Cousin Franklin Delano en a dicté 3.728.

Bien sûr, le Franklin est né en réponse à une urgence nationale, la Grande Dépression.

Le président Biden invoque lui aussi l'urgence - l'urgence climatique :

"Nous avons déjà trop attendu", s'est plaint M. Biden cette semaine. "Et nous ne pouvons pas attendre plus longtemps."

Agissez "nous" l'avons fait. Et nous agirons.

Il y a toujours une urgence dans le besoin criant de remède.

Le Congrès cède ses pouvoirs

Mais nous ne prétendons pas que M. Biden usurpe les pouvoirs du Congrès. Le Congrès les a cédés.

Nos juristes nous informent que le Congrès a délégué 136 pouvoirs statutaires à l'exécutif. Sur ce nombre, seuls 13 nécessitent une intervention supplémentaire du Congrès. 123 ne le font pas.

Pourquoi le dernier président devrait-il refuser l'offre ? Les élections - après tout - ont des conséquences.

Nous pourrions tenir le Congrès responsable et les tribunaux qui l'ont béni. Mais nous ne tenons personne pour responsable - et tout le monde est responsable.

C'était presque inévitable...

De la République à l'Empire

La jeune et vitale république commerciale n'est pas allée "à l'étranger à la recherche de monstres à détruire".

À la fin du XIXe siècle, elle s'est mise à la chasse. Elle est restée en chasse jusqu'à aujourd'hui.

Chez nous, le léviathan fédéral est venu réglementer chaque détail de la vie. Aucun moineau ne tombe à son insu. Aucun arbre non plus.

Comme il sied à un empire, le pouvoir s'est de plus en plus concentré sur l'autorité exécutive.

Les anciens l'ont mis en garde, les fondateurs l'ont mis en garde.

La structure squelettique de la République constitutionnelle est intacte.

Elle a ses trois branches de gouvernement. Elle a sa séparation des pouvoirs. Elle a ses décors et ses procédures.

Mais regardez de plus près. Regardez à l'intérieur. Les mots sont les mêmes... mais les définitions ne le sont pas.

C'est comme si Webster avait modifié leur sens.

Mais le processus est si graduel que peu de gens le remarquent, car la grenouille dans sa marmite d'eau qui se réchauffe progressivement ne remarque pas la chaleur.

"L'exécutif a tout le pouvoir dont il a besoin pour faire pratiquement n'importe quoi"

Nos co-fondateurs Bill Bonner et Addison Wiggin, de "Empire of Debt" :

Les institutions ont une façon d'évoluer dans le temps - après quelques années, elles ne ressemblent plus aux originaux. Au début du XXI^e siècle, les États-Unis ne ressemblent pas plus à l'Amérique de 1776 que le Vatican sous les papes Borgia ne ressemblait au christianisme à l'époque de la Cène, ou que Microsoft en [2021] ne ressemble à la société que Bill Gates a créée dans son garage.

Pourtant, alors que les institutions évoluent, les idées et les théories qui les concernent ont tendance à rester fixes ; c'est comme si les gens n'avaient pas remarqué. En Amérique, toutes les contraintes, les inhibitions et la modestie de l'ancienne République ont été balayées par les vents dominants du nouvel empire. À leur place est apparu un système vaniteux de vanité, de tromperie, de dette et d'illusion. La Constitution des États-Unis est presque exactement le même document avec exactement les mêmes mots qu'au moment où elle a été écrite, mais les mots qui servaient à lier et à pailletter ont été transformés en élastiques souples.

Le gouvernement qui ne pouvait ni taxer, ni dépenser, ni réglementer, peut maintenant faire tout ce qu'il veut. L'exécutif a tout le pouvoir dont il a besoin pour faire pratiquement n'importe quoi. Le Congrès suit, comme un simple larbin, en insistant seulement pour que le butin soit réparti. Tout le processus fonctionne si bien qu'un membre du Congrès doit être trouvé au lit "avec un garçon vivant ou une fille morte" avant de risquer de perdre sa charge publique.

La "barrière du parchemin" de la Constitution ne pourrait jamais retenir des hommes déterminés à ne pas être retenus. Comme le déplorait l'individualiste Lysander Spooner au XIX^e siècle :

Que la Constitution soit vraiment une chose ou une autre, il est certain à ce point - qu'elle a soit autorisé un tel gouvernement comme nous l'avons eu, soit qu'elle a été impuissante à l'empêcher...

Signez, Monsieur le Président...

▲ RETOUR ▲

Éditorial. De l'investissement à la spéculation comme fondement du système. **Vers le fameux « all in »!**

Bruno Bertez 1 février 2021



Les fondamentalistes, ou encore ceux que l'on appelle les investisseurs « value » sont ceux qui se rallient à une certaine conception de la valeur d'un actif financier.

Cette conception que l'on doit qualifier de conventionnelle est la conception classique de l'analyse financière popularisée par Graham and Dodd, à savoir que: la valeur d'une action -ou d'un actif financier en général- est la somme actualisée des flux financiers auquel l'actif va donner droit.

Quand on est investisseur « value », on croit que l'on achète un droit de propriété qui confère la possibilité de recevoir un flux financier au fil des années, voilà ce qu'il faut retenir .

C'est une définition rigoureuse mais dont il ne faut pas se cacher qu'elle est marquée par de nombreuses incertitudes. J'attire cependant votre attention et votre réflexion sur le fait qu'une chose est incertaine ne l'empêche pas d'être logique. Les évaluations fondamentales reposent sur des probabilités, mais cela ne les rend pas inadaptées ou incohérentes.

En effet l'analyste financier doit essayer d'établir une approximation des flux financiers futurs et en plus choisir un taux de pénalité c'est à dire un taux d'actualisation pour apprécier la valeur présente de ces flux.

Bien souvent face à ces choix complexes on prend des « proxys », c'est à dire on choisit des grandeurs qui ont fait la preuve dans le passé, de donner de bonnes approximations de ces incertitudes. Le choix de proxys repose sur des analyses de corrélations. Si vous choisissez un proxy qui donne une corrélation de 98% par exemple avec la grandeur que vous désirez estimer, alors le proxy est bon.

Ainsi on démontre que pour le marché boursier américain en général, la variation de l'agrégat du GDP corrigé pour tenir compte de la Valeur ajoutée réalisée à l'étranger fournit une bonne appréciation de l'évolution des profits totaux. Et on sait de façon satisfaisante évaluer la croissance longue future des GDP car elle dépend de paramètres objectifs bien suivis, comme la démographie, la productivité etc. C'est plus compliqué que cela et je simplifie à l'extrême en vous donnant ce principe.

Pour le taux d'actualisation c'est beaucoup plus délicat car ce taux qui devrait être social, naturel, voire individuel, dans une collectivité donnée, est totalement faussé; les pouvoirs publics n'ont que faire des préférences de la société ou des individus pour le présent et de sa pénalité imposée au futur, ils veulent imposer leur préférence; ils trafiquent les taux d'intérêt. Le fait pour les banques centrales d'imposer puis de manipuler des taux revient à imposer au public une préférence « socialisante » pour le présent ou symétriquement une pénalité pour le futur. C'est en ce sens que l'on peut caractériser la politique des banques centrales comme socialiste.

Depuis l'activisme des banques centrales, activisme dont le but de l'activité est de ... manipuler les taux, tout est artificiel. Il s'agit en effet pour elles de rendre les dettes supportables afin de pouvoir en produire plus et prolonger le cycle du crédit. Pour rendre les dettes supportables et préserver la valeur des dettes anciennes qui menacent de se dévaloriser, les autorités baissent sans cesse les taux.

En passant notez que ce qui est important c'est la possibilité de pouvoir continuer à baisser les taux, et c'est cette question qui fait problème quand les taux arrivent à zéro.

Je soutiens que ce qui est important au stade où nous en sommes, c'est moins le niveau absolu des taux que la possibilité ou non de les baisser encore.

Quand vous baissez les taux vous revalorisez mécaniquement tous les actifs anciens qui par définition rapportent plus que les nouveaux. En même temps vous rendez les dettes moins coûteuses donc plus supportables.

Les banques centrales par leurs achats de titres longs et leur monétisation enfoncent les taux et donc réduisent les pénalités imposées au futur; ce qui signifie qu'elles font monter artificiellement, frauduleusement, la valeur actuelle des flux à recevoir, en clair elles inflatent la valeur des actions et des obligations. Cela permet d'en placer plus, de soutenir les prix boursiers et de truquer les valeurs d'actif du système bancaire et shadow bancaire. La baisse continue des taux solvabilise le système.

Bien entendu la Fed considère implicitement dans tous ses raisonnements que ce sont ces taux trafiqués qui sont les bons, elle conseille implicitement de ne pénaliser les revenus futurs que très modestement c'est à dire d'utiliser le taux des emprunts d'état à 10 ans, lequel est actuellement autour des 1%; **la Fed ne cesse de répéter que les taux bas justifient des prix hauts pour les actifs.**

L'ennui c'est qu'elle reconnaît implicitement que si les taux venaient à échapper à son contrôle et monter à 3% par exemple, les porteurs d'actifs financiers seraient ruinés, mais à ceux-ci pour les tromper et apaiser leur crainte elle promet que les taux ultra bas dureront très, très longtemps.

Autrement dit la surévaluation des actifs va durer toujours, rester sur un perpétuel haut plateau. **Ce qui signifie/explique que les banques centrales disent qu'elles ne vont jamais réussir, que la croissance ne va jamais repartir et que l'inflation c'est fini pour toujours.**

En clair considérer que le taux d'actualisation imposé aux flux futurs doit être de 1% cela revient à dire que vous devez accepter, si vous achetez des actifs financiers maintenant, vous devez accepter de considérer qu'ils sont à leur prix ... pour rapporter du 1%.

Je ne suis pas sûr que tous les gens qui sont sur les marchés ont vraiment compris cela! Ils se laissent avoir par la première partie de l'argumentation publicitaire qui dit : les actifs sont à leur prix parce que les taux sont à 1% ... et on ne leur dit pas la phrase complète : ils sont à leur prix pour ne rapporter que du 1%.

Pour résumer, les banques centrales, pour vous inciter à maintenir les indices boursiers très haut vous disent qu'elles mènent une politique qui sera rigoureusement inefficace et ne servira à rien. C'est le sens profond incontournable de leur affirmation selon laquelle les taux vont rester ultra bas pendant très très longtemps.

Elles sont obligées de se contredire:

-pour justifier politiquement ces politiques elles doivent faire croire qu'elles vont être efficaces et relancer croissance et inflation

-pour justifier les évaluations boursières, elles doivent dire le contraire: nous allons échouer, la croissance et l'inflation sont exclues pour très, pour très longtemps, aussi longtemps que vous pouvez imaginer.

Si vous êtes fondamentaliste, si vous raisonnez et que vous investissez vraiment pour le long terme, vous êtes prévenus; les taux vont toujours être bas, la rentabilité de vos placements ne remontera jamais, au mieux vous pouvez espérer les 1% à 10 ans en monnaie courante, même pas en réel et bien sûr avant les frais et les impôts.

Ceci explique que les vrais fondamentalistes soient en cash ou totalement hedgés.

En pratique vous devenez cyniques et vous considérez que vous n'allez pas vous faire piéger et investir pour le long terme puisque ce n'est absolument pas intéressant. Qui veut d'un 1% en monnaie glissante avant frais et impôts? Personne! Donc vous n'achetez pas pour le long terme, vous achetez pour le court terme.

Vous achetez non pas pour bénéficier du flux financier que devrait vous procurer votre investissement, vous achetez « un titre ». Je dis bien un titre, un véhicule, qui a la possibilité de se revaloriser si les taux continuent à baisser. Ce que vous achetez c'est la plus-value, l'écart de cours qui va se manifester lorsque les taux vont encore être abaissés.

Comprenez bien: l'investisseur lui, achète un flux de revenus futurs, mais comme le flux de revenus futurs est quasi nul ou voisin de zéro il n'y a plus d'investisseurs, il n'y a plus que des gens qui achètent des titres dans l'espoir que les taux vont continuer de chuter ad vitam eternam et même devenir négatifs ce qui gonflera la valeur de leurs titres.

Ce que l'on achète en Bourse, c'est « une croyance à la baisse continue des taux »

S'il y a des acheteurs sur le marché ce n'est pas parce qu'ils se contentent de 1% de rendement, non c'est parce qu'ils anticipent que la baisse des taux continuant ils vont faire une plus-value.

Peu à peu il n'y a plus d'investisseurs il n'y a plus que des spéculateurs qui jouent une plus-value, un écart de cours. D'où d'ailleurs l'explosion du marché des options qui ne sont rien d'autre que des billets de loterie, des « bons de droits à écarts de cours ».

Et ces spéculateurs se mettent à espérer que les choses s'aggravent, que la crise s'approfondisse.

En effet si la crise s'aggrave, alors les taux vont encore baisser, peut-être même devenir négatifs. Rendez-vous compte, ce sera la fortune puisque toute baisse des taux gonfle le prix des actifs et que si les taux deviennent taux négatifs les valeurs peuvent monter jusqu'au ciel.

Ce que les acheteurs achètent, ce n'est pas un flux de revenus futurs, non ce qu'ils achètent c'est « le mouvement espéré de baisse des taux ». Ils achètent une politique de baisse des taux. D'où la réaffirmation périodique de cette politique.

Donc leurs motivations sont courtes même quand ils achètent des actifs longs.

Donc tous les marchés sont désajustés en terme de temps, ils sont en « mismatch », donc dangereux et fondamentalement instables. Et comme nos spéculateurs sont gourmands, en levier, c'est à dire qu'ils sont endettés jusqu'au cou pour gagner un maximum, tout cela produit une catastrophe en attente d'arriver.

Pour terminer il faudrait aussi démontrer que les marchés sont non seulement en mismatch de temps et de durée mais aussi en mismatch de risque. On achète du risqué avec des capitaux qui n'ont pas vocation à être soumis au risque.

On peut aussi démontrer que les autorités mentent quand elles disent que le niveau actuel des cours des actions intègre une prime de risque satisfaisante mais ce sera pour une autre fois.

Pour résumer sans aller plus loin aujourd'hui, disons que les marchés accomplissent la fonction d'une banque colossale, une fonction de transformation du court en long et du sans risque en risque et que cette fonction, comme pour les banques, sera un jour prise en défaut, ce qui impliquera que les banques centrales seront obligées de tout sauver, coûte que coûte, et de faire le fameux « all in ».

▲ RETOUR ▲

Howard Marks: le plus grand danger c'est une hausse soutenue des taux d'intérêt.

Bruno Bertez 1 février 2021

Mark Dittli <https://abo.themarket.ch/kampagne/?lp=19003809> ThemarketNZZ

L'humeur est irritable.

Après que les bourses ont bien démarré l'année, des spéculations sauvages sur des petites capitalisations américaines telles que GameStop ou AMC façonnent l'actualité.

Le dollar s'est légèrement raffermi la semaine dernière, tandis que les rendements des bons du Trésor à dix ans ont affiché une tendance à la baisse – une combinaison qui a créé de l'incertitude sur les marchés boursiers.

Qui de mieux que Howard Marks pour fournir des informations sur les développements actuels?

Pratiquement aucun investisseur n'a une performance à long terme aussi exceptionnelle que le co-fondateur de la boutique d'investissement Oaktree Capital.

Ses mémos, qu'il envoie aux clients, ont un statut culte.

«Il est évident qu'il ne reste pratiquement plus de pessimistes. Presque personne n'est assis sur des pertes, la plupart des investisseurs ont compensé le recul des prix de l'année dernière ou sont mieux lotis », dit-il à propos de la mentalité des bourses.

Dans l' [interview](#) d'aujourd'hui , Howard Marks explique **pourquoi il voit le plus grand danger dans une hausse soutenue des taux d'intérêt.**

Il explique également ce à quoi les investisseurs devraient accorder une attention particulière lorsqu'ils naviguent dans l'environnement actuel et où il voit des opportunités d'investissements prometteurs.

▲ RETOUR ▲

Signal Advance, GameStop et les autres : implosion boursière à venir

rédigé par [Mory Doré](#) 1 février 2021

La folie boursière a atteint de nouveaux sommets ces derniers temps – un signe que les politiques non-conventionnelles des banques centrales touchent à des extrêmes malsains et dangereux pour l'investisseur boursier.

Tout cela pour une entreprise qui ne distribue pas de dividendes et dont le *price earning ratio* (notion qui reste essentielle même si elle n'est pas à la mode) n'est pas calculable car il n'y a pas de bénéfices – et pire, pas de bénéfices anticipés.

Décidément, je préférerais toujours ne pas gagner d'argent (il ne s'agit pas pour autant d'en perdre) en restant intelligent que d'en gagner en devenant idiot.

Il y a aussi ce *short squeeze* sur AMC Entertainment : +805% entre le 11/01 et le 27/01 (reconnaissons tout de même un -50% sur la journée du 28/01). Là encore pour une entreprise qui est incapable d'afficher un PER mais qui a la particularité d'être vendue à découvert par des fonds spéculatifs et donc susceptible d'être « short squeezée » grâce à l'action de traders petits, moyens ou gros.

Stupidité et arrogance

Au-delà de ces constats, je ne prends parti ni pour les uns ni pour les autres. En effet, il ne me semble pas essentiel de choisir entre les comportements soi-disant « Robin des bois » d'investisseurs individuels... et la prétendue expérience et expertise au service d'investisseurs finaux de fonds spéculatifs.

Petite précision au passage, on appelle ces derniers « *hedge funds* », en anglais, donc fonds de couverture en français. Cela alors même que leur logique a toujours été une logique de spéculation et non de couverture – ce qui n'est pas un mal en soi, mais encore faut-il appeler les choses par leur nom...

Ces apprentis traders pourront toujours rétorquer qu'ils sont fiers d'être stupides et insolents puisqu'ils ont gagné beaucoup d'argent. La belle affaire ! Ils comprendront un jour – sans doute pas si lointain – que l'on ne gagne jamais d'argent durablement sur les marchés financiers en étant cupide, stupide ou arrogant, encore moins en ayant deux de ces travers... ou pire les trois à la fois.

Dès lors, ce n'est même plus un krach qu'il faut anticiper consécutivement à un resserrement monétaire traditionnel de banque centrale (inévitable) ou à un défaut d'une grande banque ou d'une entreprise majeure (peu probable).

Il faut plutôt craindre ou espérer une implosion des marchés financiers. Crainte ou espérance ? Tout dépend de son « idéologie », de son métier ou de sa situation personnelle. C'est un vaste débat, je crois personnellement à l'utilité économique et sociale des vrais marchés financiers, mais pas à celle de ces marchés financiers qui sont devenus « nationalisés » ou « manipulés » par le *put* des banquiers centraux.

A court terme, il faudra surveiller les dégâts collatéraux consécutifs aux pertes colossales de *hedge funds* vendeurs à découvert ; les pertes sont estimées à près de 250 Mds\$ en 2020 et déjà autour de 90 Mds\$ depuis le début de 2021.

Comment cela finira-t-il ?

On sait comment cela peut finir : il faut rembourser par anticipation des financements octroyés par les courtiers et répondre à des appels de marge. Cela revient à vendre, à n'importe quel prix, les actifs et arbitrages. Pire, les faillites de certains fonds peuvent conduire certains établissements à vendre les milliards de dollars de titres qu'ils avaient reçus en garantie de la part de ces fonds.

Cela amplifiera les ventes forcées et dans ces situations, on ne se pose pas de questions, on vend tout ce que l'on possède de « liquide ». Il s'agit alors de ce que l'on appelle sur les marchés financiers le « *flight to liquidity* » : on vend tout, or, Nasdaq, Bitcoin, obligations à haut rendement, obligations *corporate* et même obligations d'Etat s'il le faut.

A moyen terme (mais dès cette année car le moyen terme des marchés n'est pas celui du cycle économique), il faut se préparer à la fin programmée des politiques monétaires ultra-accommodantes. Elles commencent en effet – on le voit avec ces nouveaux comportements spéculatifs – à provoquer des conséquences contre-productives et des risques d'effets de richesse négatifs pour les investisseurs de long terme.

Ce début d'ébauche de politique monétaire moins accommodante serait alors caractérisé par une réduction des programmes de rachat d'actifs pour les moins pessimistes, ou un arrêt des programmes de rachat d'actifs pour les plus pessimistes.

On n'imagine pas un seul instant une normalisation de la politique monétaire avec baisse de la taille du bilan des banques centrales et donc des ventes d'actifs. Nous allons donc sans doute assister à une lassitude des banques centrales.

Nous considérons que le relais sera désormais assuré par des politiques économiques d'aides directes à l'économie, et de moins en moins par des politiques monétaires consistant à fournir de la liquidité aux banques et aux marchés financiers.

▲ RETOUR ▲

Les banques centrales jouent les prolongations

rédigé par [Bruno Bertez](#) 1 février 2021

L'analyse fondamentale est un outil efficace pour investir profitablement – mais les banques centrales manipulent les marchés... et faussent les critères d'investissement.



Les partisans de l'analyse fondamentale, ou encore ceux que l'on appelle les investisseurs *value* sont ceux qui se rallient à [une certaine conception de la valeur d'un actif financier](#).

Cette conception, que l'on doit qualifier de conventionnelle, est la conception classique de l'analyse financière popularisée par [Graham & Dodd](#), à savoir : la valeur d'une action – ou d'un actif financier en général – est la somme actualisée des flux financiers auquel l'actif va donner droit.

Quand on est investisseur *value*, on croit que l'on achète un droit de propriété conférant la possibilité de recevoir un flux financier, voilà ce qu'il faut retenir.

C'est une définition rigoureuse mais dont il ne faut pas se cacher qu'elle est marquée par de nombreuses incertitudes. En effet, l'analyste financier doit essayer d'établir une approximation des flux financiers futurs, et en plus choisir un taux de pénalité – c'est-à-dire d'actualisation – pour apprécier la valeur présente de ces flux. On sait que « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » !

Bien souvent, face à ces choix complexes on prend des *proxys*. En d'autres termes, on choisit des critères et indicateurs qui ont prouvé, par le passé, qu'ils donnaient de bonnes approximations de ces incertitudes.

Ainsi, on démontre que pour le marché boursier américain en général, la variation de l'agrégat du PIB corrigé pour tenir compte de la valeur ajoutée réalisée à l'étranger fournit une bonne appréciation de l'évolution des profits totaux. Et on sait de façon satisfaisante évaluer la croissance longue future des PIB car elle dépend de paramètres bien suivis.

Evidemment, c'est plus compliqué que cela ; je simplifie à l'extrême en vous donnant ce principe.

Un taux faussé

Pour le taux d'actualisation, c'est beaucoup plus délicat. En effet, ce taux qui devrait être social, naturel, dans une collectivité donnée, est totalement faussé.

Les pouvoirs publics n'ont que faire des préférences de la société pour le présent et de sa pénalité imposée au futur ; ils veulent imposer leur préférence. Ils trafiquent les taux d'intérêt. Les taux ne reflètent plus vos préférences mais la leur, leur volonté.

Depuis [l'activisme des banques centrales](#), activisme dont le but est de manipuler les taux, tout est artificiel. Il s'agit en effet pour elles de rendre les dettes supportables afin de pouvoir en produire plus et prolonger le cycle du crédit qui devait se terminer il y a quelques années. Les autorités truquent pour jouer les prolongations.

Les banques centrales, par leurs achats de titres longs et leur monétisation, enfoncent les taux et donc réduisent les pénalités imposées au futur. Cela signifie qu'elles font monter artificiellement, frauduleusement la valeur actuelle des flux à recevoir. En clair, elles gonflent la valeur présente des actions et des obligations.

Cela permet d'en placer plus, de soutenir les prix boursiers et de truquer les valeurs d'actif du système bancaire et *shadow* bancaire. Lorsqu'on baisse frauduleusement les taux, on évite les faillites en fabriquant des zombies.

Bien entendu, la Fed considère implicitement dans tous ses raisonnements que ce sont ces taux trafiqués qui sont les bons. Elle conseille implicitement de ne pénaliser les revenus futurs que très modestement, c'est-à-dire d'utiliser le taux des emprunts d'Etat à 10 ans, lequel est actuellement autour des 1%.

La Fed ne cesse de répéter que les taux bas justifient des prix hauts pour les actifs. C'est simplement une autre façon, plus obscure, de dire ce que je dis.

Elle reconnaît implicitement que si les taux venaient à échapper à son contrôle et monter à 3% par exemple, les porteurs d'actifs financiers seraient ruinés. Mais pour tromper et apaiser leur crainte, elle promet que les taux ultra-bas dureront très, très longtemps.

Surévaluation perpétuelle

Autrement dit, la surévaluation des actifs va durer toujours, rester sur un perpétuel haut plateau. Ce qui signifie, notez-le, que les banques centrales disent qu'elles ne vont jamais réussir, que la croissance ne va jamais repartir et que [l'inflation, c'est fini pour toujours](#).

En clair, considérer que le taux d'actualisation imposé aux flux futurs doit être de 1%, cela revient à dire que vous devez accepter, si vous achetez des actifs financiers maintenant, qu'ils sont à leur prix... pour rapporter du 1%.

Je ne suis pas sûr que tous les gens qui sont sur les marchés ont vraiment compris cela !

Pour résumer, les banques centrales, pour vous inciter à maintenir les indices boursiers très haut, vous disent qu'elles mènent une politique qui sera rigoureusement inefficace et ne servira à rien.

Elles sont obligées de se contredire :

- pour justifier politiquement ces politiques elles doivent faire croire qu'elles vont être efficaces et relancer croissance et inflation ;
- pour justifier les évaluations boursières, elles doivent dire le contraire : nous allons échouer, la croissance et l'inflation sont exclues pour très, pour très longtemps, plus longtemps que vous pouvez imaginer.

▲ RETOUR ▲

La Réserve fédérale manipule le marché boursier américain

Dan Denning | 30 janv. 2021 | Journal de Bill Bonner



Note d'Emma : Ici Emma Walsh, directrice de la rédaction du Journal.

Les psychologues utilisent le terme "gaslighting" lorsqu'un manipulateur essaie d'amener quelqu'un d'autre (ou un groupe de personnes) à remettre en question sa propre réalité, sa mémoire ou ses perceptions.

Le rédacteur invité d'aujourd'hui pense que les fédéraux utilisent cette stratégie pour détourner l'attention du public américain d'une prise de pouvoir massive du gouvernement... Et COVID-19 est le cheval de Troie à l'intérieur duquel tous leurs fantasmes monétaires et technologiques ont été passés en contrebande.

Lisez ci-dessous le point de vue de Dan Denning, co-auteur de la Bonner-Denning Letter, sur la manière dont tout cela va mener...

== == ==

Voici une idée : La Réserve fédérale "éclaire" le public américain en gonflant le prix des actions. L'envolée du marché détourne les gens de la réalité économique américaine.

La réalité est que les 965 000 demandes d'allocations de chômage pour la première fois au début du mois ont été les plus élevées depuis le mois d'août. La réalité, c'est aussi un déficit public de 572 milliards de dollars pour les trois premiers mois de l'année fiscale (octobre-décembre 2020).

Le gouvernement de Washington a dépensé 1,37 trillion de dollars au cours du premier trimestre de l'année fiscale. Joe Biden serait prêt à dépenser environ 2 000 milliards de dollars supplémentaires. La dette publique est sur le point de devenir parabolique.

Pendant ce temps, la confiance dans nos institutions s'effrite.

Avant l'investiture de Joe Biden comme 46e président des États-Unis au début de ce mois, des troupes ont encerclé le bâtiment du Capitole.

Quelle est la force de notre gouvernement lorsque nous devons déployer des soldats armés pour garantir la transition pacifique du pouvoir ?

Guerre psychologique

Et si vous pensez que j'exagère en disant que la bourse est une opération psychologique menée par la Réserve fédérale au nom de l'État profond, détrompez-vous.

"Gaslighting", c'est quand vous manipulez psychologiquement quelqu'un pour qu'il remette en question sa santé mentale. Vous leur dites que ce qu'ils voient n'est pas vraiment ce qu'ils voient. Ou, comme George Orwell l'a prédit dans son roman de science-fiction dystopique, 1984, vous leur faites croire que la guerre est la paix, la liberté est l'esclavage et l'ignorance est la force.

Ce ne serait pas la première fois qu'un petit cadre de l'État profond mène une guerre psychologique contre le public américain.

L'Agence centrale de renseignement (CIA) a mené l'opération Mockingbird pendant la guerre froide. Elle a distribué la propagande américaine par le biais d'un média américain consentant (ou crédule).

Dans le cadre d'un autre projet, appelé MK Ultra, la CIA a exploré des méthodes de contrôle de l'esprit et de modification du comportement en utilisant la thérapie par électrochocs, l'hypnose et les drogues.

Les actions ne sont pas des drogues. Mais quel serait l'effet du passage du S&P 500 à 4 500 ? Ou le Dow à 36 000 ? Ou le bitcoin à 50 000 \$? Ce serait euphorique ! Et cela détournerait l'attention du public propriétaire d'actifs d'une prise de pouvoir massive du gouvernement, aidé et encouragé par la Silicon Valley. Est-ce une exagération ?

L'effet de réseau

Regardez ce qui s'est passé ces dernières semaines.

L'Empire a riposté. Tout d'abord, Twitter a chassé le président Trump de sa plateforme, rapidement suivi par Facebook et d'autres plateformes de médias sociaux. Puis Apple et Google se sont joints à eux, rendant impossible le téléchargement de l'alternative Twitter Parler (qui comptait une importante base d'utilisateurs parmi les partisans du président) depuis leurs boutiques en ligne. Et pour faire bonne mesure, Amazon a mis fin à l'hébergement du site de Parler.

Vous pourriez souligner que Twitter, Google, Amazon, et autres sont des entreprises privées, donc elles ont le droit de contrôler leurs propres plateformes. C'est vrai.

Mais maintenant, si vous voulez vous opposer au "récit" dominant, vous devez faire plus que construire votre

propre application concurrente. Vous devez construire votre propre Internet.

C'est le pouvoir de "l'effet de réseau". Une fois qu'un service a atteint une taille critique, il est presque impossible de le concurrencer.

Service refusé

Ne vous méprenez pas sur ce qui s'est passé. Le "Score du Crédit Social" dont nous avons mis en garde les lecteurs il y a plus de deux ans est ici.

C'est un autre virus qui vient de Chine. En Chine, il a été lancé par le Parti communiste. En Amérique, il a été lancé ce mois-ci par la Silicon Valley.

Peut-être que Big Tech sait qu'il doit plaire aux démocrates au pouvoir à Washington, ou qu'il risque d'être démantelé pour des raisons d'antitrust. Ou peut-être que les PDG milliardaires autoritaires se vengent simplement des personnes avec lesquelles ils ne sont pas d'accord.

La raison pour laquelle cela s'est produit n'a pas vraiment d'importance. Ce qui est important, c'est que vous sachiez que cela va continuer à se produire. Et probablement plus rapidement que nous ne l'avions prévu.

Par exemple, Airbnb a temporairement arrêté les locations dans la région de Washington, D.C. au début de ce mois. Pourquoi ? Pour éviter une nouvelle "insurrection" des loyalistes de Trump lors de l'inauguration de Biden.

Si vous refusez d'accepter les conditions générales d'une société privée, celle-ci se réserve le droit de vous refuser un service (surtout s'il est gratuit).

La plupart du temps, vous fournissez ce que les avocats appellent un "consentement éclairé". Vous savez que vous renoncez à toute votre vie privée lorsque vous téléchargez une application sur votre téléphone. Mais vous appréciez ou voulez ce service. Et vous n'avez rien à cacher, n'est-ce pas ?

C'est ainsi que nous avons franchi le seuil d'une société de surveillance avec une vie basée sur la permission. Une fois que vous avez établi le principe selon lequel quelqu'un peut refuser vos services en raison d'une opinion politique (ou parce qu'il y a une urgence de santé publique), vous pouvez l'étendre à presque tout.

Par exemple, la banque britannique HSBC dit qu'elle se réserve le droit d'annuler les comptes des clients qui refusent de porter un masque dans ses agences.

Cheval de Troie

Tout cela prouve le point que nous avons commencé à faire valoir en mars de l'année dernière : COVID-19 a accéléré les tendances financières et politiques dont nous vous avons mis en garde.

La centralisation de la liquidité sur le marché boursier entraîne des records en matière de cours des actions (et des records en matière de rendement des obligations).

Politiquement, COVID-19 est devenu le cheval de Troie à l'intérieur duquel tous les fantasmes monétaires et technologiques de l'esprit autoritaire ont été introduits en fraude.

Le score du Crédit Social... Le revenu de base universel... La théorie monétaire moderne (MMT)... l'attaque contre la liberté d'expression et le Premier Amendement... l'assignation à résidence de facto dans les plus

grandes villes américaines... et l'appauvrissement forcé de millions d'Américains en détruisant leurs petites entreprises...

Tout cela est en train de se produire.

▲ RETOUR ▲